

Un avion de la Lufthansa  
détourné en R.F.A.

LIBRE PAGE 36

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algerie, 1,30 F; Maroc, 1,30 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, 0,85 \$; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 30 p.; Grèce, 90 dr.; Iran, 70 rls.; Italie, 600 L.; Liban, 230 p.; Luxembourg, 15 fr.; Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 22 esc.; Suède, 160 F SFA; Suisse, 3 fr.; Thaïlande, 1,20 ba.; U.S.A., 75 cts; Venezuela, 20 bs.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
C. C. P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris 20 63072  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### L'Angola sans Neto

Parmi les chefs d'État africains de tout premier plan, le président Neto, qui vient de mourir à Moscou, tenait une place toute particulière. Chef incontesté de la lutte nationale contre le colonialisme portugais, porte de renom, il était à la tête d'un régime à caractère marxiste de vieille et solide formation et se réclamait, encore récemment, de la « clarté idéologique » que confère le marxisme-léninisme. L'U.R.S.S., qui déplore aujourd'hui la perte de ce « grand ami », en avait peu de cette qualité.

Si le chef d'État disparu était pour beaucoup dans la rigueur idéologique du régime, il exerçait sur une équipe qui fut toujours dirigée par l'ascendant d'un conseiller et d'un arbitre plutôt que l'autorité quasi divine de beaucoup de ses pairs africains. Aucun dauphin ne s'imposant à l'évidence, bien que M. Lúcio Lara, membre du bureau politique du M.P.L.A. et secrétaire du département « organisation » du comité central paraisse avoir une position privilégiée, il est probable qu'après avoir resserré les rangs dans l'épreuve l'équipe dirigeante angolaise connaîtra une dure phase de lutte pour le pouvoir.

Ce risque d'instabilité est confirmé par l'histoire récente du pays. Dans la dernière en date des crises qui l'ont secoué, le premier ministre, M. Lopo do Nascimento, et deux membres importants du cabinet, tenus pour des inconditionnels de Moscou, avaient été destitués en décembre 1978. L'année précédente, l'affrontement entre les deux principales tendances du M.P.L.A. avait tourné à la tentative de coup d'État menée par M. Neto. Alors, et « plusieurs centaines de fractionnistes » avaient été arrêtés.

Dans un pays déchiré par la guerre civile que continuent à mener le F.N.L.A. et surtout l'UNITA, soutenue par l'Afrique du Sud, et où, de surcroît, la situation économique est plus que préoccupante, il ne semble pas toutefois que les nouveaux dirigeants puissent se permettre de remettre sérieusement en cause, du moins dans l'immédiat, les dernières orientations du président disparu. Il s'agit notamment de maintenir la dépendance à l'égard de Moscou, de son son d'ouverture, de gestes conciliants envers le Portugal et plus généralement l'Occident et de la réconciliation avec le Zaïre voisin. Toutefois, la médiation entre « destinataires » et « réalisateurs », où excellait le chef de l'État, va désormais faire gravement défaut.

Au moment où la crise de l'Afrique australe traverse une phase apparemment décisive, le rôle de Luanda est d'une grande importance. Sans qu'il soit question de remettre en cause la présence de vingt mille soldats cubains qui confortent leur régime, les nouveaux dirigeants ont en effet à redéfinir leur politique à l'égard de la Namibie et du Zimbabwe-Rhodesie. En « modérant » leur soutien aux guérilleros qui s'arment et s'entraînent sur leur territoire, ils peuvent soit renforcer les États dits de la « ligne de front », qui aspirent visiblement à un règlement soit pousser à la seule « solution armée », qui a les préférences de l'U.R.S.S. En Namibie, le choix de la première politique aurait de graves conséquences sur la lutte menée par la SWAPO.

En bon marxiste, le président disparu professait que les « grandes personnalités » ne peuvent avoir dans l'histoire de leur pays un rôle capital. Les conséquences de sa mort ne seront sans doute pas de nature à étayer cette thèse.

(Lire nos informations page 3.)

M. YASSER ARAFAT  
VA ÊTRE REÇU  
OFFICIELLEMENT À MADRID

(Lire page 4.)

## M. Pham Van Dong au Nicaragua

### La visite du dirigeant vietnamien illustre le raidissement du gouvernement sandiniste

Le Front sandiniste a annoncé, mardi 11 septembre à Managua, la visite au Nicaragua, à partir de jeudi, du premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong. Ce voyage retient d'autant plus l'attention que la délégation nicaraguayenne avait adopté, lors de la conférence de La Havane, des positions radicales.

Il semble que la jeune révolution sandiniste ait retenu la thèse défendue par M. Fidel Castro, selon laquelle les pays socialistes sont les « alliés naturels » des non-alignés. L'attitude des autorités de Managua pourrait aussi s'expliquer par la tentation des États-Unis à répondre à leur demande de fourniture de matériel militaire. Des émissaires nicaraguayens vont être envoyés prochainement en Europe pour y acheter des armes.

De notre envoyé spécial

Managua. — Alors que persistaient dans la capitale nicaraguayenne les rumeurs sur une éventuelle visite de M. Fidel Castro, à l'occasion des fêtes de l'indépendance qui dans toute l'Amérique centrale, sont célébrées le 15 septembre, le Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) a annoncé, mardi 11 septembre, l'arrivée à Managua du premier ministre du Vietnam, M. Pham Van Dong. Ce dernier doit prendre la parole le vendredi lors d'une manifestation de masse spécialement convoquée sur la nouvelle place de la Révolution.

L'actuel climat reste mal défini au Nicaragua. Un gouvernement composé en bonne partie de personnalités modérées prend des décisions d'inspiration dirigiste comme la nationalisation des banques et le contrôle étatique imposé sur les principales exportations. L'équipe révolutionnaire — qui garde le pouvoir militaire — illustre, elle, par sa générosité

JEAN-PIERRE CLERC.  
(Lire la suite page 6.)

## La « révolution » de la télématique

### Dès 1980, des particuliers pourront interroger par téléphone des banques de données

Le conseil des ministres devait entendre, ce mercredi 12 septembre, une communication de M. André Girard, ministre de l'industrie, sur la politique en matière d'applications de l'informatique et, notamment, sur la création de l'agence chargée de la mettre en œuvre. D'autre part, M. Robert Ségard, secrétaire d'État aux P.T.T., devait présenter un bilan de l'action de son administration en matière de télécommunications et de télématique et annoncer le câblage d'une ville moyenne au moyen de fibres optiques, en 1981. Et dès 1980, des particuliers pourront interroger par téléphone des banques de données.

Marriage du téléphone, de l'ordinateur et de l'écran de télévision, la télématique est devenue depuis deux ans une des préoccupations essentielles du gouvernement, qui, sous l'impulsion de M. Giscard d'Estaing, y voit l'un des axes majeurs où la France peut toucher les dividendes de son savoir-faire technologique. La communication présentée par M. Ségard laisse à penser que la télématique va quitter le domaine de la théorie. Dans un ou deux ans, des usagers commenceront à profiter des avantages d'une information accrue et multiforme. Leur vie sera-t-elle bouleversée ? Sauront-ils utiliser les banques de données mises à leur disposition ? Qui paiera ces services supplémentaires ?

Pour répondre à ces questions, il a été décidé de tester en grandeur nature le service « Vidéolet ». La première expérience débutera à la fin de l'année 1980, à Vézelay, dans les Yvelines. Baptisée « Vidéolet », elle permettra à deux mille foyers d'utiliser l'écran de télévision et le câble téléphonique pour

consulter, de chez eux, les horaires de la S.N.C.F., le catalogue de sociétés de vente par correspondance, les séjours proposés par le Club Méditerranée ou les renseignements contenus dans le bulletin municipal. Les premières difficultés sont venues de la presse locale qui redoute que Vidéolet ne détourne la publicité pour financer son fonctionnement. Selon le secrétaire d'État aux P.T.T., « ces appréhensions ne sont pas fondées. C'est pourquoi nous associerons la presse à la mise en place de cette expérience, mais son principe ne sera pas remis en cause ».

Deuxième essai télématique : l'analyse électronique. Officiellement imaginée pour économiser les dépenses de papier et la force humaine, officiellement conçue par la direction générale des télécommunications pour n'avoir plus recours à la poste, chargée de distribuer chaque année cent épais documents.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 31.)

## La hausse des taux d'intérêt s'accélère en France

Pour la cinquième fois depuis le début de l'été, les banques françaises ont relevé leur taux de base, le portant, d'un coup, de 10,05 % à 10,75 %. Ce sont les autorités monétaires elles-mêmes qui accélèrent le mouvement, en faisant monter le taux de l'argent à court terme sur la place de Paris, suivant l'exemple des autorités monétaires américaines, qui viennent de porter le taux d'intérêt outre-Atlantique à un niveau record (12,25 %) afin de lutter contre l'inflation.

À Paris, c'est le Crédit lyonnais qui a donné le signal de la hausse, initié immédiatement par la B.N.P., la Société générale, le C.I.C., le Crédit du Nord et, pratiquement, l'ensemble du système bancaire français qui, en dépit des objections de M. Monory, ministre de l'économie, continue à présenter un front commun en matière de taux, à quelques nuances près.

En trois mois le taux de base français aura ainsi grimpé de près de 2 %, passant successivement de 8,80 % à 9,15 % le 6 juin, à 9,45 % le 7 juillet, à 9,75 % le 26 juillet et à 10,05 % le 4 août.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 32.)

## Élections sans passion en Suède

Plus de six millions de Suédois éliront dimanche 16 septembre les trois cent quarante-neuf députés du Riksdag et renouvelleront les conseils généraux et municipaux. Au cours des trois dernières années, le premier gouvernement « bourgeois » depuis quarante-quatre ans, la majorité et l'opposition de gauche se sont parfois durement affrontés. Pourtant, la campagne qui s'achève ne semble pas passionner l'opinion, tant elle est calme, pour ne pas dire monotone.

L'électorat flottant joue depuis 1970 un rôle de plus en plus important dans les consultations. Aussi, les cinq principaux partis se gar-

dent-ils d'effrayer les « hésitants » par des projets trop audacieux.

Les thèmes développés dans cette campagne ne se prêtent guère à de grands duels idéologiques. Dans plusieurs domaines, notamment l'emploi et la protection sociale, les deux gouvernements « bourgeois » qui se sont succédés depuis 1970 n'ont fait que poursuivre la politique de leurs prédécesseurs sociaux-démocrates. Ceux-ci cherchent aujourd'hui à « rassurer l'opinion », tandis que les non-socialistes, toujours aussi divisés, rendent compte des succès de leur politique économique après le grave effondrement de l'industrie en 1977.

### I. — D'abord séduire les hésitants

Stockholm. — Le samedi est le jour où l'on fait les courses en famille. Une fourgonnette orange se gare à côté de la salle des concerts dans le centre commercial de la capitale. En descendant, le ministre de l'économie, M. Ingemar Mundebö (libéral), chemise de sport à carreaux et à manches courtes, et quelques jeunes militants du parti armés de deux micros — l'un pour le

De notre correspondant  
ALAIN DEBOVE

ministre et l'autre pour le public — et d'un modeste haut-parleur vite installé sur un trépied. Après une brève allocution de M. Mundebö, le dialogue s'engage avec les passants. Il porte essentiellement sur l'emploi, les 90 000 postes qui ont été supprimés dans l'industrie ces deux dernières années, le déficit budgétaire de cinquante millions de couronnes, ce qui représente plus de 30 % des dépenses publiques, et la nouvelle crise du logement à Stockholm.

ministre et l'autre pour le public — et d'un modeste haut-parleur vite installé sur un trépied. Après une brève allocution de M. Mundebö, le dialogue s'engage avec les passants. Il porte essentiellement sur l'emploi, les 90 000 postes qui ont été supprimés dans l'industrie ces deux dernières années, le déficit budgétaire de cinquante millions de couronnes, ce qui représente plus de 30 % des dépenses publiques, et la nouvelle crise du logement à Stockholm.

(Lire la suite page 5.)

### AU JOUR LE JOUR

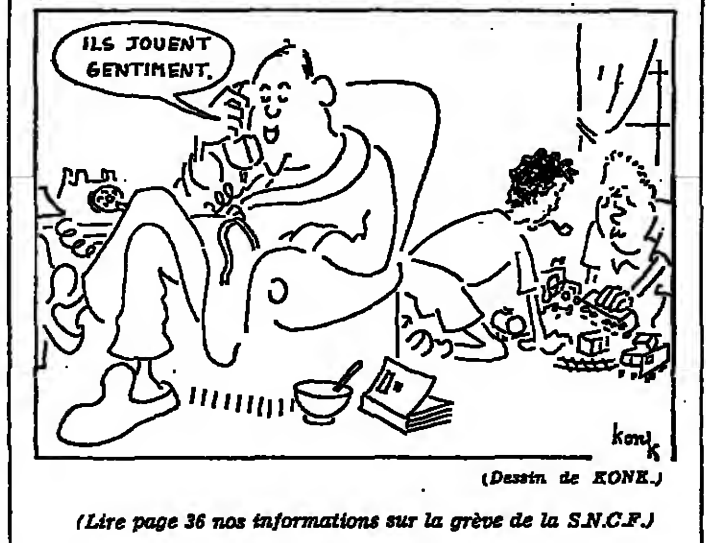
#### Les visiteurs du Quai

Si M. Cubillos, ministre des affaires étrangères du Chili, a été reçu au Quai d'Orsay six ans et un jour après que Salvador Allende, président de la République élu, eut péri dans son palais bombardé par les militaires, c'est, nous dit-on, pour une « visite de travail ».

Peut-être faut-il entendre par là qu'il ne s'agit pas vraiment d'une « visite d'amitié », mais tout simplement d'une rencontre technique où l'on aura peut-être évoqué la vente de seize Mirage au Chili.

En tout cas, il ne s'agit sans doute pas d'une « visite commémorative », car aucun communiqué officiel n'annonce que M. François-Poncet a présenté ses condoléances pour la mort des droits de l'homme au pays de son visiteur.

BERNARD CHAPUIS.



(Lire page 36 nos informations sur la grève de la S.N.C.F.)

## UNE NOUVELLE TRADUCTION DU CORAN

### Le texte le plus pur de la langue arabe

Vulgate officielle et définitive de l'Islam, le Coran est le livre suprême d'une religion — la dernière révélée, la plus jeune donc — riche aujourd'hui de plus de six cents millions d'adeptes et étendue sur plusieurs continents.

L'Islam, contrairement à la religion chrétienne, n'a pas eu recours aux miracles et aux gestes spectaculaires pour s'imposer. Il ne reconnaît pas le miracle. Il ne l'inclut pas dans les manifestations de sa preuve et de sa vérité. Mahomet est un prophète, le dernier des prophètes, un envoyé de Dieu, certes, mais c'est aussi un homme parmi les hommes. Donc point de miracle. Cependant, le caractère inimitable, la haute perfection du Coran, font de ce texte une sorte de miracle un « défi aux incrédules », la preuve d'un génie qui dépasse les capacités humaines.

Seul miracle, le Coran reste, quatre siècles après sa révélation, le texte le plus pur de la langue arabe. Si on l'examine d'un strict point de vue linguistique, du point de vue de la beauté de la langue, il s'avère d'une richesse et d'une poésie d'un niveau de loin supérieur à tout ce qu'a produit la langue arabe avant et après l'Islam. Bien sûr, des imitateurs ont essayé de récrire le Coran. Le résultat fut à chaque fois lamentable. Le traduire paraît à la limite un défi difficile à relever. Si

Hamza Boubakeur le reconnaît : « Le texte du Coran est difficile à saisir. L'extraordinaire richesse de la langue arabe, les modes de sentir, de penser, de s'exprimer, en un mot le psychisme du peuple qui la parle, ne rendent pas aisée la tâche du traducteur qui refuse de trahir ou de donner une interprétation personnelle à ce qui paraît obscur ou ambigu. C'est juste ».

Que penser du travail monumental que vient de faire Si Hamza Boubakeur ? Difficile à juger. On peut tout au plus dire le plaisir qu'on a à lire cette nouvelle traduction, et surtout les commentaires nombreux, précis et riches qui suivent chaque sourate verset par verset. Si Hamza Boubakeur s'est attaché scrupuleusement à la lettre du texte ; il n'a pu rendre toute la poésie du livre. C'est en ce sens que la traduction idéale d'un texte aussi fondamentalement divin que l'œuvre d'un collectif pluridisciplinaire. Si Hamza Boubakeur le sait, lui qui a mis tout son savoir au service de ce travail.

Ce corpus final a une histoire. Cette parole sacrée est une parole de Dieu révélée à Mahomet en plusieurs morceaux et étapes par la voix de l'ange Gabriel.

TAHAR BEN JELLOUN.

(Lire la suite page 13.)



Le Monde

# idées

## SÉCURITÉ SOCIALE

### Peut-on maîtriser les dépenses de santé ?

par RENÉ LENOIR (\*)

**L**E débat sur la Sécurité sociale est éternel. Pour qu'il débouche sur des solutions positives, il ne faut pas perdre de vue certains faits.

Dans l'immédiat, le chômage est la cause principale du déficit. Avec un million de cotisants de plus, la Sécurité sociale serait en excédent (1). Les droits sociaux ont été maintenus aux travailleurs privés d'emploi : ils devaient perdre, en plus de leur travail, les allocations familiales et le droit aux soins, le pacte social n'y résisterait pas. La mesure est bénéfique même au plan économique : elle constitue un bon amortisseur de crise et évite, dans les zones durement touchées, que ne se développe un cycle de récession.

Mais cette extension de la solidarité (on sort du principe de l'assurance) se paie comme tout dans la société. Il est temps d'en prendre conscience.

Dans le proche avenir, ce sont les dépenses de santé qui font problème. Certes, dans tous les pays développés, la structure de la consommation change, et le souci d'être bien soigné est prioritaire. Mais une masse de l'ordre de 150 milliards de francs, ne peut croître au taux moyen de 20 % l'an, sans mettre en péril les autres fonctions vitales de la nation.

Pour comprendre la difficulté et les limites de l'exercice, il faut savoir que 20 % des malades font 80 % de la dépense.

S'il y a abus, ce n'est pas du fait des malades et s'il y a un point sur lequel la régression de la solidarité serait intolérable, c'est celui-ci. Mais qu'il y ait abus sur la façon de soigner ces grands malades, c'est probable.

Il est d'autres moyens de maîtriser les dépenses de santé sans recourir à l'angoisse et l'insécurité ou sans que la collectivité ne retrouve la charge d'individus inconscients qui n'auront cure d'user de la liberté de s'assurer.

Si l'énorme appareil de soins ne peut être freiné comme on le fait d'une petite voiture, un ralentissement progressif de son allure est possible.

1. — La maîtrise des dépenses hospitalières suppose des mesures nombreuses :

— Une bonne connaissance d'abord. Un guide des ratios hospitaliers permet des comparaisons entre hôpitaux ou services homogènes. On y vient (4) ;

— L'abandon du système du prix de journée (5). L'expérimentation faite depuis deux ans devrait permettre de passer à un autre système. Les Québécois, les Anglais, l'ont fait. Il doit en résulter, au sein des hôpitaux, un exercice collectif d'autodiscipline qui contribuera à une prise de conscience dans ce domaine délicat de la décision en matière de santé ;

— Plus importante encore est la limitation du nombre des lits qui a été décidée. Il faut savoir que le ministère de la santé et le gouvernement tout entier ont de tout temps été soumis à une pression fantastique pour que soient construits de grands hôpitaux. Pression parfois justifiée par la vétusté du patrimoine existant. Mais il faut savoir aussi que ce compte aujourd'hui, c'est la qualité du plateau technique, non le nombre de lits. La plupart des malades, après un bref séjour à l'hôpital, peuvent être soignés chez eux ;

— L'humanisation doit être achevée, mais à un moindre coût. Il faut savoir ce que l'on veut. Qui d'autre nous empêcherait de voir ses vieux parents dans une salle commune de 80 lits où les valdies côtoient des vieillards séniles ? On comptait 200 000 lits en salle commune, il y a une dizaine d'années. Il en reste encore 60 000. Cet effort méritoire doit être poursuivi, et achevé.

2. — L'humanisation coûte cher. Pour-mais elle coûte moins ? Il faut distinguer, ici, entre les services de soins actifs, pour lesquels les économies ne pourraient se faire qu'au détriment de la qualité des soins, et les services d'hébergement des personnes âgées (6), qui, tout en étant invalides ou semi-invalides, ne sont pas des malades. Le département de la Creuse a construit, en tradition, des établissements confortables dont le prix de journée n'atteint pas 40 % de celui des établissements industriels, mais de conception trop médicale, dont on couvre la France. Il faut en tirer la leçon.

3. — En ce qui concerne les médicaments, l'essentiel est fait ou peut l'être :

— Leur nombre, dans l'avenir, sera limité. Les médicaments actuels pèsent sur la Sécurité sociale de longues années encore ;

— L'enseignement de l'économie médicale vient à peine d'être rendu obligatoire. Mais quel est son coefficient aux examens ? Il faut y penser si l'on ne veut pas que certains médicaments soient les derniers ordonnances irresponsables d'un budget public ;

— Le profil médical permet de détecter les médicaments dont les prescriptions sont manifestement abusives. Les textes sont prêts depuis longtemps. Quelques coups de semonce ne seraient pas superflus.

4. — Le progrès technique ne doit être accepté que sous bénéfice d'inventaire.

Quoique les raccourcis soient toujours tentants, disons que greffer une pille électrique dans le cœur d'une personne de quatre-vingts ans pourrait se justifier si l'on n'était pas obligé, au même moment, de négliger des milliers d'enfants dyslexiques ou le déploiement précoce des malformations urinaires des enfants. Devant un appareil sophistiqué et forcément coûteux, il faut se poser quelques questions : quel sera son coût de fonctionnement ? Pour combien de malades apportera-t-il un progrès réel ? Ne sera-t-il pas obsolète à bref délai ?

On estimait, dans les années 60, que le progrès technique à ses débuts provoquait une augmentation de 4,5 % par an du coût des soins. Or à cette formidable avancée technique n'a pas correspondu un progrès humain sensible. Entre 1955 et 1965, le taux moyen de mortalité n'a pratiquement pas baissé aux États-Unis, malgré une

augmentation de la consommation de soins de 35 %.

Désormais, les variations de la mortalité sont beaucoup plus influencées par nos modes de vie que par les consommations et les techniques médicales. Alors pour-quoi nous ruiner ? Puisque les accidents, l'alimentation, le tabac, l'alcoolisme, priment une importance grandissante, ne nous trompons pas d'objectif.

Procéder à une mesure de « coût-avantage » de matériels ou de techniques n'est en rien contradictoire avec l'encouragement de la recherche médicale qui conduit à des progrès réels dont certains sont générateurs d'économies.

4. — La prévention n'a pas fini de produire ses effets. Dans Grandeur et tentation de la médecine, le professeur Jean Bernard s'interroge sur les conséquences de la croissance excessive du coût des soins. Après avoir éliminé diverses solutions moralement inapplicables, ou techniquement inopérantes, il conclut que seul un vigoureux effort de prévention peut freiner les dépenses de soins.

Mais il faut bien voir que cette prévention n'est pas seulement ni principalement médicale. Elle est désormais surtout sociale. A titre d'exemple, la lutte contre le bruit, contre les accidents de la route, contre les accidents du travail, est primordiale.

5. — Une dernière remarque : ce fait jadis une erreur de séparer la Sécurité sociale du ministère de la santé. Malgré l'ampleur de la tâche, il ne faut pas déjoindre la responsabilité de tracer la politique de santé de celle d'en assurer l'équilibre. Or, il est possible de maîtriser les dépenses de santé. Ce serait moins difficile avec le concours actif des médecins, des directeurs d'établissements, des gestionnaires de caisses, et de tous les Français. Mais où enseigne-t-on aux futurs citoyens qu'ils vivent dans une société de « sécurité sociale » et que les excès et les abus, dans ce domaine aussi, se retournent contre eux ?

(\*) Ancien secrétaire d'État chargé de l'action sociale.

(1) Les cotisations représentent environ 1/3 du budget de la France pour cent mille assurés.

(2) Dont Henri Lepage rappelle la loi de la revue du C.N.F.F. (juillet 1979).

(3) C'est essentiellement pour cela que l'enseignement d'un minimum social des familles de trois enfants est parvenu à se généraliser.

(4) Je l'ai démontré en 1967 dans un rapport sur l'aide sociale.

(5) Préconisée, il y a six ans, au chapitre 8 des « Recettes ».

(6) Appelés services de long séjour.

### Des économies qui coûtent cher

par JEAN BIDEGARAY (\*)

**A** LA suite des récentes décisions gouvernementales sur l'équilibre financier de la Sécurité sociale, comment ne pas le reconnaître : la convention médico-sociale, telle qu'elle était signée régulièrement entre médecine libérale de ville et administration des finances, par le C.N.F.F., F.O. et le ministère de la Santé, est morte et bien morte. Cela faisait belle lurette, à vrai dire, qu'elle était une vieille patraque, bol-tense et déréglée. L'esprit de 1969, qui avait permis, quoi qu'on en dise, à un plus grand nombre un plus libre accès à des soins de qualité, a été irrémédiablement faussé par l'introduction du D.P. : droit permanent à dépense, qui permet à un médecin d'être conventionné sur le papier, mais non pas dans la pratique. Ce qui succède à la convention, même si le pouvoir l'initie encore convention, renforcera la séparation de fait entre une médecine de riches et une médecine de pauvres. Le tout-venant populaire et la plétaille médicale, et d'abord la quasi-généralité des omnipraticiens, médecins de famille, seront aux ordres ; contrôle policier accru des prescriptions, encouragement à la res-

triction tant au point de vue de la recherche diagnostique qu'à celui de la décision thérapeutique, suspicion permanente portée devant l'opinion publique à l'égard des médecins octroiateurs de dépenses et des malades.

Et pourtant, parce qu'elle est consciente de ses responsabilités économiques, la profession elle-même avait proposé l'élaboration de tableaux statistiques d'activité professionnelle, avec indication pour chaque médecin sur le nombre d'actes et l'importance des prescriptions en matière de pharmacie, d'examen et d'arrêts de travail. Ces profils devaient servir de base à la répartition des dépenses (mais pour les seuls omnipraticiens de ville, faut-il bien le remarquer). Et c'est bien parce que les administrateurs de service et leurs bons maîtres de la fonction publique ont constaté que l'étude de ces tableaux ne permettait d'encourager aucune mesure sérieuse tendant à la diminution des actes médicaux, que le pouvoir a décidé d'utiliser le bâton à l'encontre d'un corps médical, sans moyen immédiat de défense, et, simultanément, de s'opposer aux intérêts des usagers.

#### Une médecine réglementaire

Que signifie donc, à terme, la décision prise, sous l'inspiration de M. Barre, par MM. Farge et Barrot ? C'est nous faire passer du statut d'une médecine libérale conventionnée à une médecine réglementaire, le petit doigt sur la couture du pantalon : tant pour le riche que pour le pauvre, pour le riche, laissons libre cours au profit, ou au moins tentons de sauver la baraque. Et le public, dans cette histoire, celui dont les moyens, les salaires sont limités et qui ne peut s'adresser au grand patron plein temps ni au dérogatoire (le plus souvent un spécialiste, avec tous les avantages du contrat, sans aucun des inconvénients) ? Avec son médecin de famille, il survivra.

Les faits seront plus ténus que les décisions d'un pouvoir, si énarque soit-il. On s'opposera à l'accomplissement des interventions médico-sociales, aux soins, aux assistances. On freinera la comptabilité. Mais à la fin, le contrôle sautera.

La solution réelle serait dans la

transformation complète de nos habitudes de pensée et d'organisation, quant aux méthodes pour soigner, protéger et aider. Si la médecine de la personne est l'avenir, la médecine isolée, la séparation du médical et du social, le refus d'une conception globale de la santé sont condamnés. Cela fait trente ans qu'avec Charles Vallinkot les omnipraticiens le disent. Un effort d'imagination et le courage politique, sans lesquels il n'y a pas de sens du pouvoir, auraient permis de transformer la physiologie médicale, sans bouleversement hasardeux et coûteux des structures, en écartant de l'oligarchie idéologique.

Ce qu'on nous impose est burlesque. Le médecin de ville, dont on veut réduire la capacité de dépense, s'il veut préserver sa situation, dirigera davantage vers l'hôpital public, d'un nouveau gonflement des dépenses d'assurance-maladie. Ce qu'on nous impose est tragique. La médecine de groupe est financièrement en difficulté. Ceux qui, parmi nous, ont accompli les efforts les plus méritoires pour améliorer leur outil de travail ont du mal à joindre les deux bouts. Les jeunes, avec des honoraires bloqués et des charges progressant plus vite que le coût de la vie, ne pourront plus s'installer. Déjà, les crédits leur sont tellement alloués ou même refusés. La médecine technique spécialisée n'aura plus aucun moyen de s'établir et de se maintenir à distance des grands centres hospitaliers, et au contact des malades.

Mais une question se pose : si notre économie est incapable de trouver des solutions à ces besoins mondialement ressentis, et en fin de compte partiellement acceptés, est-elle la bonne ?

Nous sommes attachés à la médecine libérale. Eh ! bien, pour-moi, nous, continuons-nous, de plus en plus péniblement, à en vouloir, de cette médecine libérale ? Mais alors, pas d'exercice médical avec une rémunération forfaitaire écartée, l'employeur étant ici une municipalité, à cet autre endroit une mutuelle, ailleurs un chef d'entreprise, on a un manager, de cette espèce ambiguë, qui, tel ce petit chef d'un grand centre de l'École, parle de traiter demain ses malades comme les larbins ! Soyons tous fonctionnaires, fonctionnaires de la santé publique, de l'État ; avec comme machine constitutionnelle l'indécision chronique, et le moins possible de responsabilité (avec des honoraires et des vacances de fonctionnaires et aussi notre petit Noël).

De quoi donner satisfaction à toutes les bergamettes de service.

Mais, de cette fonctionnarisation, en veut-on vraiment ? Ou bien, est-ce encore trop tôt ? Ne sommes-nous pas encore assez bêtes ? Et pourtant, à quand une Fédération de la santé nationale comme il y a une FEN ?

(\*) Médecin de groupe, ancien président du groupement d'études et de recherches pour une médecine moderne.

#### L'illusion de la simplicité

Qu'à cela ne tienne, dit-on, limitons au moins le petit risque. On pense aussitôt au ticket modérateur. L'Américain Martin Feldstein propose de ne rembourser les frais de pharmacie, de soins courants ou d'hospitalisation qu'à partir du moment où la dépense dépasse 15 % du revenu annuel du ménage. Ce système paraît simple. Pourtant son coût bureaucratique ne serait pas négligeable : il faudrait prouver à la fois le niveau de ses revenus et celui de ses dépenses de soins en conservant soigneusement les factures pour les présenter dès lors qu'elles atteignent le niveau au-delà duquel la collectivité intervient.

Mais surtout le petit risque comporte, à côté d'abus certains, des aspects de prévention importants : c'est le cas pour toute la médecine préventive, qui a entraîné un recul considérable de la mortalité infantile, ou encore de la détection précoce des handicaps, qui permet des améliorations spectaculaires. Rendre à la gratuité pour ce genre d'examen et de soins serait multiplier des dépenses futures d'un tout autre ordre de grandeur. Le petit risque n'est donc pas un tout homogène qu'on peut tracer globalement.

On évoque encore des réformes plus radicales comme celle de « l'impôt négatif sur le revenu » (2). L'État garantirait à chaque ménage un revenu minimum annuel, les prestations spécifiques disparaissant, chacun s'assure à sa convenance. J'ai jadis été séduit par la simplicité apparente du système. J'ai changé d'avis. Même aux U.S.A., où la connaissance des revenus est bien meilleure qu'en France, cette solution n'a pas été retenue. Son coût bureaucratique ne doit pas être sous-estimé. Mais la difficulté de fond est celle-ci :

— Ou bien le minimum garanti est fixé à un niveau de misère, et le recours à l'assurance volontaire est inique et annule un siècle de progrès sociaux ;

— Ou bien il est fixé à un niveau à peu près décent et la fuite devant le travail va s'accroître, de même que la propension à la fraude et au travail noir. Les manuels ont beaucoup changé. Autant il faut s'efforcer d'amener des populations marginales à l'autonomie (par la formation scolaire et professionnelle, un meilleur habitat, etc.), autant il faut lutter contre les conduites marginales et la multiplication des assistés permanents (3).



### ALLEZ DE L'AVANT AVEC LE 30<sup>e</sup> SICOB

De l'équipement de base aux dernières nouveautés techniques, les exposants du monde entier vous proposent toutes les catégories de matériels d'informatique et d'organisation du bureau.

Améliorez votre gestion, maintenez votre expansion, affrontez l'avenir — le Sicob, une occasion unique dans l'année de tout voir, de tout comparer pour bien acheter.

... et visitez Sicob Boutique Informatique, où tous peuvent se familiariser avec les multiples applications de l'informatique dans la vie quotidienne.

**SICOB®**

Salon International de l'Informatique, de la Communication et de l'Organisation du Bureau du 22 au 28 septembre 1979 (fermé le dimanche 23 septembre) CNIT - PARIS LA DEFENSE 9 h 30-18 h

\* Convention Informatique : 17-21 septembre \* Congrès International de la Micrographie (MIC) : 24-27 septembre CLJ PARIS-PORTE MAILOTT

### Messieurs les négociateurs n'oubliez pas les assurés !

**L**A négociation d'une nouvelle convention entre le corps médical et l'assurance-maladie devrait être l'occasion d'introduire, dans ce qu'il faut bien appeler le « système de santé », quelques modifications favorables aux assurés sociaux.

Par exemple, il est possible d'introduire en France le système danois de répartition des généralistes, sans remettre en cause ni le libre choix du médecin par le patient, ni la liberté de prescription du praticien, ni la qualité des soins en général (tous au contraire). Il est en effet absurde d'obliger l'assuré social à payer d'abord le coût total d'une consultation, puis à se faire rembourser avec l'argent qu'il a lui-même versé par ailleurs sous forme de cotisations. Cette lourdeur administrative et financière pénalise les assurés sociaux les moins fortunés, car elle constitue, pour l'accès aux soins primaires, un handicap dont l'importance croît en raison inverse du degré d'instruction et du niveau social de celui ou de celle qui s'y trouve confronté.

Combien de ces assurés se retrouvent en définitive à l'hôpital, qui auraient pu être soignés à moindre coût si la médecine générale était plus accessible à tout un chacun ?

Le système danois offre la possibilité, à l'assuré qui le désire, de ne payer au généraliste qu'une partie du coût de l'acte, l'autre partie étant réglée directement par la caisse d'assurance-maladie. Aucune obligation n'est faite à l'assuré de s'inscrire sur la liste d'un généraliste, condition indispensable pour que le système de prise en charge puisse fonctionner normalement ; pourtant, 90 % des assurés danois ont choisi librement de s'inscrire sur les listes que la très grande majorité des généralistes ont accepté de constituer à leur intention.

Qui peut s'opposer à l'introduction de ce système en France ? Certainement pas les syndicats de travailleurs et les associations familiales, qui ont tout intérêt à rendre les soins primaires plus accessibles à l'ensemble des Français et à favoriser une médecine plus sociale, car plus « personnalisée ».

Alors les médecins ? Certains verront dans ce nouveau système une atteinte à leur indépendance et un caractère libéral de la médecine privée ; l'exemple danois prouve qu'il n'en est rien. En l'occurrence, il ne pourrait s'agir que d'un (faux) prétexte pour contraindre l'ensemble de la profession à se replier dans un conservatisme forcené, ignorant des problèmes financiers et sociaux des assurés. De ce point de vue, la position des représentants du corps médical constituera un test important pour apprécier l'ouverture d'esprit des médecins que l'on accuse quelquefois, sans doute à tort, de ne songer qu'à eux-mêmes.

Quant aux pouvoirs publics, il est possible qu'ils prétendent un surcroît de dépenses ou des complications administratives, qui ne seraient qu'imagination, comme le prouvent à l'évidence les comparaisons au niveau européen.

Reste le problème crucial de la charge de trésorerie, qui serait transférée des assurés sociaux à l'assurance-maladie. Une avance du Trésor public serait nécessaire : quand on se permet un déficit budgétaire de 30 milliards de francs, il est difficile de refuser une avance de 500 millions.

Tous les espoirs sont donc permis. Messieurs les négociateurs, n'oubliez pas assurés sociaux que vous ne les oubliez pas !

JEAN-RENÉ SIEGFRIED,

ancien social,

exager des soins médicaux.

Le Monde

ANGLAIS

## La mort d'

### Moscou déplore la disparition

### L'OUVRAGE DE RENÉ LENOIR

### L'histoire moderne

### Vous vous destinez à la gestion des entreprises

de Cadres de Lausanne

الكتاب الجديد



Le Monde

# étranger

## ANGOLA

### La mort d'Agostinho Neto

Aucune mesure spéciale de sécurité n'est visible à Luanda, ce mercredi matin 12 septembre, au lendemain de l'annonce, dans un communiqué du bureau politique du MPLA, lu à la radio par M. José Eduardo dos Santos, ministre du plan et chef de l'Etat par intérim, de la mort à Moscou du président Neto. La lecture de ce texte, précédée de l'hymne national, a été suivie de deux minutes de silence. Un deuil national de quarante-huit jours a été décrété par le MPLA, qui appelle les citoyens à « serrer les rangs autour du parti ».

Outre les réactions soviétiques, dont nous compte notre correspondant, la disparition du chef de l'Etat angolais a provoqué de nombreuses manifestations de sympathie dans le monde.

● A LISBONNE, le gouvernement portugais a décidé un deuil national de trois

jours, et le président Eanes pourrait se rendre à Luanda pour les obsèques. Il estime, dans un communiqué, que « le monde a perdu un homme dont la contribution pour la construction d'un Etat angolais fort et souverain, a été d'une importance exceptionnelle ». M. Mario Soares, président du parti socialiste, a déploré la disparition d'une « grande figure de la décolonisation ».

● A ALGER, où un deuil de trois jours a également été décrété, le président Chadli Bendjedid a assuré, dans son message de condoléances, que le disparu « restera le symbole de la dignité et de la liberté de notre continent ». Le Tazania a mis tous les drapeaux en berne sur les bâtiments officiels.

● A DAKAR, M. Senghor a adressé un message aux autorités angolaises. Cette

démarche a été remarquée, le Sénégal étant en effet le seul pays africain à ne pas avoir normalisé ses relations avec le gouvernement de Luanda, en raison notamment de la présence de Cabanins en Angola.

● A PARIS, le porte-parole de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui mène la lutte en Angola contre le gouvernement de Luanda, a déclaré : « Notre combat n'est pas dirigé contre un homme mais contre un régime, une situation et la présence de troupes étrangères dans notre pays ». Dans une lettre au bureau politique du MPLA, M. Marchais a salué la mémoire « d'un révolutionnaire de notre temps, un combattant de la dignité et de la liberté des peuples et d'un grand chef d'Etat ». — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

### Moscou déplore la disparition d'un « grand ami de l'U.R.S.S. »

Moscou. — Comme il est d'usage quand meurt un dirigeant d'un pays allié, les autorités soviétiques ont, dans le message de condoléances adressé au MPLA, parlé du travail, à l'occasion de la mort d'Agostinho Neto, exprimé « la certitude que les nobles idéaux pour lesquels avait lutté ce grand fils du peuple angolais seront matérialisés dans les actes de ses camarades de combat ». M. Brejnev et Kossyguine déplorent la perte d'un « grand ami de l'Union soviétique » et soulignent qu'un de ses mérites a été de « toujours considérer qu'il existe un lien indissoluble entre les succès du peuple angolais et le renforcement de l'unité et de la fraternité d'armes de toutes les forces progressistes ». Ils réaffirment « la ligne immuable de l'U.R.S.S. qui consiste à promouvoir l'amitié fraternelle et la coopération avec la République populaire d'Angola ».

Une délégation angolaise, composée de MM. Lucio Lara et Pascal Liviala, membres du bureau politique du MPLA, parti du travail, est arrivée mardi à Moscou. Elle devra arrêter les dispositions pour les funérailles d'Agostinho Neto dans la capitale soviétique. Une mortelle sera vraisemblablement ramenée en Angola.

La mort du chef de l'Etat angolais qui avait donné lieu à des rumeurs dès lundi matin dans la capitale soviétique, n'a été confirmée par l'agence Tass qu'après que la nouvelle avait été annoncée à Luanda.

Au printemps de l'année dernière, M. Neto avait déjà fait un séjour de plus d'un mois à Moscou pour y être soigné et des bruits avaient couru sur sa mort dans les milieux diplomatiques africains.

Si, à la fin de l'année dernière, Houari Boumediène avait regagné Alger pour y mourir après plusieurs semaines de traitement à Moscou, la mort de Neto, sur le sol soviétique, a mis visiblement les autorités dans l'embarras. Le rapport médical insiste sur le fait que le président angolais était arrivé en U.R.S.S. « dans un état grave » et a été opéré le 8 septembre « avec un succès ». Il indique d'autre part que le président angolais souffrait depuis longtemps d'hépatite chronique qui se transformait graduellement en cirrhose du foie, entraînant l'obstruction du canal biliaire. Le rapport fait état d'une tumeur maligne du pancréas et constate que la mort

De notre correspondant

est survenue « en dépit d'un traitement thérapeutique intense ». L'affaire angolaise a marqué un tournant dans la politique extérieure de l'U.R.S.S. En intervenant ouvertement en Angola, en patronnant l'envoi en Afrique de soldats cubains — que M. Gromyko a encore récemment justifié en invoquant la charte des Nations unies — le Kremlin mettait fin à plusieurs années de relative modération.

Après les déboires de ses premières tentatives d'implantation sur le continent à la suite de la vague d'indépendance africaine, il avait, en effet, adopté un « profil bas ». Les échecs de l'intervention américaine au Vietnam de valent lui donner l'occasion de réviser sa stratégie.

Enjeu de la double rivalité soviéto-chinoise et soviéto-américaine, l'Angola a été à plus d'un titre un test de la détermination de l'U.R.S.S. d'abord vis-à-vis des Chinois, qui les accusaient de mollesse, les Soviétiques ont montré qu'ils continuaient à se comporter en « forces révolutionnaires » et — après avoir été les ennemis de la République — qu'ils faisaient leur « devoir anti-

impérialiste ». Ensuite vis-à-vis des Occidentaux auxquels ils signifiaient que pour eux, la détente en Europe n'impliquait aucun renoncement sur les autres continents. Moins d'un an après la proclamation de l'indépendance angolaise, ils devaient conclure avec Luanda un traité d'amitié et de coopération, qui allait servir de modèle à d'autres textes du même genre signés avec des pays du tiers-monde.

Les difficultés avec les Cubains, appelés à intervenir à l'ouest du continent dans la corne de l'Afrique, les deux guerres du Shaba, qui ont montré la volonté de Luanda de ne pas se laisser déborder par les forces armées de la République, ont été les derniers mois, fait perdre à l'U.R.S.S. et à l'Angola une partie de leur prestige. C'est notre conférence, a-t-il dit, et c'est à nous de décider... »

DANIEL VERNET.

## UN OUVRAGE DE RENÉ PÉLISSIER

### L'histoire mouvementée de l'Angola

An terme d'un véritable travail de bénédictin, René Pellissier nous offre le produit non seulement d'une dizaine d'années de patientes recherches, mais en réalité celui d'une vie. Les quinze cents pages, aux caractères serrés et au style dense, qu'il a consacrées à l'Angola moderne constituent un travail pionnier, un tour d'horizon de l'histoire de l'Angola et de son rôle dans le monde sans équivalent sur l'Afrique subsaharienne, bien que l'auteur n'a pas pu avoir accès aux archives de l'Etat portugais. Admirable travail, donc, et surtout écrit dans une langue élégante et directe dont il est plus question de le louer que de le commenter, la somme d'érudition de l'auteur étant considérable.

Cependant le mérite de l'ouvrage n'est pas dans son appareil (vingt-deux pages de repères chronologiques, trente-trois pages de bibliographie, plus de mille notes pour le seul tome I), mais dans la clarté de son organisation. Le découpage temporel prend pour point de départ l'abo-

lition de la traite des nègres en 1482, fin officielle de l'esclavage. C'est quasiment aussi le moment où les impérialismes européens dynamiques : britanniques, français, allemands, belges, pénètrent en force dans les hinterland. Malgré les efforts des Portugais, le contrôle de l'Afrique australe leur échappe. Dans les faits, si la présence portugaise sur une partie de la côte de l'Angola remonte au quinzième siècle, en 1482, les Portugais occupent moins de 5 % du territoire angolais actuel.

#### Les résistances à l'invasion portugaise

Ce premier tome relate — en remplaçant les protagonistes dans leur contexte historique, ethnique et économique — les résistances acharnées — et si peu connues — des populations africaines à la pénétration portugaise de 1482. Durant près d'un demi-siècle, Pellissier relate cent cinquante quatre campagnes mili-

taires sans compter trente-cinq campagnes entre 1482 et 1487 pour cette période qu'il dénomme celle de « l'histoire convulsive » de l'Angola. En 1482, les Portugais possèdent à peine le quart du territoire. Successivement les trois grandes ethnies de l'Angola (qui par la suite détermineront la tripartition des nationalités angolaises) résistent avec acharnement. D'abord de 1482 à 1487 les Mbundu surtout qui occupent le centre-ouest du pays, puis de 1487 à 1491 principalement les Bakongo à cheval sur l'Angola et le Zaïre, mais aussi les Mbundu du sud du Cuanza (1491-1497), les Lunda (1497-1503) et de bout en bout la région montagneuse des Demba qui jouera un rôle considérable au cours de la guerre de libération, à partir de 1501. Puis les Ovimbundu, au sud-ouest (1503-1504). Les autres ethnies angolaises, bien qu'en nombre réduit, occupent de vastes espaces à l'est et au sud du pays : Lunda, Guanabala, Nambo, Herero, etc. Elles opposeront pas moins des résistances sérieuses. Surtout au sud, où de très dures campagnes seront menées contre les Ovimbbo pendant une trentaine d'années, de 1485 à 1495.

#### Les trois insurrections

La description détaillée et systématique que donne R. Pellissier des résistances africaines en grande partie voilées par les mythes coloniaux particuliers aux Portugais : annexion de l'implantation et luso-tropicalisme restituent une histoire aux Angolais, ce qui est sans doute la contribution la plus importante qu'un africaniste puisse donner à l'étape actuelle.

La première partie du second tome (1506-1511) décrit les conditions sociales et politiques à la veille du déclenchement de l'insurrection. Un pays portugais (deux fois et demi la France) peuplé, en 1506, de quatre millions huit cent mille Africains seulement dont 1 % à peine de métis et d'« assimilés », ce qui réduit à néant le mythe assimilationniste de la colonisation portugaise — et dominé par moins de deux cent mille Blancs. Le nombre des Blancs va d'ailleurs considérablement croître, au cours de la décennie. Colifant la colonie rebaptisée « province », une administration oppressive, lourde, inefficace et fonctionnant, naturellement, au profit des Portugais. C'est dans ce contexte que se

constitue, à partir d'une série de petits groupements, en 1506 le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.).

La seconde partie du livre relate, par le menu, l'histoire des trois insurrections de 1506. Celle du M.P.L.A., urbaine puisque quelques deux cents hommes plus ou moins bien armés ont tenté, le 4 février 1506, de s'emparer, sans succès, de deux prisons et d'un poste. Opération militaire marquée par l'échec, mais choc psychologique considérable et par la réussite politique, puisque les Africains parviennent à troubler la paix blanche au sein de sa capitale même. Rapidement jugulée et réprimée, l'insurrection laisse la M.P.L.A. exsangue à Luanda pour des années dans la direction s'installe en exil. Celle, très peu connue, de Bakongo de Cassanga (à l'est de Malange) en février-mars, qui est une révolte paysanne, à connotations messianiques, née du système de culture forcé du coton (celle-ci sera d'ailleurs supprimée dès mai 1961). Enfin celle du 15 mars, révolte paysanne essentiellement de l'ethnie Bakongo. Cette dernière conduit par un chef de populations angolaises (U.P.A.), qui se transformera par la suite en F.N.L.A. (Front national de libération de l'Angola) puis s'étend, de plantation de café en plantation pour atteindre un développement maximal autour de juin-juillet 1961, avant que les Portugais ne parviennent à reprendre le contrôle de la situation, vers septembre. On a là toutes les données qui déterminent l'histoire des mouvements nationaux angolais. Le superbe travail de Pellissier n'aura que très peu de lecteurs. Cela n'empêchera pas son livre d'être la source de nombreux débats et d'être lu par de nombreux jeunes aujourd'hui seront oubliés.

GERARD CHALIAND.

\* Les Guerres grises. Résistances et révoltes en Angola, de René Pellissier (1945-1947), tome I. La Colonie de l'Angola. Nationalisme et révoltes en Angola (1482-1511), tome II. René Pellissier Montemarte, 7830 Orgival.

#### LE MONDE

meilleure pour la diffusion de vos idées et de vos recherches. La MAISON que vous recherchez.

## LA CONFÉRENCE SUR LA RHODÉSIE-ZIMBABWE

### L'évêque Muzorewa appelle Londres à reconnaître son gouvernement

De notre correspondant

Londres. — La seconde journée de la conférence constitutionnelle sur la Rhodésie-Zimbabwe — a confirmé le désaccord entre les Britanniques et les dirigeants du Front patriotique sur la nature et l'ordre du jour de la réunion, mais, en dépit du ton parfois très vif de leurs observations, les représentants du Front semblent vouloir éviter de prendre des positions qui leur seraient nuisibles ensuite d'abandonner. Tel est en tout cas le sentiment des Britanniques, qui manifestent toujours un optimisme prudent.

Il est évident que la volonté de négocier existe sans qu'il soit possible encore de déterminer jusqu'à quel point elle est sincère. « Après tout », dit M. Muzorewa, « nous sommes en train de gagner la guerre... » Mais les Britanniques se demandent si le dirigeant du Front en est vraiment convaincu. En outre les Britanniques spéculent sur les pressions que les éléments modérés du camp africain pourraient exercer lors de la conférence. Ils ont apprécié le message du président Tolbert de la Liberia à Mme Thatcher souhaitant le succès de la conférence qui, ajoute-t-il, « marquera un tournant important pour toute l'Afrique australe ».

Il semble improbable que les représentants du Front cherchent la rupture.

Néanmoins, lord Carrington a promis d'étudier « soigneusement » la déclaration de M. Nkomo qui parlait mardi au nom du Front patriotique ; il a indiqué que la conférence pourrait difficilement progresser si elle abordait tous les problèmes en même temps. Il s'agit bien d'une conférence constitutionnelle, comme on l'avait décidé à Luanda, a-t-il en substance le ministre britannique, en ajoutant : « Avant de décider de la route à prendre, il faut d'abord connaître la destination ». Selon M. Nkomo, la réponse à lord Carrington le « vague » de ses déclarations, il s'agit d'une « conférence de paix » et, en tout cas, les délégués sont les maîtres absolus de leur ordre du jour. « C'est notre conférence, a-t-il dit, et c'est à nous de décider... »

M. Muzorewa, commentant à la télévision les propos de lord Carrington, a inversé sa proposition en déclarant impossible de s'entendre sur la destination, si on n'était pas d'accord sur la route à suivre, et il a ajouté que la discussion sur la période transitoire était aussi vitale que celle sur la Constitution.

Cette seconde question, qui avait été retardée de plusieurs heures pour donner au Front patriotique plus de temps pour exprimer ses vues, avait été marquée également par une intervention de l'évêque Muzorewa. Le chef du gouvernement de Salisbury, s'adressant aux Britanniques, a dit que, « en nom de la démocratie, de l'intégrité et du fair play, la Grande-Bretagne devait reconnaître son gouvernement ». Il a ajouté : « J'espère que la Rhodésie-Zimbabwe ne serait pas sacrifiée à l'opportunisme » et, après avoir souligné que son gouvernement avait satisfait toutes les conditions posées par les Britanniques, il a ajouté : « Nous voulons savoir clairement et catégoriquement ce que votre gouvernement nous demande en plus, avant de lever les sanctions et d'assurer la reconnaissance de notre gouvernement ».

Ces paroles sont de nature à entraîner le malaise dans les rangs conservateurs et le mécontentement des éléments de droite du parti, estimant, selon la formule de M. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, qu'il est inconcevable de « prolonger la partie de rugby jusqu'à ce que le vainqueur perde ».

HENRI PIERRE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

● UN TOURISTE SUISSE a également trouvé la mort, dimanche 9 septembre, près d'Herat, au sud-ouest de l'Afghanistan, dans l'embuscade qui avait déjà coûté la vie à un Canadien (nos dernières éditions du 11 septembre). L'assassinat de M. Nkomo, qui avait été tué par deux hommes se rendant d'Europe en Inde à bord d'un avion militaire, a été pris dans une fusillade entre des soldats afghans et des rebelles mouslamans. Un passeur australien a été hospitalisé dans un état très grave. — (A.F.P.)

### Centrafrique

● M. ANGE PATASSE, ancien ministre de Bokassa IV et dirigeant du Mouvement de libération du peuple centrafricain, a sévèrement condamné, mardi 11 septembre, la constitution d'un « gouvernement provisoire » en exil par M. Bangui, ancien ambassadeur en France et dirigeant du Front de libération des Centrafriens (le Monde du 12 septembre). M. Patasse a qualifié notamment M. Bangui de « pêcheur en eau trouble ». L'ancien ambassadeur à Paris aurait assuré entretenir d'« excellentes relations » avec les autres mouvements d'opposition centrafricains. — (A.F.P.)

### Chili

● LE PRÉSIDENT PINOCHET a affirmé mardi 11 septembre, à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat de 1973, que son gouvernement poursuivait l'élaboration de plans destinés à remettre le pouvoir aux civils vers les années 1990. D'autre part, environ quatre cents personnes ont déposé mardi des fleurs devant le palais de Moneda, à Santiago, où Salvador Allende a été retrouvé mort le 11 septembre 1973. — (A.F.P.)

### Espagne

● TROIS CENT MILLE PERSONNES environ ont manifesté sans incident mardi 11 septembre à Barcelone, à l'occasion de la Journée internationale de la Catalogne. — (A.F.P.)

### Italie

● JEAN-PAUL SARTRE ET SIMONE DE BEAUVOIR ont participé, le 10 septembre de-

vant la Chambre des députés italiens, à une manifestation contre l'arrestation en Italie, le 7 avril, de plusieurs « terroristes » et professeurs d'université, accusés de diriger des groupes subversifs. Il s'agissait de protester contre le récent transfert de la prison de Rome dans les établissements pénitentiaires de plusieurs personnes arrêtées. Les parents des détenus ont adressé un télégramme à tous les partis italiens de gauche pour attirer leur attention sur le « non-respect des droits civils » par la magistrature. — (A.F.P.)

### Irlande du Nord

● UN COMMANDO NON IDENTIFIÉ a pris, mardi 11 septembre, le contrôle d'un train de marchandises, près de la frontière entre l'Irlande et la République d'Irlande, et l'a ensuite fait dérailler. Les conducteurs du convoi, de quatre wagons, ont été contraints de descendre par les auteurs de ce coup de main. Et il n'y a aucune victime. Le train, remis en marche mais livré lui-même à l'abandon, a été pris de la ville frontalière de Newry, en Ulster. — (A.F.P.)

### Roumanie

● UN ACCORD DE COOPÉRATION ECONOMIQUE entre la Roumanie et l'Etat des émirats arabes unis a été signé mardi 11 septembre à Bucarest, annonce l'agence Agerpres. Il prévoit une coopération étroite des deux pays dans les domaines pétrolier, pétrochimique, agricole et industriel. — (A.F.P.)

### Union soviétique

● L'ASTROPHYSICIEN LEV OULIANOVSKIY, l'un des principaux militants du mouvement de l'émigration juive, a annoncé, mardi 11 septembre à Moscou, qu'il avait obtenu, après une attente de cinq ans, son visa de sortie. Le dissident orthodoxe Victor Tchernevich vient d'autre part de lancer un appel en faveur de la libération de Sour Makavev, sa compagne, détenue à l'hôpital psychiatrique spécial de Kazan. Deux religieuses de la communauté de Jitomir (Ukraine) ont signé également cet appel. Sour Makavev avait déjà passé de 1949 à 1954, cinq ans en camp pour « propagation antisoviétique ». Elle est incarcérée pour une durée indéterminée. — (A.F.P.)

## Vous vous destinez à la gestion des entreprises

Suivez le programme de formation polyvalente ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

Intensif, concret, résolument pratique, il offre les avantages exclusifs suivants :  
● études de courte durée (9 mois seulement, d'octobre à juin) ;  
● travail en petit groupe (30 stagiaires admis par session) ;  
● accès au diplôme de « Maîtrise en Administration d'Entreprise » ;  
● formation assurée exclusivement par des praticiens, tous cadres, dirigeants ou conseils d'entreprises ;  
● contenu couvrant tous les domaines de la gestion moderne : techniques de base, secrétariat général, ressources humaines, finances et comptabilité, organisation et production, marketing et publicité ;  
● contrôle systématique et continu des connaissances et performances ;  
● études en Suisse, dans un milieu réellement international.

Conditions minimales d'admission : 21 ans, niveau d'études supérieures. Coût total du programme à plein temps : FS 18'000.-. Documentation complète en retournant le coupon ci-dessous au Secrétariat de l'Ecole.

### Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963.  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
tél. (021) 22 15 11

Pour ceux qui veulent apprendre le maximum dans le minimum de temps : découvrez nos programmes de formation de haut niveau. Vous recevrez une documentation complète sur le programme « Administration de l'Entreprise » 1979/80.

M

V



## PROCHE-ORIENT

REÇU A MADRID LES 13 ET 14 SEPTEMBRE  
**M. Yasser Arafat va s'entretenir  
avec le chef du gouvernement espagnol**

De notre correspondant

M. Yasser Arafat est attendu à Madrid jeudi 13 et vendredi 14 septembre, a-t-on appris dans la capitale espagnole. Il s'entretenra notamment avec M. Adolfo Suarez, président du gouvernement.

Madrid. — Le gouvernement Suarez est-il tenté par le neutralisme et le tiers-mondisme ? C'est ce que la droite espagnole affirme depuis quelques semaines sur la foi de plusieurs initiatives hardies. Il y eut d'abord la reconnaissance officielle du Polisario et, récemment, l'envoi d'une délégation à La Havane où l'Espagne a assisté comme invitée à la conférence des non-alignés. L'an dernier, il y avait eu la visite de M. Suarez, le chef du gouvernement, à M. Fidel Castro, qui a promis de rendre la politesse. Le 13 septembre, c'est M. Yasser Arafat qui vient à Madrid pour une visite de deux jours. Entre-temps, le ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a cru utile de réaffirmer les choix occidentaux et pro-atlantiques de son gouvernement au cours d'une conférence à Bruxelles, violemment en réaction à la campagne de presse lancée contre les orientations de sa diplomatie.

Minimiser  
l'importance de la visite

L'annonce du voyage de M. Arafat a été une surprise. Le gouvernement a tenté de restreindre l'information jusqu'au dernier moment, mais il n'y est pas entièrement parvenu. Il s'efforce d'en minimiser l'importance en affirmant que ce séjour madrilène fait partie d'une tournée européenne qui doit servir au leader de l'O.L.P. à réaffirmer les revendications palestiniennes après l'entrée en vigueur des accords de Camp David. Mais la seule étape connue de cette tournée est l'Espagne où M. Arafat s'entretenra avec le chef du gouvernement autrichien en tant que tel, mais pas le parti au pouvoir. A Madrid,

Iran

INTERDICTION  
AUX MILICIENS ISLAMQUES  
D'INTERVENIR  
DANS LES AFFAIRES  
GOUVERNEMENTALES

Téhéran (A.P.P.). — L'imam Khomeiny a interdit aux « gardiens de la révolution », aux « comités », aux parquets et aux tribunaux islamiques ainsi qu'à tout autre organisme d'intervenir dans les affaires gouvernementales. A l'annonce de mardi 11 septembre, la radio iranienne.

Un communiqué du procureur général des tribunaux islamiques, l'ayatollah Ali Qodousi, précise que « toute poursuite judiciaire ou arrestation de fonctionnaire ne pourra avoir lieu qu'après que l'autorité administrative sous la direction de laquelle est placé le fonctionnaire aura été saisie ». D'autre part, deux femmes et un homme ont été exécutés mardi à Téhéran, à une centaine de kilomètres au nord de Téhéran, après avoir été reconnus coupables par le tribunal islamique de cette ville d'« incitation à la prostitution et trafic de drogue ». Cinq cent cinquante exécutions ont été ordonnées par les tribunaux islamiques depuis leur création en février.

**Institut de Gestion de Personnel**

**RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 79-81**

L'INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL est un programme spécialisé d'insertion professionnelle, développé par l'Institut de Gestion Sociale.

25 diplômés, niveau DUT, DEUG, BAC + 2 seront sélectionnés, pour suivre un cycle de formation technique de 2 ans, organisé en alternance (entreprises-école) avec les milieux professionnels et débouchant sur les carrières de relations sociales et de gestion des hommes.

La sélection se fera en septembre

Renseignements et inscriptions:  
25, rue François 1<sup>er</sup> - 75008 PARIS

## M. Strauss a rencontré plusieurs personnalités arabes en Cisjordanie

Israël a présenté mardi 11 septembre, aux Etats-Unis, une requête d'assistance financière de 3,45 milliards de dollars au titre de l'exercice 1981 (1,55 milliard de dollars sont destinés à couvrir les

dépenses militaires et 1,90 les dépenses économiques). Cette demande d'aide est presque le double de celle accordée par l'Etat hébreu pour l'exercice 1980, qui s'élevait à 1,3 milliard de dollars.

Selon l'ambassadeur israélien à Washington, M. Eytan, l'accroissement des requêtes israéliennes est justifié à la fois par l'inflation et la rétrocession prochaine à l'Egypte des champs pétrolifères d'Alma, dans le Sinaï.

De notre correspondant

Jérusalem. — L'envoyé spécial de M. Carter au Proche-Orient, M. Strauss, a rencontré mercredi soir, à Jérusalem, M. Freij, maire de Bethléem. Cet entretien imprévu qui a eu lieu au siège du consulat américain a été bref, mais il révélait une certaine importance dans la mesure où il s'agissait d'une reprise de contacts.

Peu après la conclusion des accords de Camp David, il y a un an, les divers représentants du gouvernement américain de passage à Jérusalem — notamment M. Alfred Atherton, prédecesseur de M. Strauss — avaient eu plusieurs réunions avec des personnalités modérées de Cisjordanie et, parmi elles, M. Freij. Ces réunions n'avaient pas été fructueuses, et peu à peu la plupart des personnalités avaient rejoint le camp de la majorité des dirigeants cisjordanais favorables à l'O.L.P. qui rejettent catégoriquement les accords de Camp David. Depuis le début de l'année, en dépit de diverses tentatives américaines, ce genre d'entrevues avait complètement cessé. M. Freij lui-même, qui s'était abstenu de condamner d'emblée le projet d'autonomie, avait reconnu que de tels contacts étaient, dès lors, inutiles, à moins que n'apparaissent de nouveaux événements.

Le maire de Bethléem a manifestement révisé, mercredi soir, son attitude en répondant

à l'invitation de M. Strauss. Il a déclaré qu'il était prêt à se rendre à Jérusalem pour participer à la conférence de paix, même si ceux-ci restent toujours très opposés. Les récents entretiens de M. Dayan, dans les territoires occupés, avec des personnalités proches de l'O.L.P., ne sont peut-être pas étrangers à la décision de M. Freij. Ce dernier, cependant, a déclaré qu'il s'était contenté de confirmer sa position devant M. Strauss, en lui précisant que « l'autonomie ne signifie pas la fin de l'occupation israélienne » et que « les Palestiniens ne peuvent en aucun cas accepter ce projet, car cela signifierait une légitimation de l'occupation israélienne ».

M. Freij a décliné la proposition israélienne de développement des implantations en Cisjordanie et condamné les bombardements israéliens au sud de Liban. Plus, il a déclaré à M. Strauss qu'aucune solution ne pourrait être trouvée sans des conversations avec l'O.L.P.

Selon M. Freij, M. Strauss aurait l'intention, dans une prochaine visite à Jérusalem, de rencontrer d'autres représentants palestiniens de Cisjordanie. Mercredi soir, on a appris que l'envoyé spécial de M. Carter, avait en fait eu un premier entretien avec une personnalité cisjordanienne à Washington avant son départ. La semaine dernière, il a, en effet,

rencontré M. Hikmet Al Masri, membre de l'une des grandes familles de Naplouse et ancien président du Parlement jordanien. De sources américaines, il a été indiqué que M. Strauss avait été satisfait après ces deux entretiens qui étaient, pour lui, les premiers contacts avec des personnalités palestiniennes des territoires occupés. M. Strauss aurait précisé que ces réunions ne pouvaient donner lieu qu'à des échanges de vues et qu'il n'avait pas l'intention, pour l'instant, d'attirer ses interlocuteurs dans le processus de négociation sur l'autonomie. M. Strauss aurait également précisé que dans ses contacts il n'avait rien appris de « nouveau ».

A Naplouse, des étudiants palestiniens ont distribué des tracts, au cours des derniers jours, pour protester contre ces contacts. Ils visaient notamment M. Masri, que l'on suppose avoir été l'un des interlocuteurs « anonymes » de M. Dayan au cours des dernières semaines. M. Dayan, après avoir rencontré, à Gaza, le docteur Haider Abdul Chafi et à Hébron le docteur Ahmed Hamzeh-Natché, avait indiqué qu'il avait profondément rencontré plusieurs personnalités résidant dans les territoires occupés, mais que celles-ci avaient préféré ne pas se faire connaître.

Ces contacts prennent davantage de signification au moment où l'on prête au gouvernement jordanien l'intention de réserver ses liens avec les milieux politiques cisjordanais, particulièrement à l'approche des élections municipales en Cisjordanie au printemps prochain. Après avoir une nouvelle fois rencontré à La Havane, lors de la conférence des

Liban

A Beyrouth

DES AFFRONTEMENTS ENTRE  
MILICIENS CONSERVATEURS  
ET ARMÉNIENS  
FONT UNE TRENTAINE DE MORTS

Beyrouth (A.P.P.). — Au moins vingt-sept morts, plus de cinquante blessés et des dizaines de personnes enlevées, tel est le bilan, mardi soir 11 septembre, des affrontements qui ont duré vingt-quatre heures entre miliciens conservateurs chrétiens et éléments armés arméniens à Bort-Ramoud-Nabaa, dans la banlieue nord-est de Beyrouth. De source arménienne, on indique que trois nouveaux cadavres ont été découverts mardi soir, ce qui porte le total des victimes arméniennes identifiées à dix-huit tués et plus de trente blessés. On ajoute qu'une cinquantaine de personnes ont été enlevées.

Du côté phalangiste, on fait état de huit miliciens tués, dont sept pour la seule journée de mardi et de quinze blessés. On précise qu'une vingtaine de personnes ont été enlevées ; en outre, un soldat libanais qui se trouvait par hasard sur les lieux a été tué.

Les relations entre les partis conservateurs et la communauté arménienne se sont dégradées depuis longtemps. Pour diverses raisons, les Arméniens, qui sont deux cent cinquante mille au Liban, mais qui vivent en grande majorité dans les zones chrétiennes du pays, ont toujours souhaité rester neutres, ce qui a profondément irrité les dirigeants des partis conservateurs.

En octobre 1978, après les affrontements entre Syriens et miliciens conservateurs, des accrochages avaient opposé les milices conservatrices aux miliciens arméniens faisant des dizaines de morts et de blessés.

Dans un communiqué diffusé mercredi, le parti arménien Tachnag (droite) estime qu'une « politique systématique de harcèlement de la communauté arménienne est suivie par certains partis ». « Cette politique, ajoute le communiqué, a apparemment pour but d'obliger les Arméniens à changer leur politique de neutralité positive ».

Egypte

● La répression en Egypte. — Plusieurs détenus, arrêtés le 18 août pour reconstitution du P.C. clandestin, ont repris une grève de la faim pour protester contre leurs conditions d'incarcération. Parmi les grévistes figurent M<sup>rs</sup> Nabih Hishat, avocat, et M. Abou El Hatt, ancien député d'Alexandrie. La Cour de sûreté de l'Etat doit statuer sur leur sort le 15 septembre prochain. — (A.P.P.)

● Décès du rédacteur en chef d'Al-Ahram. — M. Ali Hamdi Gammal, rédacteur en chef du quotidien égyptien Al-Ahram, est décédé dans la nuit du lundi au mardi 11 septembre à Washington d'une crise cardiaque. M. Gammal, âgé de cinquante-quatre ans, était arrivé lundi à Washington pour « couvrir » la visite qu'y effectuait le vice-président égyptien, M. Moubarak. — (Reuters)

## AMÉRIQUES

Etats-Unis

ASPIRANT A LA PRÉSIDENTIE

**M. Jerry Brown est gêné dans sa campagne  
par la « guérilla » menée par son adjoint**

Les sondages d'opinion, désastreux pour M. Carter, indiquent que la lutte pour l'investiture du parti démocrate avant la campagne présidentielle de 1980 sera rude. Le sénateur Kennedy, dans une interview au « Boston Globe », publiée mardi 11 septembre, a déclaré qu'il n'écarterait pas l'idée de se présenter, et qu'il prendrait sa décision finale en fonction de la capacité de M. Carter à « diriger l'économie du pays dans les mois à venir ».

Les difficultés de M. Carter alignent les ambitions d'un autre candidat

gouverneur de Californie, M. Jerry Brown. Ce dernier a cependant un handicap institutionnel. Son lieutenant-gouverneur, c'est-à-dire son adjoint immédiat, élu en même temps que lui en novembre, M. Mike Curb, est un républicain. Il remplace automatiquement M. Brown dans toutes les fonctions à l'exception de franchir les frontières de l'Etat. Il ne se prive pas, dans ce cas, de prendre des décisions ou de procéder à des nominations contraires aux vœux de M. Brown. Le gouverneur démocrate est donc gêné pour entreprendre des tournées préélectorales dans l'ensemble du pays.

De notre correspondante

Le rôle de gouverneur quand celui-ci sera absent de l'Etat, sujet à une occupation ou temporairement incapable de remplir ses fonctions », M. Kline, secrétaire du gouverneur pour les affaires juridiques, soutient qu'il y a des communications modernes. M. Brown n'est jamais effectivement absent de l'Etat et que cette clause n'est valable qu'en cas d'urgence. L'avocat défenseur de M. Curb plaide quant à lui une interprétation littérale de la Constitution.

Le 18 mai, M. Curb récidivait. Au terme d'une chevauchée automobile rocambolesque entre San Francisco et Sacramento, le gouverneur de l'Etat, il roula, à plus de 150 kilomètres à l'heure et brûla quatre feux rouges, le lieutenant-gouverneur signalant quelques secondes avant que l'arrêt du gouverneur ne franchisse les limites de la Californie, un décret signé par M. Brown était fermement opposé. Violant les normes d'autorisation de l'Etat, il autorisait par cet acte les raffineries de pétrole à introduire davantage de plomb et de butane dans l'essence. Le 17 août, M. Curb et Brown se rencontrèrent en privé afin d'essayer d'accorder leurs vues. Après plus de deux heures de débats, ils déclarèrent qu'ils étaient « d'accord » pour conclure qu'ils n'étaient pas d'accord.

La guérilla institutionnelle qu'il mène contre M. Brown met en lumière les déplacements fréquents du gouverneur en dehors de l'Etat et nourrit l'opposition au congrès californien, qui a récemment manifesté sa désapprobation à l'égard de M. Brown. Plusieurs sénateurs démocrates de l'Etat, de tendance conservatrice, ont en particulier reproché au gouvernement de céder à l'influence de l'actrice Jane Fonda et de son époux Tom Hayden, leader de la nouvelle gauche en Californie. Les liens du gouverneur avec Jane Fonda — que nombre d'Américains considèrent encore comme une « traîtresse » pour son rôle dans la guerre du Vietnam — ont exacerbé la sensibilité patriotique et privé le gouverneur des sympathies conservatrices qu'il espérait susciter.

Engagé désormais, au moins jusqu'aux primaires, dans la course à l'investiture démocrate, M. Brown projette pour les mois à venir de nombreux voyages hors de l'Etat. M. Curb ayant annoncé qu'il « agissait » en son absence, il importe que le gouverneur se tienne de ce bannissement. D'autre part, dans l'éventualité d'une campagne présidentielle médiocre, la Californie reste la base du gouverneur démocrate. S'il n'est pas trop son Etat, M. Brown pourrait bien faire figure dans son fief de « candidat botteux de la politique ». Comme le faisait remarquer récemment un éditeur du New York Times, il ne faut pourtant pas sous-estimer l'envergure du gouverneur californien. M. Brown, s'il a ses faiblesses, a du mordant. Son programme, qui favorise le développement des énergies propres et des transports en commun tout en prêchant la conservationnisme fiscal, le dirigisme technologique et une politique de défense qui vise à contenir l'expansionnisme soviétique, est, « dans le vent ».

Un ancien protégé de M. Reagan

On s'est davantage amusé en Californie jusqu'à présent des impertinences du lieutenant-gouverneur qu'on ne s'en est inquiété. M. Brown bénéficie dans cette affaire du soutien de son entourage et de son électeurat. M. Curb, avec son visage d'archange et sa mise impeccablement conservatrice, est considéré comme un enfant de chœur de la politique.

M. Curb, qui, à trente-quatre ans, est déjà millionnaire, a fait sa fortune dans l'industrie du disque pop. En 1976, il entra sur la scène politique californienne grâce à M. Reagan, l'ancien gouverneur de l'Etat, dont il soutient

SYLVIE CROSSMAN.  
(1) Dans vingt-deux Etats, le gouverneur et le lieutenant-gouverneur sont élus séparément.

الجمهورية العربية السورية

## TERRITOIRES OCCUPÉS

LE PLAN DE SA VICTOIRE  
M. Dayan considère les « négociations »  
des relations entre Israël et la R.P.

Le plan de sa victoire... M. Dayan considère les « négociations » des relations entre Israël et la R.P.

Le plan de sa victoire... M. Dayan considère les « négociations » des relations entre Israël et la R.P.

Le plan de sa victoire... M. Dayan considère les « négociations » des relations entre Israël et la R.P.

**SCIENCES PO. Préparations**

Octobre à Juin

- Plein-Temps
- Parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 033.61.23.722/033.71.933.45.57

**TÉLEX PARTAGÉ**

ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62

La Relativité



# EUROPE

## Elections sans passion en Suède

(Suite de la première page.)

Le ministre connaît bien ses dossiers. Il répond calmement aux questions, par des chiffres, en techniciens qu'il est.

Soudain, le dialogue est interrompu par un de ces nombreux clochards qui « enlèvent » les places et les jardins de la capitale. Torse nu, avec un tatouage impressionnant sur la poitrine, une bouteille à moitié vide à la main, celui-ci s'empare du micro et commence, en bredouillant, à raconter sa vie, les neuf années qu'il a passées en prison. Le public sourit. M. Mundebo aussi, qui lui lance : « Bienvenue en liberté parmi nous ! » Personne n'est apparemment surpris, ni même choqué par cette scène. Finalement, les jeunes adjoints du ministre parviennent à écarter le perturbateur et la discussion peut reprendre. Pas longtemps d'ailleurs, car l'équipe du parti conservateur, elle aussi munie de micros et de tracts, s'apprête à prendre la relève. Elle a réservé son « temps de meeting » sur la place publique. Cette fois on va parler des impôts accablants.

Tel est le spectacle qu'offrent Stockholm et les autres villes en Suède en cette période de campagne électorale. Dans chaque quartier, des maisons en bois, au style très scandinave, abritent les performances de différents partis politiques. Elles sont souvent ornées de petits drapeaux : rouges pour les socialistes, verts pour les centristes, bleu et jaune (les couleurs nationales) pour les conservateurs. Les curieux, dont la moyenne d'âge est assez élevée, entrent dans ces cabanons pour se renseigner sur les différents programmes. Quelquefois, on les invite à boire une tasse de café.

De l'avis général, les affiches sont fort tristes, avec peu de photos et trop de texte. Les sociaux-démocrates affirment : « La Suède a besoin d'un gouvernement social-démocrate, roté pour le retour à la sécurité de la vie, au plein emploi et à la solidarité nationale ! » La droite insiste sur la « liberté de choix », la baisse des impôts et dit « Non au socialisme ! ». Les centristes jouent sur les sentiments et illustrent l'écologie par une affiche représentant une petite fille, toute blonde, buvant l'eau pure d'une rivière. Les libéraux, eux, misent, pour gagner des voix, sur la personnalité du premier ministre, M. Ole Ulsten, et demandent un nouveau mandat pour « continuer dans la même voie » et réaliser les réformes

qu'ils n'ont pu faire voter au Parlement : l'introduction du médecin de quartier, la réduction du temps de travail pour les parents d'enfants en bas âge, l'égalité entre l'homme et la femme. Quant aux communistes, pourtant débarrassés de la phalange orthodoxe après la scission de 1977, le style de leurs affiches et de leurs tracts n'est pas sans rappeler le « réalisme socialiste » avec des foules de travailleurs marchant, drapeaux en tête et poings levés, vers la conquête du pouvoir.

Cette campagne électorale n'a pratiquement aucun point commun avec celle de 1976. Elle est beaucoup plus terne. Il y a trois ans, le dirigeant centriste M. Thorbjörn Fälldin avait animé le débat en soupçonnant les sociaux-démocrates de vouloir entraîner la Suède dans un type de société proche des démocraties populaires par la mise en place de fonds de salaires visant à rendre les travailleurs copropriétaires de leurs entreprises ; et aussi, en promettant que les centrales nucléaires seraient proprement démantelées s'il devenait chef du gouvernement, il avait considérablement gêné les sociaux-démocrates et attiré à lui les Suédois soucieux de la nature. Une fois au pouvoir, M. Fälldin a été totalement incapable de tenir ses promesses, ce qui a entraîné la chute de la coalition tripartite en octobre 1978.

### Le nucléaire à l'écart

Cette fois, la question de l'énergie nucléaire et celle des fonds de salaires ne sont guère discutées, malgré quelques efforts timides des centristes. Les sociaux-démocrates ont su habilement les écarter du débat. D'abord en proposant, au lendemain de l'accident de Harrisburg, un référendum sur le rôle du nucléaire dans la balance énergétique suédoise. Ensuite en repoussant à 1981 la présentation par le mouvement ouvrier du projet d'association collective des travailleurs aux bénéfices des entreprises. En outre, le parti de M. Palme aborde ces élections législatives dans de meilleures conditions qu'il y a trois ans puisqu'il n'a pas été secoué cette fois par de petites « scandales » comme, par exemple, le séjour pendant les fêtes de Noël 1975 d'un dirigeant syndicaliste dans le village de vacances du patronat aux îles Canaries, alors que la centrale ouvrière LO avait recommandé le boycottage des

voyages touristiques en Espagne ! Faute de grands sujets d'affrontement idéologiques, la campagne tourne essentiellement autour de thèmes qui avantagent traditionnellement la gauche : la situation économique, le problème de l'emploi, la politique familiale. Les conservateurs, de leur côté, exploitent adroitement le mécontentement du public à l'égard du système fiscal.

En dépit de l'impasse budgétaire de 50 milliards de couronnes, la situation économique s'est sensiblement améliorée en 1978. Certes les prévisions du gouvernement ont dû être révisées en raison du renchérissement des produits pétroliers, mais la croissance devrait être de l'ordre de 5 % cette année. L'inflation n'excèdera probablement pas 8 %, et si la balance commerciale, positive depuis novembre 1977, accuse aujourd'hui un léger déficit de 400 millions de couronnes (soit autant de francs français), la plupart des grandes entreprises exportatrices ne cachent pas qu'elles voient l'avenir avec un certain optimisme : Volvo est en train de battre ses records de vente d'automobiles sur de nombreux marchés, et la compagnie des mines nationalisées LKAB, que l'on disait au bord de la ruine il n'y a pas si longtemps, a du mal à faire face à la demande en hausse de minerai de fer. Il n'est pas impossible que les sociétés enregistrées en 1979 et 1980 des super-profits, ce qui ne manquera pas d'influencer le déroulement des négociations sur le renouvellement des conventions collectives à l'automne.

Le problème le plus grave — sur ce point les partis sont d'accord — c'est la faiblesse des investissements industriels qui ont chuté de 30 % en deux ans. Les moyens proposés pour les relancer divergent, mais les sociaux-démocrates ont annoncé que, s'ils gagnaient les élections, 20 % des

bénéfices des entreprises seraient obligatoirement canalisés dans l'investissement. Autres sujets de préoccupation : la dette publique, qui a dépassé les 140 milliards de couronnes — dont 12 ont été empruntés à l'étranger — et le déficit de la balance des paiements : environ 10 milliards.

Dans le domaine de l'emploi, si le nombre de chômeurs recensés ne représente que 2,6 % de la population active, on commence à s'inquiéter de l'ampleur prise par le recyclage et les travaux temporaires « conjoncturels » organisés par la direction nationale du marché du travail. En fait, 3,3 ne sont pas 2,6 % mais 6 % des Suédois actifs qui se trouvent en dehors des circuits de production. La moitié d'entre eux ont entre seize et vingt-quatre ans.

ALAIN DEBOVE.

Prochain article :

### LES DIVISIONS DES « BOURGEOIS »

#### Portugal

### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AURONT LIEU LE 2 DÉCEMBRE

Lisbonne (A.F.P., A.P.). — Le président portugais, le général Eanes, a dissous mardi 11 septembre le Parlement et fixé au 2 décembre la date des élections. Tous les projets de loi à l'étude seront soumis à la prochaine Assemblée.

Le président avait annoncé le 13 juillet la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées pour permettre de débattre la situation politique portugaise (le Monde daté 15-16 juillet). Mme Pimenta avait été chargée le 19 juillet de former un gouvernement de gestion dont la tâche principale était de préparer les élections.

## TERRITOIRES OCCUPÉS

### AU TERME DE SA VISITE A BONN M. Dayan constate la « détérioration » des relations entre Israël et la R.F.A.

De notre correspondant

Bonn. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, et son collègue israélien, M. Dayan, échangeaient lundi 10 septembre des toasts d'un ton amical. Toutefois, le lendemain, dans une conférence de presse, le représentant de l'État hébreu a eu recours à une brutale franchise pour affirmer que l'atmosphère prévalant aux relations entre les deux pays est en train, selon ses propres termes, de se « détériorer ».

Un tel refroidissement des rapports avec Israël représente, bien entendu, pour la République fédérale allemande, un sujet d'inquiétude. Même si le souvenir de l'holocauste s'atténue, les dirigeants, comme la population, y restent très sensibles lorsqu'il s'agit de leur attitude envers l'État hébreu. Néanmoins, Bonn voudrait être en mesure d'adopter, face aux problèmes du Proche-Orient, une attitude « objective » n'ayant plus à tenir compte du passé. Encore éprouve-t-on ici quelque embarras en niant que le soul du ravitaillement en pétrole ait la moindre part dans l'évolution récente de la diplomatie ouest-allemande. Dans le passé, il s'agissait d'expliquer aux États arabes que la R.F.A. est « contrainte par l'histoire » de tenir compte des intérêts israéliens. Aujourd'hui, la tâche beaucoup plus difficile des diplomates de Bonn est de faire admettre aux dirigeants de Jérusalem que la République fédérale doit aussi se préoccuper de ses rapports avec leurs adversaires. Un commentateur de la télévision a résumé le problème en termes très clairs, même s'ils peuvent être considérés par certains comme maladroits : « Le meurtre de six millions de juifs, s'il est indéniable, mais aujourd'hui il s'agit de Realpolitik ».

Depuis bien des mois déjà, Bonn avait trouvé une façon commode de justifier sa nouvelle attitude, en invoquant la solidarité de la Communauté européenne. Cette fois, cependant, M. Dayan n'a pas craint de reprocher à M. Genscher de chercher à aller au-delà des résolutions adoptées par les Neuf, ainsi que des décisions de Camp David qui ne prévoient en aucune manière un État palestinien.

Dans les milieux officiels de Bonn, les propos de M. Dayan ont causé de la surprise, et même de la consternation. Aussi croit-on utile de rappeler que la R.F.A. qui réclame le droit à l'autodétermination pour tous les Alle-

mands, ne saurait refuser ce même droit à un autre peuple. On prend soin aussi de préciser que l'établissement d'un État palestinien ne saurait être envisagé que dans le cadre d'un accord général au Proche-Orient. Pour sa part, d'ailleurs, M. Dayan a admis que dans cette affaire Bonn reconnaît soumise toute à Israël un « droit de veto ». D'autre part, le chef de la diplomatie israélienne aurait reçu l'assurance que ses interlocuteurs n'envisagent pas de relations officielles avec l'O.L.P.

Ces apaisements ont toutefois paru très peu satisfaisants à M. Dayan, pour qui la mention d'un droit des Palestiniens à l'autodétermination est « absolument inacceptable ». À son avis, Israël ne saurait admettre qu'on lui dicte l'attitude qu'elle devrait adopter à l'égard des Palestiniens. Aussi a-t-il regretté que ce soit l'heure actuelle, au lieu de l'heure actuelle, dans les débats sur le Proche-Orient.

Certes, le ministre israélien a quand même prononcé devant les caméras de la télévision quelques propos conciliants. « Après mes conversations avec M. Genscher et le chancelier Schmidt, j'ai l'impression que vous restez des amis d'Israël », En même temps, il a paru faire une distinction inattendue entre l'attitude du ministre des affaires étrangères et celle du chancelier. Bien que ce dernier ne soit toujours pas près de se rendre à Jérusalem « dans un avenir proche », il aurait, selon M. Dayan, manifesté des « sentiments de profonde et cordiale amitié » et serait un « ami très proche à qui nous pouvons faire confiance ». Ces déclarations ne suffisent pas à dissiper le sentiment que les rapports entre les deux pays se sont détériorés.

JEAN WETZ.

● Condamnation en Israël de deux Allemands de l'Ouest. — Deux jeunes ressortissants ouest-allemands, accusés d'avoir organisé une organisation palestinienne, contre un appareil de la compagnie israélienne El Al, sur l'aéroport de Nairobi, ont été condamnés, le mardi 11 septembre, à une peine de dix ans de prison par le tribunal militaire de Lod. Thomas Reuter et Brigitta Schultz avaient été arrêtés fin janvier 1976. — (A.F.P.)

## La Relativité.

Dans ce pur langage des mathématiques, Einstein a démontré que nous vivons dans un monde de valeurs relatives. Un article récemment paru dans la section « Science » de TIME commémorant le centenaire de la naissance d'Einstein démontrait que TIME a sa propre théorie de la relativité : tout sujet — aussi abstrait ou ésotérique soit-il — peut

donner lieu à un article intéressant, compréhensible, voire didactique.

L'une des caractéristiques qui font que TIME est unique, est cette conviction que la responsabilité journalistique dépasse le cadre de l'information et du commentaire pour parfois conduire le lecteur dans l'univers des aventures intellectuelles.

Cet esprit de curiosité intellectuelle vaut à TIME de gagner plus de lecteurs fidèles, non seulement en Amérique mais aussi dans le monde entier, que n'importe quel autre média d'information.

L'esprit ouvert sur le monde.



SOMMES P.O. Préparations

IPEC

TELEX PARTAG



# EUROPE

## Union soviétique

### Le zèle des douaniers soviétiques

De notre correspondant

Moscou. — Si cette idée n'apparaît pas ici parfaitement saugrenue, on pourrait croire que les douaniers soviétiques de l'aéroport international de Moscou font la grève du zèle tant ils fouillent avec soin les voyageurs français. Plusieurs d'entre eux, dont deux journalistes — l'envoyé spécial du Monde à la Foire du livre et un collaborateur du bureau moscovite de l'A.P.F. — n'ont pu prendre leur avion Moscou-Paris lundi et mardi, à la suite de fouilles minutieuses de leurs bagages, qui ont duré respectivement une heure quinze et quarante-cinq minutes.

La même mésaventure est arrivée mardi à un secrétaire du consulat de France à Moscou. Tous leurs objets personnels ont été examinés, le moindre petit

morceau de papier attentivement étudié, tout médicament décoré. Même les documents officiels de la Foire du livre ont retenu l'attention des douaniers. Les contrôles douaniers sont certes une procédure normale dans tous les pays. Mais quand ils prennent des proportions dépassant, de toute évidence, les nécessités du service et quand ils s'appliquent sélectivement à des ressortissants d'un même pays ou aux représentants d'une même profession, on est en droit de se demander s'ils n'ont pas d'autre but que d'empêcher « la violation des règlements du pays hôte ». — D. V.

N.D.L.R. — Rappelons que l'U.R.S.S. a signé les accords d'Helsinki en 1975 et qu'une partie de ces textes concerne la liberté de circulation des idées et de l'information.

## Grèce

### La flotte soviétique va disposer d'un point d'appui en mer Égée

A trois semaines de la visite de M. Caramanlis, premier ministre grec, à Moscou, le gouvernement hellénique vient de conclure un accord qui, pour la première fois depuis 1940, donnera à la flotte russe des facilités portuaires en mer Égée, dans l'île de Cyros. Selon le correspondant du « Financial Times », cette flotte dispose déjà de quatre points d'ancrage dans les eaux internationales, trois à une dizaine de milles de la Crète, un autre à l'ouest de Mytilène.

L'accord a été signé par les chantiers Neorion, contrôlés par un groupe financier dirigé par la Banque nationale de Grèce. Des docks flottants ont été récemment mis en place à Cyros. Ce geste s'inscrit dans une politique plus générale qui vise à donner à la Grèce une certaine aisance de relations entre les deux blocs. Notre correspondant à Athènes évoque ci-dessous la reprise des conversations au niveau des experts sur le retour de la Grèce dans l'OTAN. D'autre part, c'est le 13 septembre que se renouvellent les contacts américains-turcs pour l'élaboration d'un nouveau traité de coopération défensive. Si ce document n'est pas signé avant le 9 octobre, Ankara envisagerait, selon l'A.P.F., de suspendre à nouveau les activités des installations de défense commune, c'est-à-dire essentiellement les stations américaines d'observation du territoire soviétique.

### Un plan de retour dans l'OTAN

De notre correspondant

Athènes. — Trois officiers supérieurs américains, experts de l'OTAN, se trouvent depuis le 9 septembre à Athènes, afin de fournir des explications supplémentaires sur le plan d'urgence concernant le retour de la Grèce à l'organisation militaire de l'Alliance atlantique. Ce projet, connu sous le nom de « plan de Vézère », prévoit une nouvelle répartition des responsabilités dans les espaces aérien et maritime de la mer Égée, et les chefs militaires grecs demandent que certains points soient plus clairement définis. Athènes précise que les entretiens des trois experts de l'OTAN avec les services compétents grecs sont purement exploratoires et que de toute façon rien ne presse.

C'est le 14 août 1974 que le gouvernement, présidé par M. Caramanlis, décida le retrait de la Grèce de l'appareil militaire de l'Alliance atlantique en soulignant « le retrait du plan d'urgence ». Le secteur sud-est de l'OTAN avait déjà voté en faveur des termes émis antérieurement à l'été 1974. Au Q.G. intégré d'Izmir, les officiers grecs et leurs familles avaient été humiliés et molestés par les émeutiers turcs. Depuis, le secteur sud-est était officiellement rattaché, et les Grecs avaient cessé d'avoir l'esprit atlantique.

Avant le sentiment d'être régulièrement sacrifiés à ceux qui, au sein de l'OTAN, ont montré l'intransigeance, tout en

## Turquie

### MM. Ecevit et Demirel s'affrontent pour la conquête de cinquante sièges sénatoriaux

De notre correspondant

Ankara. — La campagne pour les élections sénatoriales partielles du 14 octobre (cinquante sièges à pourvoir dans vingt-cinq départements) sur trente-sept est officiellement lancée par les tournées en province des chefs des principaux partis. M. Ecevit, premier ministre, est le président du Parti républicain du peuple, son prédécesseur et rival. M. Demirel, dirige le Parti de la justice et l'opposition de droite. La campagne électorale qui sera officiellement ouverte le 23 septembre, aura lieu sous un régime d'état de siège dans un certain nombre de départements.

Théoriquement, l'issue des élections ne saurait avoir d'effet direct sur le sort du gouvernement. Mais elles permettront leur force et de révéler leurs tactiques électorales respectives. Le même jour auront lieu des élections législatives concernant cinq départements pour pourvoir à des sièges de députés devenus vacants par décès depuis juin 1977. En fait, six sièges sont vacants depuis la mort d'un député du parti républicain il y a deux semaines. Mais le conseil suprême électoral, composé de juges, a décidé de ne pas compter le sixième siège vacant parce que les délais légaux étaient passés.

Le Parti républicain du peuple, avec deux cent neuf élus à l'Assemblée, est l'impulsant fauteur de malheur (222 voix). L'opposition de droite est trop faible pour le faire tomber. Le Parti de la justice de M. Demirel espère enlever un moins quatre sièges sur cinq vacants. Éventuellement, le parti républicain soutenu par les « béquilles » de plusieurs élus « indépendants ». M. Demirel se sent le vent en poupe et spéculer sur les débâcles du gouvernement de M. Ecevit, pourtant considéré comme l'espérance de la Grèce, mais qui s'est révélé incapable de mettre un terme à l'anarchie, de freiner l'inflation et d'empêcher la poursuite de certains produits de première nécessité.

Le Parti de la justice vise

## Suède

PREMIER DE QUINZE MILLE ADVERSAIRES DE L'ENERGIE ATOMIQUE ont pris part, samedi 8 septembre en Suède méridionale, à une marche de protestation, conduite, sur 25 kilomètres, de la centrale nucléaire de Barsebäck à la ville de Lund. Il y avait, outre des Suédois, des Allemands de l'Ouest, des Norvégiens et surtout des Danois, le réacteur de Barsebäck étant situé à une vingtaine de kilomètres seulement de Copenhague. La manifestation s'est déroulée sans incidents en présence d'une centaine de policiers.

# DIPLOMATIE

### M. Jean François-Poncet reçoit M. Hernan Cubillos ministre chilien des affaires étrangères

M. Hernan Cubillos, ministre chilien des affaires étrangères, qui effectue une « visite de travail » en France, devait être reçu ce mercredi 12 septembre par M. François-Poncet. Cette visite suscite de nombreuses protestations. Au nom du groupe communiste à l'Assemblée, M. Robert Montdargent, député du Val-d'Oise, a notamment demandé au premier ministre des explications sur les projets de vente d'avions Mirage au Chili.

Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Hernan Cubillos, est présenté volontiers par la presse comme un « civil » et, à ce titre, comme un bon exemple de l'« institutionnalisation » progressive du pouvoir insauré par les militaires. M. Cubillos a exercé, en effet, la profession de gérant de société. Cependant il a aussi été officier de la marine de guerre. Et il a été mêlé de très près aux efforts de la C.I.A. pour « déstabiliser » le gouvernement de Salvador Allende.

M. Cubillos a participé de 1970 jusqu'au coup d'État de septembre 1973 à la gestion du quotidien *El Mercurio*. Au cours d'une audience à huis clos, aux États-Unis, un ancien responsable américain de la firme I.T.T. au Chili, M. Berelles, a affirmé, en octobre

1978, que M. Cubillos était un des « contacts » de la C.I.A. à Santiago, et que des fonds destinés à renverser le gouvernement de Salvador Allende ont transité par son intermédiaire. Le gouvernement chilien a démenti ces informations, révélées par le *Los Angeles Times*, mais l'avocat de M. Berelles a affirmé qu'il avait des documents prouvant la collaboration de M. Cubillos avec la C.I.A.

Il n'a pas été établi si M. Cubillos a continué jusqu'au 11 septembre 1973 au travail de sape de la C.I.A. Mais il ne fait guère de doute qu'il a joué un rôle, au moins pendant les premiers mois du gouvernement Allende, dans les manœuvres de la centrale américaine pour entraver l'action du président élu.

## Aux États-Unis

### L'affaire de la brigade soviétique à Cuba est démesurément gonflée par les controverses politiques

De notre correspondant

Washington. — Les négociations sur la présence à Cuba d'une brigade soviétique devaient reprendre ce mercredi 12 septembre entre le secrétaire d'État M. Vance et M. Dobrynine, ambassadeur d'U.R.S.S., après que les principaux conseillers de M. Carter se soient réunis mardi pour réévaluer les implications de cette affaire, démesurément gonflée par la controverse politique qu'elle suscite à Washington.

L'appel au calme lancé par M. Carter ne semble avoir eu que peu d'effet. Le sénateur Baker, pourtant républicain à la Maison Blanche, n'a accordé que dix jours au président pour réussir en ayant recours à une « diplomatie tranquille ». M. Jackson, sénateur démocrate, connu pour son militantisme antisoviétique, a, lui, accusé l'U.R.S.S. de transformer Cuba en une « forteresse ». Outre le rapatriement immédiat des deux à trois mille hommes de combat soviétiques répartis sur l'île, M. Jackson exige désormais de Moscou le retrait des chasseurs bombardiers Mig-23 livrés l'année dernière au régime de M. Castro, ainsi que l'arrêt du renforcement de la marine cubaine.

Les autorités américaines continuent cependant à faire preuve d'optimisme sur la possibilité de parvenir rapidement à un accord à l'amiable, acceptable avec les Soviétiques. M. Vance a réitéré son espoir que cette mini-crise de Cuba « puisse être résolue dans un proche avenir d'une façon satisfaisante pour les États-Unis ». Il s'est toutefois refusé à préciser les limites de ce qui serait acceptable pour les autorités américaines qui se sont bien gardées de lancer le moindre ultimatum, en particulier de demander officiellement le départ pur et simple de la brigade soviétique de Cuba.

L'éditorial de la *Pravda* du mardi 11 septembre réfutant les affirmations américaines, n'a pas été pris au tragique à Washington. De source haut

placée, on confie que M. Dobrynine, lors de son entretien de lundi avec M. Vance n'a pas suivi la ligne tracée par l'organe du P.C. soviétique. C'est cette première conversation Vance-Dobrynine qui a été passée en revue mardi à la Maison Blanche par le secrétaire d'État, le secrétaire à la défense, M. Brown, M. Turner, directeur de la C.I.A. et M. Brzezinski.

Même si Moscou se montre conciliant et fait preuve de compréhension en raison du débat électoral américain, Cuba risque cependant d'être la cause d'une tension durable entre les États-Unis et l'U.R.S.S. Cette affaire a, en effet, attiré l'attention sur le rôle joué par Cuba dans les Caraïbes et en Amérique centrale. Le potentiel militaire cubain, jugé nettement supérieur aux besoins défensifs de l'île, est déjà dénoncé aux États-Unis. L'U.R.S.S. a livré aux autorités de la Havane depuis 1975, date du début de l'intervention cubaine en Afrique, d'importantes quantités d'armes.

L'objectif recherché, avec le déploiement à Cuba d'une brigade soviétique, est, d'autre part, toujours débattu avec passion à Washington. Certains s'en tiennent à la théorie de la garde préfrontale de M. Castro et de la nécessité d'assurer la sécurité des installations d'écoute et de repérage établies par l'U.R.S.S. à 150 kilomètres des côtes de Floride. A la Maison Blanche, plusieurs proches de M. Carter estiment plutôt que les autorités de Moscou veulent simplement dissuader les États-Unis d'opérer un coup de force, serait-il limité, contre Cuba. La présence soviétique serait comparable au contingent de soldats américains maintenu à Berlin-Ouest. Ces forces, même symboliques, expliquent-on, obligent chaque camp à réfléchir à deux fois avant de lancer une opération risquant de provoquer une réaction de l'autre super-puissance. (Interim.)

### M. Pham Van Dong au Nicaragua

(Suite de la première page.)

Interrogé à ce sujet, M. Thomas Borge, ministre de l'intérieur, nous a seulement répondu : « Certains pensaient que nous étions des gens d'idées fixes, mais maintenant que nous sommes maîtres de notre destin, nous sommes intranquilles dans la défense des pays pauvres. Cela reflète la qualité de notre révolution. »

À propos du voyage de M. Pham Van Dong, le commandant Carlos Uribe, membre de la direction nationale du F.S.L.N., a, de son côté, déclaré que la lutte du Vietnam pour sa libération avait été « un phare pour les autres peuples ». De fait, en dix-huit années de lutte contre le somnisme, les sandinistes se sont intéressés à l'exemple de pays socialistes, et les références à la révolution vietnamienne sont fréquentes dans ses conversations des guérilleros.

Les pays communistes sont-ils donc les alliés naturels des non-alignés ? M. Thomas Borge répond indirectement : « Les meilleurs amis du Nicaragua, dit-il, ont été des pays d'Amérique latine, les peuples d'Amérique latine. Nous avons aussi bénéficié de la solidarité des peuples socialistes, mais pas au même degré. Cuba a été solidaire de notre révolution, non parce que c'est un pays socialiste mais parce que c'est un pays latino-américain. »

Le Nicaragua paraît cependant s'engager à grands pas dans le sillage des non-alignés qui, à l'instar de Cuba, tiennent le camp socialiste pour leur allié naturel. Le fait que le régime castriste ait

pu survivre vingt ans, et même devenir une puissance internationale, malgré l'hostilité du camp américain, nous prouve, nous encourage à nous rallier à un vaste soutien populaire et à l'effort de la révolution. L'évidence résonne des États-Unis vis-à-vis du nouveau régime de Managua et en particulier leur peu d'enthousiasme à lui fournir le matériel dont il estime avoir besoin pour sa défense — ne peut qu'accentuer cette orientation.

Seule une attitude ouverte des pays d'Europe occidentale peut encore éventuellement empêcher le Nicaragua de suivre la voie tracée, au début des années 60, par Cuba, l'Espagne, et vraisemblablement l'Allemagne fédérale, y sont aujourd'hui prêts. Sans doute M. Carter souhaite-t-il qu'il en soit ainsi, la diplomatie américaine étant aujourd'hui paralysée au Nicaragua et l'usage du « gros bâton » étant en principe exclu sous son mandat. Peut-être M. Brejnev n'en serait-il pas non plus mécontent. Le Kremlin peut-il envisager sans réticence de devoir porter à bout de bras un autre petit pays pauvre — avec tous les risques de « dérapage » que cela implique en raison de la proximité des États-Unis ? La révolution nicaraguayenne marque de toute façon une étape supplémentaire dans la mise en place d'un nouvel ordre international dans lequel les anciennes classes gardées occidentales se font de moins en moins nombreuses.

JEAN-PIERRE CLERC.

## ISEEC

secrétariat - gestion - comptabilité  
PRÉPARATION: CAP-BEP-BAC G-DEGS  
école technique privée

secrétariat - bts - gestion  
EXAMEN D'ENTRÉE POUR NON-BACHELIERS  
LUNDI 17 SEPTEMBRE 1979  
rentrée des classes le 24

19, rue Jussieu - 75005 Paris - Tél. : 337.71.16 +

# LE MONDE diplomatique

NUMÉRO DE SEPTEMBRE

## INCERTAIN AMÉRIQUE

● Un capitalisme divisé, par Thomas Ferguson et Joël Rogers.  
● Crise des institutions, scepticisme des citoyens, par Marie-France Toinet.

## NOUVELLE RÉFORME ÉCONOMIQUE EN U.R.S.S.

(par Marie Lavigne)

## NICARAGUA : UNE « MODÉRATION » RADICALE

(enquête de Régis Debry)

● Un précédent inquiétant pour les autres dictatures ? (Bernard Cassen).

## L'Espagne de demain

Un essor économique à l'épreuve de la crise mondiale (Juan Munoz, Santiago Roldan et Angel Serrano). — Les militaires et le développement démocratique (Bellicus). — Une démocratie de politiciens (José Vidal-Beneyto). — Les divers visages de l'Église catholique (Xosha Chao Regal). — Incertitudes d'une diplomatie autonome (Roberto Mesa). — Les enjeux de la guerre municipale (Eduardo Hare Teeglen). — Autonomies et administration centrale (Ignacio Ramonet).

### POLITIQUE ET LITTÉRATURE :

Désenchantement de la vie culturelle après le franquisme (Rafael Gontel).

ASIE : Cette neutralité promise par et pour le Vietnam (Nguyen Xuan Tho). — L'instabilité du pouvoir en Inde (Denzil Peiris).

AFRIQUE : La Mauritanie et l'impératif de paix (Howard Schissel).

ARMEMENTS : Peut-on interdire des armes comme le napalm ? (Malvern Lumsden). — Ventes de matériel militaire et diplomatie (Charles Zoghbi).

CINÉMA POLITIQUE : Industries culturelles. — LIVRES : L'entourage du solitaire (Yves Florenne). Dans les Temps modernes : Sépharades d'Israël face aux perspectives de paix (Micheline Pautet).

INTERROGATIONS : La crise des partis (Nicos Poulantzas).

Une nouvelle de Mutuxeli Matshoba :

*Je ne suis pas un homme*  
(ou la vie à Soweto)

LE SOMMET DE  
non-alignés ont de graves  
dans le domaine de l'

De notre correspondant  
L'Assemblée générale de l'Organisation des États non-alignés s'est ouverte à New Delhi le 12 septembre 1979. Elle réunit 120 pays, dont 110 membres et 10 observateurs. Le sommet est présidé par le président indien, Shree Narayan Chaudhary. Les travaux se dérouleront jusqu'au 20 septembre. Les débats porteront sur la situation internationale, les relations entre les États non-alignés et les grands groupes, les problèmes de développement, les questions de paix et de sécurité, les droits des peuples, les problèmes de l'Asie, les problèmes de l'Afrique, les problèmes de l'Amérique latine, les problèmes de l'Europe, les problèmes de l'Océanie, les problèmes de l'Antarctique, les problèmes de l'espace, les problèmes de l'environnement, les problèmes de la science et de la technologie, les problèmes de la culture, les problèmes de la jeunesse, les problèmes de la femme, les problèmes de la santé, les problèmes de la nutrition, les problèmes de la population, les problèmes de la migration, les problèmes de la réfugiés, les problèmes de la minorités, les problèmes de la discrimination, les problèmes de la violence, les problèmes de la guerre, les problèmes de la paix, les problèmes de la coopération, les problèmes de la solidarité, les problèmes de la justice, les problèmes de la démocratie, les problèmes de la liberté, les problèmes de la justice sociale, les problèmes de la justice économique, les problèmes de la justice environnementale, les problèmes de la justice culturelle, les problèmes de la justice spirituelle, les problèmes de la justice universelle.

De notre correspondant  
L'Assemblée générale de l'Organisation des États non-alignés s'est ouverte à New Delhi le 12 septembre 1979. Elle réunit 120 pays, dont 110 membres et 10 observateurs. Le sommet est présidé par le président indien, Shree Narayan Chaudhary. Les travaux se dérouleront jusqu'au 20 septembre. Les débats porteront sur la situation internationale, les relations entre les États non-alignés et les grands groupes, les problèmes de développement, les questions de paix et de sécurité, les droits des peuples, les problèmes de l'Asie, les problèmes de l'Afrique, les problèmes de l'Amérique latine, les problèmes de l'Europe, les problèmes de l'Océanie, les problèmes de l'Antarctique, les problèmes de l'espace, les problèmes de l'environnement, les problèmes de la science et de la technologie, les problèmes de la culture, les problèmes de la jeunesse, les problèmes de la femme, les problèmes de la santé, les problèmes de la nutrition, les problèmes de la population, les problèmes de la migration, les problèmes de la réfugiés, les problèmes de la minorités, les problèmes de la discrimination, les problèmes de la violence, les problèmes de la guerre, les problèmes de la paix, les problèmes de la coopération, les problèmes de la solidarité, les problèmes de la justice, les problèmes de la démocratie, les problèmes de la liberté, les problèmes de la justice sociale, les problèmes de la justice économique, les problèmes de la justice environnementale, les problèmes de la justice culturelle, les problèmes de la justice spirituelle, les problèmes de la justice universelle.

**FAITES VOUS-MÊME VOTRE CARTE V**

**LE ROY**  
carte V  
pour tous les commerces et services

**Seigneur**  
pour tous les commerces et services

**Larousse de la langue**



M. Jean-François P...  
Ministre des Affaires étrangères

## APRÈS LE SOMMET DE LA HAVANE

## Les non-alignés ont de graves difficultés à coopérer dans le domaine de l'information

De notre envoyé spécial

La Havane. — Les polémiques entre Cuba et la Yougoslavie et à propos de la place de l'Égypte au sein du mouvement des pays non alignés vont sans doute rebondir dans les prochains semaines et mettre à mal le fonctionnement du pool des agences de presse des États membres. Un échange de commentaires acerbes en lien à la fin du sommet de La Havane entre l'agence yougoslave Tanyoug et l'agence Prensa Latina.

D'autre part, les pays arabes participant au pool ont pas renoncé à demander la « suspension » de la Middle East News Agency (MENA) égyptienne du pool. En juin, la réunion du bureau de coordination du pool des non-alignés n'avait pu avoir lieu parce que la Fédération des agences de presse arabes menaçait de la boycotter si l'Égypte y participait. Pour les mêmes raisons, la conférence plénière des agences, en novembre à Belgrade, risque d'être compromise.

Formé à l'issue du sommet, des chefs d'État et de gouvernement, en 1976, à Colombo, le pool est un système d'échanges de dépêches entre pays non alignés. Soixante-treize d'entre eux y ont adhéré (il n'est pas fait de distinction à ce sujet, entre pays membres à part entière ou observateurs) et cinquante-cinq y participent effectivement. Les agences se communiquent tout ou partie de leurs services en fonction des desiderata des pays receveurs. L'échange peut s'arrêter à ce service d'information. Mais neuf centres à travers le tiers-monde (Cuba, Yougoslavie, Inde, Irak, Égypte, Maroc, Tunisie, Venezuela, Koweït) constituent des pools régionaux ou l'agence locale sélectionne les dépêches qu'elle reçoit des différents pays et les diffuse ensuite avec la mention pool dans une zone régionale, mais parfois au-delà.

Ainsi Prensa Latina retransmet en espagnol et en anglais vers une dizaine de pays de l'hémisphère américain, les pays de l'Est, Paris et Belgrade des dépêches provenant d'une cinquantaine de pays. Comme les autres centres, elle supporte les frais de l'opération. Le pool ne possède donc ni

redaction unique, ni organisation supranationale : sa conception souple s'inspire de celle du mouvement des non-alignés : il comporte une assemblée plénière et un bureau de coordination. Ce bureau, dont le siège est à Belgrade, est présidé par un journaliste et écrivain indien, M. Manekkar.

Bien qu'il compte des abonnés dans des pays qui sont pas membres à part entière ou observateurs du mouvement (en Scandinavie et Turquie), le « pool » se refuse pour le moment de fonctionner sur des bases commerciales, ce qui, sans doute, limite son audience. Mais la commercialisation du service est actuellement à l'étude.

En fait, ce « pool » se présente comme une tentative à la fois de coopération professionnelle et politique entre pays se prévalant des mêmes principes et en vue de l'instauration d'un nouvel ordre international de l'information. Certains de ses animateurs estiment que son existence a stimulé la concurrence des grandes agences de presse occidentales. Du moins fait-il connaître des points de vue qui ne retiennent pas toujours l'attention de celles-ci.

## Offensive contre Tanyoug

Le « pool » a dû surmonter une lourde hypothèque et est appelé à vivre les affrontements politiques qui secouent le mouvement des non-alignés. Le gouvernement de Mme Gandhi, qui avait baïonné sous l'état d'urgence l'une des presses les plus libres du tiers-monde, prit une part active à la création du « pool » parce que le ton des agences occidentales lui déplaisait. Et le premier président de l'un des plus proches amis de l'ancien premier ministre indien et de son fils Sanjay, M. M. Yunnis ; d'autre part, les agences des pays en voie de développement, dont quelques ne sont pas directement contrôlées par le gouvernement, se conforment généralement à sa politique. Il reste que le « pool » est encore regardé par certains de ses participants et clients potentiels comme un outil de propagande qu'utilise le pays où il est procédé au tri et à la diffusion de l'information pour et contre tout sa cause. Le « pool » n'est pas une agence comme les autres et l'information « non alignée » n'est pas pour demain. Comment l'Égypte pourrait-elle se satisfaire du service fourni par l'Irak et l'Algérie de celui du Maroc ? Et comment Prensa Latina pourrait-elle faire cela, sinon pour la passer au vitriol, à la conception yougoslave du non-alignement ? D'où les limites de l'entreprise.

Aujourd'hui, on voit non seulement les Cubains, mais aussi les Algériens et d'autres chercher à prendre ombre du « monopole » yougoslave sur le pool. Ils avancent que la majorité des dépêches distribuées par le pool sont celles de Tanyoug. Les Yougoslaves répondent que chaque centre de redistribution est libre de faire sa propre sélection. A la vérité, si la Yougoslavie occupe une position dominante, c'est non seulement qu'elle a fait, depuis près de vingt ans son affaire du non-alignement, mais que Tanyoug est plus puissante et expérimentée que ses autres

partenaires. La Yougoslavie avait dépêché à La Havane plus d'une centaine de journalistes rompus au métier qui ne se contentaient pas de rendre compte de la conférence, mais se prêtèrent à un intense et efficace travail de courtoisie auprès des journalistes étrangers. Et les Cubains ont marqué des points sur le plan politique, les Yougoslaves ont remporté la « bataille de l'information », dénonçant notamment le comportement des Cubains pendant le sommet. Et ils ont montré, ce faisant, que le dogmatisme en matière d'information pouvait desservir la cause cubaine.

Tanyoug occupe aussi une position de force parce que les agences du tiers-monde ne sont pas en général dotées d'un budget leur permettant de remplir leur mission. Pour cette raison, elles ne disposent même pas de leur propre agence. C'est pourquoi le bureau du pool tente d'obtenir l'assistance de l'Unesco pour favoriser la création et le développement d'agences de presse dans certains pays pauvres, qui doivent encore parfois passer par leurs anciennes métropoles coloniales pour communiquer entre eux. Le pool a, d'autre part, favorisé la création d'instituts de formation de journalistes dans cinq pays.

Également pour répondre à leurs besoins, les pays non alignés avaient organisé pendant la conférence un Pool de plusieurs chaînes de télévision de pays non alignés et le commentateur était assuré à tour de rôle par des journalistes de chaque pays et transmis ensuite par satellite vers les États participants.

Le Marché de l'information dans le tiers-monde semble convoité. Une agence privée Inter Press Service, dont le siège est à Rome et qui fonctionne sous la forme d'une coopérative, s'est spécialisée dans l'information intéressante les pays en voie de développement. Elle dispose de bureaux dans plusieurs pays et se classe à un rang honorable, derrière les grandes agences internationales.

Plus ambitieux est le projet de création, pour concurrencer le Pool et l'Inter Press Service d'une agence multinationale d'information qui prendrait d'ailleurs pour nom Multinational News Agency (M.N.A.). Cette initiative a été prise par un ancien dirigeant de l'agence américaine Associated Press et y prendront part outre l'Algérie, l'Égypte, l'Inde, le Nigeria. Ce projet recouvrant un dessin politique, provoquera-t-il une levée de bouilliers des membres arabes du Pool qui y verront sans doute une nouvelle preuve de la « trahison » de l'Égypte et de sa « collaboration » avec l'impérialisme américain. Ce serait une raison de plus pour eux de demander la « suspension » du Centre du Pool, suspension, dont les Yougoslaves ne veulent pas. La condamnation en revanche ne fait pas doute. Du coup, Cubains et Yougoslaves vont devoir à propos de cette affaire enterrer la hache de guerre et serrer les rangs pour dénoncer une opération — la première réunion de cette agence multinationale qui devait avoir lieu le 13 septembre à New-York — comme contraire aux buts poursuivis par les non-alignés.

GÉRARD VIRATTE

## Les ministres des affaires étrangères des Neuf réaffirment la « grande importance » du dialogue euro-arabe

De notre envoyé spécial

Dublin. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont arrêté, au cours d'une réunion de coopération politique, mardi 11 septembre à Dublin, leur position commune sur les questions d'actualité. Certaines questions font l'objet de déclarations formelles, d'autres sont seulement exprimées par leur président (M. O'Kennedy, ministre des affaires étrangères d'Irlande), d'autres enfin sont simplement agréées, sans être exprimées officiellement.

Les Neuf se sont livrés d'autre part à un premier examen des passages du discours, comme tous les ans, leur président fera en leur nom à l'Assemblée générale de l'ONU. Mais ce n'est que la « partie visible de l'iceberg », les passages concernant les Palestiniens et la représentativité de l'O.L.P. doivent être rediscutés.

● **Asie du Sud-Est.** — Les Neuf ont constaté que le flot de réfugiés d'Indochine s'était ralenti mais non arrêté (une centaine arrivent encore chaque jour à Hongkong). Ils s'en tiendront à une assistance humanitaire au Cambodge en s'assurant, par l'intermédiaire des organisations internationales, qu'elle parvient bien à ceux à qui elle est destinée.

Quant au problème politique cambodgien, les Neuf considèrent que M. O'Kennedy qu'il ne peut être résolu que dans le contexte politique plus large de la péninsule indochinoise. « Toute solution doit être basée sur un Cambodge indépendant, doté d'un gouvernement authentiquement représentatif, libre de toute présence militaire étrangère et maintenu dans des relations amicales avec tous les pays de la région (...). Les Neuf croient que la solution du problème cambodgien est essentielle à la paix et à la stabilité du Sud-Est asiatique dans son ensemble. » En termes moins diplomatiques, les Neuf ne pensent pas que les gouvernements cambodgiens rivaux actuels soient représentatifs. Ils se prononcèrent donc pour que le siège du Cambodge reste vide à l'Assemblée générale de l'ONU. Mais ils ne pensent pas non plus que le problème cambodgien puisse être résolu sans le consentement du Vietnam ni de la Chine.

● **Proche-Orient.** — Les Neuf ont réaffirmé par la voix de M. O'Kennedy qu'ils attachent « une grande importance » au dialogue euro-arabe. Ce dialogue n'a guère progressé depuis qu'il a été engagé en 1974 après le déclenchement de la crise pétrolière, à l'instigation de la France. Ses partenaires n'y étaient alors guère intéressés. Ils le sont plus aujourd'hui alors que la situation s'est compliquée du fait des divisions arabes après les accords de Camp David. M. O'Kennedy a dit à ce sujet : « Aux yeux des Neuf, l'unité et la cohésion du monde arabe est désirable tout autant que l'unité de la communauté européenne (...) doit être bénéfique du point de vue arabe. Les Neuf ont toujours estimé que le dialogue devrait fortifier la solidarité interne des deux régions, tout autant que la coopération entre elles. Ils pensent donc qu'il est important que le dialogue se développe avec le monde arabe dans son ensemble. Les Neuf croient que si chaque partie doit considérer avec sympathie les

problèmes intérieurs de l'autre,

aucune de ces parties ne doit s'immiscer activement dans de telles affaires. » A l'évidence, si de tels propos s'adressent explicitement aux Arabes (« Ne vous divisez pas »), ils s'adressent aussi implicitement à ceux qui, en Israël ou aux États-Unis, cherchent à exploiter leurs divisions.

Au sujet du Liban, les Neuf ont adopté une déclaration commune proposée par la France, réaffirmant « leur soutien à l'indépendance et à la souveraineté du Liban ainsi qu'au respect de son intégrité territoriale », et leur « entière solidarité vis-à-vis d'un pays ami dont les populations souffrent et cruellement dans leur chair et dans leurs biens ». Les Neuf lancent « un appel solennel et pressant à tous les pays et parties concernés sans exception pour qu'ils s'abstiennent de tous actes susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du Liban et à l'autorité de son gouvernement. » Ils en appellent également « à tous les Libanais à toutes confessions et de toutes tendances pour qu'ils approuvent sans réserve l'action de leur gouvernement dans la recherche d'un véritable dialogue politique » et « s'engagent à soutenir toute action et toute initiative susceptibles d'assurer le retour à la paix ».

● **Afrique australe.** — Les Neuf ont adopté une autre déclaration commune approuvant les principes arrêtés par la conférence du Commonwealth de Lusaka, pour conduire la Rhodésie « à l'indépendance sur la base de la règle de la majorité ». Les Neuf réaffirment que cette conférence a reconnu la « responsabilité constitutionnelle » du gouvernement britannique et se disent « encouragés » par la réunion de la conférence de Londres.

M. O'Kennedy a indiqué que son gouvernement (comme le gouvernement français) « prendra des mesures » pour empêcher une équipe de rugby sud-africaine de venir jouer en Grande-Bretagne. Le ministre britannique n'a pas fait une telle déclaration mais, en privé, il a assuré certains de ses collègues que son gouvernement ferait « son possible » pour que cette équipe ne vienne pas jouer non plus en Grande-Bretagne.

● **Amérique latine.** — Les Neuf ont décidé de maintenir leur aide au nouveau régime du Nicaragua. De jeunes Chiliens faisant la grève de la faim à l'ambassade du Danemark à Santiago, pour obtenir des nouvelles de parents disparus, les Neuf feront séparément des démarches auprès du gouvernement chilien pour qu'ils obtiennent satisfaction et qu'ils ne soient l'objet d'aucune sanction.

MAURICE DELARUE

Le charme des yeux et du palais...

Le dîner de ce nouveau restaurant est élégant et confortable, le service parfait et la cuisine délicieuse.

C. LEBRY  
(Express 9 juin 79).  
Restaurant  
1, rue des Dames  
Hôtel d'Alsace  
88 bis, avenue Kléber  
67000 STRASBOURG  
fermé samedi et dimanche

## AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES?



Oni? Alors découvrez les nouvelles possibilités de réaliser pour la vie UN COUPLE REELLEMENT COMPLEMENTAIRE

Toute la Presse vous y invite:

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs...»  
Anne de Vilaine

«... Multiplier les possibilités de choix, infinies dans la vie courante...»  
Claude Berthod

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses...»  
LE FIGARO

## ION INTERNATIONAL

Institut de Psychologie fondé en 1950  
PARIS - BRUXELLES - GENEVE

Pour une première rencontre, toute proche, envoyez-moi gratuitement votre documentation complète, sous pli neutre et cacheté:

M. Mme Mlle.....Age.....

Prénom.....

Adresse.....

ION FRANCE (MO 53) 94, rue Saint-Lazare, 75000 PARIS - Tél. 322.70.85

ION RHONE-ALPES (MOR 35) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 54.22.44

ION BELGIQUE (MOB 53) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES - Tél. 517.74.30

ION SUISSE (MOB 53) 10, rue Petitot, 1211 GENEVE-11 - Tél. (022) 21.75.81

**LE ROY**  
carte V  
124 CHAMPS-ÉLYSÉES  
158 r. de Lyon • 5 pl. des Terres

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75227 PARIS • C.C.P. 4597-21

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
133 F 275 F 391 F 444 F

TOURNAI - ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
268 F 439 F 704 F 829 F

ÉTRANGERS  
(par mandats)  
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
183 F 325 F 468 F 616 F

2. - SUISSE - TUNISIE  
228 F 439 F 612 F 810 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires d'un abonné sont invités à formuler leur demande un mois au moins avant leur départ.

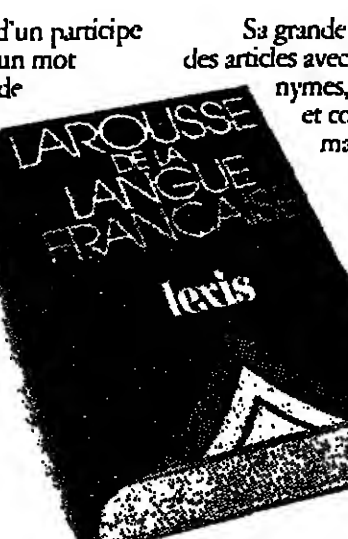
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez noter l'obligation de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Faites une révision grammaticale.

Bien régler l'accord d'un participe passé, vérifier le pluriel d'un mot composé, c'est nécessaire de temps en temps.

Le Larousse de la langue française est le seul dictionnaire qui contienne une grammaire. A part et complète.

C'est aussi, avec plus de 76.000 mots, le plus riche des dictionnaires de la langue en un seul volume.



Sa grande originalité: la construction des articles avec regroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires.

Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

## Larousse de la langue française: Le nouveau code de la langue.



Le Monde

## politique

## LA CONTROVERSE SUR L'ARMEMENT EUROPÉEN

## Mme Veil se déclare « déçue par l'attitude de certains groupes français »

Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, a justifié mardi 11 septembre la décision prise la veille à Paris — du bureau élargi de cette assemblée d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session une question orale d'un député conservateur britannique et d'un élu allemand relative à la politique industrielle d'armement de l'Europe (le Monde du 12 septembre).

Elle a précisé, mardi 11 septembre, qu'il s'agissait d'un débat sur « la politique industrielle en matière d'armement », et non d'un débat sur la politique européenne de défense, ajoutant qu'il n'y avait « dans ce domaine aucun compromis à faire, dès lors qu'une large majorité s'est désignée à l'intérieur du bureau de l'Assemblée autour de cette question ».

Dans une interview au Figaro du 12 septembre, Mme Veil soulignait : « Le président doit être le président de l'ensemble du Parlement, et il ne serait pas conforme à son rôle et à ses obligations d'être le porte-parole d'une tendance politique ou nationale. Son autorité est d'autant plus grande qu'il fait preuve dans la conduite des débats de l'impartialité requise ».

Mme Veil précise que seuls les communistes français et le R.P.R. étaient hostiles à cette inscription. A cette occasion, la présidente s'en prend vivement au comportement de certains députés français en disant : « Ces attitudes sont catastrophiques pour la France, car on empêche les Français d'être informés en ne leur parlant pas des travaux du Parlement. S'il est normal que tout le monde s'exprime, il n'est pas normal, une fois qu'une majorité s'est prononcée, de mettre en cause ceux qui acceptent la loi de la majorité. Il n'y a pas de possibilité d'action pour le Parlement et on ne joue pas le jeu démocratique. Je regrette qu'on présente en France, à des fins partisanes, des positions erronées sur un certain nombre de dossiers. Cette attitude est d'autant plus préjudiciable qu'elle affecte moins la fonctionnement du Parlement que l'image de la France. Nos partenaires ne

comprendent pas que des Français ne s'intéressent pas au jeu démocratique. En outre, comment ne pas déplorer que des Français, attachés à la présidence, sous prétexte qu'elle est française, s'érigent en porte-parole d'une grande majorité ? »

## M. Debré « stupéfait »

M. Michel Debré (R.P.R.) a adressé un nouveau télégramme à Mme Veil pour lui dire sa « stupéfaction », estimant que l'inscription de cette question est « illégale » et demandant à intervenir dans le débat qui commencera le 25 septembre à Strasbourg.

La Lettre de la Nation, organe du R.P.R., écrit, mercredi 12 septembre, sous la plume de Pierre Charpy :

« Peut-être faut-il établir une relation entre ces faits et la vague d'informations plus ou moins contrôlées sur le déséquilibre aggravé des forces en Europe entre l'Est et l'Ouest. Il existe certainement le danger de ramener la France, par un biais ou un autre, à une situation de faiblesse ».

## M. ANSART (P.C.F.) : une nouvelle offensive

M. Gustave Ansart, député à l'Assemblée européenne, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, mardi 11 septembre, à Paris : « Sous la présidence de Mme Simone Veil, à la demande des amis de M. Lecanuet, de M. Thatcher et de M. Strauss, une nouvelle offensive commence pour déposséder notre pays de sa défense nationale sans laquelle il ne peut exister véritable indépendance. L'Assemblée européenne devient un lieu privilégié de cette offensive, dans laquelle les réactionnaires des deux pays ont fait un effort. Ils veulent construire leur Europe en délaissant la France. Nous ne laisserons pas faire ».

De son côté, Mme Danielle Demarch, vice-présidente de l'Assemblée européenne, membre du comité central du P.C.F., a déclaré, mardi soir, sur Antenne 2 : « Nous avons largement expliqué, pendant la campagne pour l'élection européenne, que toutes les forces politiques françaises, à l'exception de notre parti, ten-

aient de camoufler leur volonté de voir l'Assemblée européenne accroître ses pouvoirs au détriment du Parlement français. On le voit bien maintenant : c'était une réalité, puisqu'un des premiers actes de cette réunion en France a été de porter, par le biais hypocrite des fournitures d'armements, les questions de

taille de camoufler leur volonté de voir l'Assemblée européenne accroître ses pouvoirs au détriment du Parlement français. On le voit bien maintenant : c'était une réalité, puisqu'un des premiers actes de cette réunion en France a été de porter, par le biais hypocrite des fournitures d'armements, les questions de

taille de camoufler leur volonté de voir l'Assemblée européenne accroître ses pouvoirs au détriment du Parlement français. On le voit bien maintenant : c'était une réalité, puisqu'un des premiers actes de cette réunion en France a été de porter, par le biais hypocrite des fournitures d'armements, les questions de

taille de camoufler leur volonté de voir l'Assemblée européenne accroître ses pouvoirs au détriment du Parlement français. On le voit bien maintenant : c'était une réalité, puisqu'un des premiers actes de cette réunion en France a été de porter, par le biais hypocrite des fournitures d'armements, les questions de

taille de camoufler leur volonté de voir l'Assemblée européenne accroître ses pouvoirs au détriment du Parlement français. On le voit bien maintenant : c'était une réalité, puisqu'un des premiers actes de cette réunion en France a été de porter, par le biais hypocrite des fournitures d'armements, les questions de

taille de camoufler leur volonté de voir l'Assemblée européenne accroître ses pouvoirs au détriment du Parlement français. On le voit bien maintenant : c'était une réalité, puisqu'un des premiers actes de cette réunion en France a été de porter, par le biais hypocrite des fournitures d'armements, les questions de

défense devant l'Assemblée européenne. Mme Demarch a souligné que ces questions « sont et doivent rester du seul ressort du Parlement français ».

M. Louis Odru, député (P.C.) de la Seine-Saint-Denis, a adressé au premier ministre, mardi, une question écrite, dans laquelle il affirme que, « trois mois à peine » après l'élection de l'Assemblée européenne, « le gouvernement français dévoile ses intentions, dissimulées au peuple français à l'époque de la campagne électorale, d'entraîner notre pays plus loin dans la voie de la supranationalité ».

Le gouvernement, ajoute M. Odru, « fait fi des déclarations, qui se résument aujourd'hui menaçantes, de M. le président de la République affirmant que le gouvernement français s'opposerait à tout accroissement des pouvoirs de l'Assemblée européenne au détriment du Parlement français ».

Le député poursuit : « Les « programmes communs de fournitures d'armements », tout comme les programmes de standardisation ou d'interopérabilité des armements, ne sont que le premier pas vers le sabotage de toute défense nationale authentique ».

M. Odru demande au premier ministre de « préciser de toute urgence si, oui ou non, il compte faire respecter le traité de Rome en faisant retirer de l'ordre du jour de l'Assemblée européenne la question concernant « les programmes communs de fournitures d'armements ».

## M. FRANÇOIS SCHER DIRIGERA LE CABINET DE Mme SIMONE VEIL

Mme Simone Veil, présidente du Parlement européen, a constitué son cabinet. Celui-ci sera dirigé par M. François Scher, conseiller des affaires étrangères, qui était représentant permanent adjoint de la France auprès des Communautés européennes. Chef de cabinet : M. Marc Dandelo, maître des requêtes au Conseil d'Etat. M. François Bordry sera chargé des relations avec la presse.

## RÉUNI A CAMBRAI

## Le GAP propose la création à l'Assemblée de groupes d'étude au sein de la majorité

De notre correspondant

Lille. — Deux ministres, MM. Jacques Barrot et Jean-Pierre Solson, cinq secrétaires d'Etat, MM. Jacques Legendre, Pierre Bernard-Raymond, Olivier Stirn, Marc Béaud et Jean-Paul Mourou ont participé aux journées d'études organisées à Cambrai par le Groupe d'action et de propositions (GAP), les 10 et 11 septembre. Une trentaine de parlementaires ont suivi les débats : la majorité d'entre eux appartenant au parti républicain, quelques élus R.P.R. (et généralement considérés comme assez éloignés de M. Chirac), ainsi que des membres du C.D.S., parmi lesquels M. Bernard Stasi, ancien ministre.

Que M. Raymond Barre ait tenu à passer trois heures avec ces députés pour se livrer à leurs questions, les écouter et bavardeur à bâtons rompus n'est pas sans signification. A la veille d'une rentrée parlementaire qui s'annonce difficile, le premier ministre a trouvé dans ce groupe un point d'appui, ou tout au moins le mini-exemple d'une majorité diversifiée active et pacifique.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'il se soit montré très attentif à leurs remarques concernant les rapports entre les parlementaires de la majorité et le gouvernement. M. Barre a bien répété qu'il n'y a pas de majorité de fait, ni même de premier ministre de fait. Cela dit et admis, il s'est montré très compréhensif en laissant à chacun le sentiment de bien le comprendre. Des formules comme celle-ci : « Quand je lis un discours de M. Couste de Murelle, je n'y trouve rien à redire », et d'autres amabilités à l'égard de M. Debré, même si certaines de ses propos sont qualifiés d'irréalistes, marquent un soulèvement d'apaisement.

Le GAP a pu faire valoir que les parlementaires étaient mis trop souvent devant le fait accompli par le gouvernement et l'on a reparlé des méthodes de travail au sein de la majorité sur un certain nombre de sujets spécifiques. On a un peu l'impression que l'on cultive la formule de Saint-Exupéry selon laquelle il suffit, pour que des hommes s'entendent, de les faire bâtir ensemble. M. Legendre constate ainsi : « Ce qui nous différencie sur le plan politique tend à s'effacer dès que nous allons au fond des problèmes à résoudre. Nous nous rejoignons dans les solutions à proposer ».

Il y a là évidemment une démarche qui ne peut que plaire au chef du gouvernement et recevoir la bénédiction de l'Élysée.

## Le P.C. : M. Barre à la sauveite

A propos de cette réunion, la fédération du parti communiste a publié un communiqué dans lequel elle déclare notamment : « Comparée au trinitisme qui en temps normal accompagne les déplacements ministériels, on ne peut s'empêcher de remarquer la discrétion avec laquelle le premier ministre s'est rendu à Cambrai en même temps que plusieurs autres membres du gouvernement. M. Barre venu dans le Nord à la sauveite ! (...) Ce n'est pas un signe de force. Le premier ministre, qui n'aurait affirmé son indifférence aux « porteurs de pancartes », s'est bien gardé de révéler à l'avance sa venue. » — G. S.

## LA PRÉPARATION DE LA SESSION D'AUTOMNE

## M. Barre va recevoir les représentants des parlementaires de la majorité

Comme il l'avait fait avant la rentrée de printemps, M. Raymond Barre se propose de s'entretenir avec les représentants des parlementaires de la majorité pour préparer avec eux la session d'automne du Parlement qui doit débuter le 1<sup>er</sup> octobre.

Le premier ministre recevra à déjeuner, mardi 18 septembre, MM. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. ; Roger Chiniard, président du groupe U.D.F. ; ainsi que les présidents des six commissions permanentes de l'Assemblée nationale. M. Barre et ses hôtes s'entreprendront de l'après-midi de la session en présence de MM. Maurice Fapon, ministre du budget, et Jacques Limoux, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Ce déjeuner sera suivi d'une séance de travail consacrée à la préparation du débat sur le projet de loi relatif à la réforme de la fiscalité locale. Outre MM. Labbé et Chiniard, participeront à cette réunion MM. Michel Aurillac (R.P.R.) et André Georges Voisin (app. R.P.R.),

respectivement président et rapporteur de la commission spéciale qui a examiné le projet (le Monde du 17 mai). Plusieurs des députés de la majorité siégeant à cette commission ont été invités. Les représentants de l'opposition, en revanche, ne le sont pas.

M. Barre s'entreprendra ultérieurement avec M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, qui sera ce jour-là, en voyage aux États-Unis. Le chef du gouvernement recevra également, le jeudi 4 octobre, M. Alain Pöcher, président du Sénat, et les présidents des commissions permanentes. Une semaine plus tard, le jeudi 11 octobre, les présidents des groupes de la majorité du Sénat, MM. Marc Jaquet (R.P.R.), Philippe de Bourgoing (U.R.P.), Adolphe Chazurin (U.C.D.P.) et inter-groupe (U.D.F.) et Paul Ribeyre (C.N.P.), seront à leur tour conviés à déjeuner à l'hôtel Matignon.

Entre-temps, M. Barre doit assister, le jeudi 27 septembre, à Vitry, à la séance de clôture des Journées parlementaires de l'U.D.F. Il n'a pas été invité, en revanche, à assister aux journées parlementaires du R.P.R., qui auront lieu à Aix-les-Bains du 28 au 30 septembre.

(Publié)

## économies de courant d'air

Les jointures de fenêtres et de portes laissent pénétrer froid et froid. Verrephon, nouveau joint d'étanchéité, garde indéfiniment sa souplesse et son efficacité. Associé au double vitrage, il permet de très fortes économies de combustible. Sa pose est rapide et sans problème. Nos prix d'installation sont particulièrement raisonnables (crédit). Profitez du printemps pour vous protéger. — SAÏRES, 49 ter, rue de Flandre (19<sup>e</sup>) - Tél. : 206-34-12.

## A FLORENCE PALAZZO STROZZI

11<sup>e</sup> foire internationale des antiquités

15 septembre-7 octobre

Horaire : de 10 heures à 13 heures et de 15 h. 30 à 20 h. 30

SECRÉTARIAT - Téléphone : 055-28-26-35

## Le ministre américain de la défense suggère une « division du travail » entre alliés pour la protection des lignes de ravitaillement maritime

Le ministre américain de la défense n'écarte pas la possibilité de proposer aux partenaires des États-Unis, en matière de sécurité internationale, un accord visant à instaurer « une division du travail » entre alliés, aux termes duquel « ceux-ci assureraient une plus grande part du fardeau de notre puissance militaire commune, dans leur propre région, alors que nous nous consacrerions davantage vers la constitution de forces militaires de caractère planétaire ».

Déjà, lors de précédentes réunions ministérielles de l'OTAN, des responsables américains avaient émis de telles suggestions.

Au cours d'un récent entretien radiodiffusé aux États-Unis, dont les services d'information d'ambassade américaine à Paris viennent de rendre publique la traduction, M. Brown estime qu'il est important pour les Américains de « rester forts sur toute l'étendue de la planète ».

« Je pense que nous ne pouvons pas priver nos forces terrestres de la puissance dont elles ont besoin pour soutenir les efforts de nos alliés européens et maintenir un équilibre satisfaisant sur terre en Europe, a expliqué M. Brown. Si nous parvenons à assurer un tel équilibre, il nous faudra encore pallier la vulnérabilité des approvisionnements de pétrole, non seulement aux États-Unis, mais plus encore hors de chez nous ».

« Je crois exact qu'avec des navires à long rayon d'action comme les nôtres, nous sommes mieux placés pour y parvenir, dans l'océan Indien, que nos alliés. Et c'est pourquoi il pourrait se faire que, dans l'avenir, ceux-ci assurent une plus grande part du fardeau de notre puissance militaire commune, dans leur propre région, alors que nous nous consacrerions davantage vers la constitution de forces militaires de caractère planétaire. Je n'écarterai pas cette possibilité, tout en sachant que la chose exigera un accord très soigneusement élaboré de la part de nos alliés, aux termes duquel ils se chargeront de faire l'appoint ».

Si les États-Unis décidaient d'accroître leur effort militaire total, leurs alliés, estime M. Brown, « seraient très probablement prêts à accepter

que la plus grande partie de cet accroissement soit affectée à des domaines tels que les systèmes stratégiques ou les systèmes navals de caractère planétaire, car il y a moins de chances pour qu'ils s'en dotent eux-mêmes ».

« En ce qui concerne le nombre de bâtiments et le prix de chacun, ajoute le ministre américain de la défense, le seul accord pour penser que les alliés doivent disposer, à eux tous, de navires suffisamment nombreux pour être présents sur un grand nombre de théâtres en même temps. La difficulté est que la menace augmente et qu'il nous faut produire des systèmes énormes et coûteux pour y faire face ».

« Encore une fois », a conclu M. Brown, « il est possible de mettre au point une division du travail dans ce domaine. Les États-Unis fourniraient la majeure partie des bâtiments les plus gros et les plus compliqués que nous sommes seuls à pouvoir produire. Nous sommes seuls membres de l'Alliance, avec les Français, à posséder des porte-avions et ils n'en ont qu'un petit nombre, peut-être pas plus de deux. Nous sommes les seuls qui ayons été capables de construire les radars à balayage électronique par dépassement qu'exige la défense aérienne dans un environnement exposé à un degré élevé de menace. (...) L'Alliance, dans son ensemble, a besoin d'un plus grand nombre de bâtiments plus économiques, quelques-uns de conception nouvelle, et il nous faudra déterminer quels sont ceux que nous construirons et ceux dont la construction sera confiée à nos alliés ».

La franchise des propos du ministre américain de la défense ne surprendra sans doute pas ceux, parmi les responsables gaullistes et les représentants de l'opposition en France, qui ont toujours critiqué la stratégie des États-Unis parce qu'elle reviendrait à proposer, indirectement, à leurs alliés — à l'instar d'une formule célèbre de M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort — d'être les « harles » des Américains ou leurs milices locales,

concernant un partage des charges communes de la défense occidentale.

Mais c'est la première fois que les propos d'un ministre américain de la défense — en la circonstance M. Harold Brown — sont aussi précis sur l'éventualité d'une division des responsabilités entre, d'une part, les États-Unis, qui s'occuperaient des systèmes stratégiques lourds et du dispositif naval à longue distance pour le compte des alliés, et d'autre part, les partenaires de Washington, « qui se chargeraient de faire l'appoint », pour reprendre l'expression du chef du Pentagone.

tendus que Washington s'attribuait le droit d'être le « gendarme » du monde.

On n'est pas très éloigné de l'analyse, présentée par certains, selon laquelle les États-Unis, se réservant la maîtrise des armes stratégiques et de la paupérisation navale à l'échelle mondiale, sont en réalité guidés par leur souci de restituer progressivement à leur alliés leur part du « fardeau » commun de la défense occidentale, pour mieux se consacrer aux exigences de leur rivalité globale avec l'Union soviétique.

Pour ce qui concerne le seul aspect de cette « division du travail » dans la politique navale à mener pour assurer la sécurité des approvisionnements du monde occidental, la France a déjà été admise par M. Brown, à des forces navales « contribuent, en liaison éventuelle avec celles d'autres nations, à la sécurité du trafic maritime qui assure nos approvisionnements ».

Le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Jean Lanusse, a, en 1977 et 1978 à l'Institut des hautes études de défense nationale, été catégorique sur ce point : « Notre trafic maritime, en particulier celui qui emprunte la route du Cap et les routes de l'Atlantique nord, ne sera défendu qu'à la mesure de la contribution que nous apporterons à la défense commune. Il faut être sans illusions là-dessus. (...) Au-delà

d'un certain seuil d'agression, l'interdépendance de plus en plus poussée de l'Europe conduirait nécessairement les alliés à s'engager les uns contre les autres ».

Incapable d'assurer à elle seule une présence maritime planétaire et déterminée à ne pas se reposer de ce soin sur les seuls États-Unis, la marine française est donc contrainte de composer avec ses alliés en apportant sa contribution à la défense commune des lignes de ravitaillement — J. L.

## ROLLING LETTERS

Traitement de textes en trilingue. Se charge de tous vos problèmes dactylographiques. Travail soigné, broché, excellente présentation, délai rapide, prix intéressants.

Tél. : 666-62-61 - 990-27-38.

## « MALLETTE BIONIQUE 007 »

L'extraordinaire mallette qui peut vous sauver la vie.

- Elle détecte les vapeurs d'explosion ;
- Vous protège contre les balles ;
- Détecte les dispositifs d'écoute électroniques ;
- Élimine les parasites et conversations pendant 6 heures ;
- Immobilise un agresseur ;
- Contient un émetteur caché de pistage ;
- Déclenche une sirène d'alarme hurleuse en cas de vol.

ET ELLE RESSEMBLE A VOTRE ATTACHE-CASE ORDINAIRE NI PLUS GRANDE NI PLUS LOURDE.

The Counterspy Shop  
62 S. Audley St., London W 1 Angleterre.  
Tél. : (01) 23-8223 - (01) 235-9112.  
Téléc. : 816708.

**VOIX ET EXPRESSION**  
PARLER AVEC AISANCE  
SE FAIRE ÉCOUTER  
MAÎTRISER L'ÉMOTIVITÉ  
CONVAINCRE, DÉCIDER

Tous renseignements :  
C.E.S.D.E.L. : de 14 h. 30 à 19 h.  
24, rue Henri-Berthouet - 75005  
Téléph. : 1-25-18-10 - 338-15-82

**Le Parti Socialiste**

**M. Prouteau**

**Bachelier en vendre c'est un mal**

**Découvrez les champs semailles**

**Larousse de la langue française**  
Le nouveau code de la langue



# AU PARTI RADICAL

## M. Bariani annonce sa candidature à la présidence M. Prouteau renonce à la sienne

M. Didier Bariani, secrétaire général du parti radical, député U.D.F. de Paris, a annoncé mardi 11 septembre son intention de se porter candidat à la présidence de cette formation lors du congrès qui aura lieu du 12 au 14 octobre.

M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, ancien grand maître du Grand Orient de France, a fait savoir au cours de la même conférence de presse qu'il renonçait à sa propre candidature à ce poste (en février dernier, il avait annoncé son intention de briguer la succession de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber).

M. Prouteau a donné deux raisons de sa décision de s'effacer : d'une part la nécessité pour lui, dans la période de crise que traverse la France, de se consacrer à sa tâche gouvernementale, d'autre part sa volonté d'affecter « la part disponible de son temps à l'action au centre gauche pour demain. Il faut sans doute ajouter à ces explications une autre, plus pragmatique : à partir du moment où M. Bariani décide, lui aussi, d'être candidat, l'entreprise de secrétaire d'Etat devenait fort aléatoire : même avec le soutien des clubs République et démocratie, dont il est le fondateur, il lui aurait été bien difficile de réunir une majorité sur son nom lors du congrès : dans quelque parti que ce soit, et au parti radical peut-être plus que dans tout autre, celui qui tient l'appareil bénéficie d'un avantage considérable. C'est le cas pour M. Didier Bariani, secrétaire général depuis vingt-huit mois, ancien président de la fédération de Paris et avec lequel M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait dû faire alliance lors du congrès de Paris en mai 1977 pour triompher de M. Edgar Faure.

En outre, on peut considérer que cet accord « verrouille » en quelque sorte toute autre possibilité. Non seulement il constitue un obstacle d'importance devant M. Servan-Schreiber dans l'hypothèse où celui-ci souhaiterait demander le renouvellement de son mandat, mais, de surcroît, il rend problématique toute autre combinaison. Il semble bien en effet que certains « caciques » du parti nourrissent l'espoir de jouer un rôle prédominant au terme du prochain congrès. Sans parler de M. Edgar Faure, auquel cette présidence-là — comme toute autre — n'aurait pas déplié si on la lui avait offerte.

Quant à M. Servan-Schreiber, nul, place de Valois, ne connaît ses intentions. Il n'a pas reparu au siège de la formation depuis le mois de mai dernier, époque

à laquelle sa décision de présenter une liste de candidats aux élections européennes l'avait conduit à se couper des autres responsables radicaux, puis — après l'échec de sa liste — à être mis en disponibilité par ses pairs (le 23 mai, le bureau du parti avait constaté, à l'unanimité des présents, que l'ancien député de Meurthe-et-Moselle ne se trouvait plus « en mesure d'exercer ses fonctions de président »).

### « L'autre gauche »

Mardi, M. Bariani a offert à M. Prouteau la « première vice-présidence » du parti, ce qui témoigne d'un réel optimisme sur l'issue des prochaines assises. L'ancien secrétaire général a souhaité que, sous son autorité, les radicaux se fassent les promoteurs de ce qu'il nomme « l'autre gauche ». Il a aussi exprimé son intention de mettre en place, avec l'aide de son nouvel allié, une équipe plus jeune et plus efficace, et demande que soient redéfinies les modalités de fonctionnement de l'U.D.F.

Les radicaux ne remettent pas en cause leur appartenance à la coalition giscardienne, mais ils souhaitent une plus grande liberté d'expression en son sein, et voudraient que leurs propositions soient plus facilement prises en compte.

### NOËL-JEAN BERGEROUX.

(M. Didier Bariani est né le 16 octobre 1943 à Bellerive-sur-Allier. Marié, père de deux enfants, il est licencié de droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après avoir occupé de 1969 à 1974 un poste de chargé de mission au C.N.F.F., il dirige un centre de formation permanente, puis crée un cabinet de conseil en communication et organisation.)

Entré au parti radical en 1968, il accède au comité directeur de cette formation en 1971 et devient, en 1974, président de la fédération de Paris, poste qu'il abandonnera en 1978, après avoir été élu député U.D.F. de la trentième circonscription de la capitale (partie du vingtième arrondissement).

Membre du bureau du parti radical depuis 1975, M. Bariani a été chef du cabinet de M. Gabriel Périot (de juin 1972 à août 1978) quand celui-ci occupait les postes de secrétaire d'Etat à l'environnement, puis à la fonction publique. Lors du congrès de Lyon de son parti, en 1975, il avait largement contribué à la victoire de M. Fournet sur M. François Giroud pour la présidence de la formation radicale.

Au congrès de Paris, en 1977, c'est à M. Servan-Schreiber qu'il avait apporté l'appui de ses troupes pour vaincre le candidat de M. Edgar Faure. M. Bariani a été vice-président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et vice-président de l'U.D.F.

## POINT DE VUE

# Mais où est donc passé le centre gauche ?

par DIDIER BARIANI (\*)

Mais où est donc passé le centre gauche ? Ce courant de pensée semble parcourir une phase byzantine, et il faut en vérité une bonne dose d'acharnement et de patience pour s'y orienter.

La multiplication de ceux qui prétendent l'avoir vu apparaître chez eux — à l'U.D.F. avec le P.R.S., dans la famille socialiste avec le M.R.G., quelque part au milieu du gué avec les amis de Robert Fabre — fait penser immanquablement à la chanson : « Il court, il court le furet ».

### Partout ? Nulle part ?

Pourtant, jamais positionnement politique n'a été autant revendiqué, et ceux qui s'en réclament appartiennent parfois à des formations ou à des familles de pensée que l'on n'aurait pas, a priori, situés à cet endroit. Ce phénomène est d'autant plus étonnant que l'expression parlementaire de ce centre gauche est devenue bien réduite, une trentaine de députés peut-être, et autant de sénateurs, siégeant d'ailleurs dans des groupes qui s'opposent de plus, tous les scrutins de ces dernières années montrant à l'envi la marginalisation de l'électorat qui se reconnaît dans ce courant quand des hommes ou des listes affirment expressément et exclusivement le représenter.

Règne donc sur la classe politique ce mythe qui a la vie dure selon lequel les Français sont, au fond de leur cœur, au centre-gauche, c'est-à-dire radicaux, même s'ils ne peuvent en toute occasion l'exprimer.

Alors plus d'un candidat, s'il ne renonce pas au label de sa formation politique, laisse entendre, au cours de ses dialogues électoraux, qu'il se tient en réalité à ce point de rencontre insaisissable, avec un électeur qui ne l'est pas moins et qui doit se situer comme on dit un peu à gauche, mais pas trop loin du centre, que le carcéralisme français considère toujours comme la bouée de sauvetage indispensable quand les choses risquent de dériver trop profondément.

Il est étonnant, ou, de voir plus d'un conservateur, et même de solides réactionnaires, faire appel à ce brevet de républicanisme sans lequel il n'est pas d'élection assurée (personne n'est de droite en France, c'est bien connu), ou encore de voir nombre de socialistes frileux qui mesurent à juste titre qu'avant de se lancer joyeusement dans l'aventure collectiviste, les bourgeois qui somment dans chaque Français veut d'abord qu'on lui garantisse

qu'il faut certes animer le débat, mais que l'on soit là aussi raison garder.

Alors la question se pose : le centre gauche représente-t-il encore un comportement politique définissable, et quelle famille politique peut prétendre s'y réclamer de façon qui ne soit pas indue ?

Le radicalisme a indiscutablement de nombreux titres pour s'en prévaloir, dans la mesure où il incarne cette tradition de républicanisme, d'humanisme, d'esprit de réforme qui caractérisent traditionnellement le centre gauche.

Mais les radicaux ont si bien étalés leurs objectifs centennaires que leur apport est devenu l'aqueduc de la nation tout entière, un héritage que personne ne remet plus en cause. Ce qui est leur honneur, mais leur drame, la meilleure mais la pire des choses, car si le France est radicale, elle ne le sait plus semble-t-il depuis assez longtemps.

### Le prix de la solitude

Mais si la fonction du radicalisme se réduit à négocier à chaque échéance, une coloration « centre gauche » et un label de républicanisme aux grandes formations qui veulent l'absorber, le problème de sa survie, posé régulièrement depuis quelques années, se résout de lui-même par une extinction lente, discrète, régulière, qui ne gênera plus personne.

Pourtant, alors que sa vertu et sa force dans des combats sociaux, éducatifs sans aucun doute, dont les résultats, d'élections locales en législatives et de législatives en européennes, méritent moins l'authenticité que l'isolement, moins la spécificité que la marginalisation ?

Reconnaissons, avec de multiples expériences à l'appui, que le corps électoral a douché bien des ambitions de cet ordre, et que la qualité des intentions des candidats combattants de la gauche républicaine pure et solitaire rencontre depuis près de vingt ans la désolante indifférence de l'opinion.

Bref, il ne suffit pas d'être seul pour être séduisant. Il faut encore être compris. C'est le plus difficile. Il faut d'ailleurs cesser de professer, avec une ingénuité qui n'est souvent que de la naïveté, que les seuls combats dignes de respect sont ceux dans lesquels on s'engage sans les autres.

Enfin, comme d'autre part il paraît salubre de renoncer aux habiletés des caciques qui trouvent judicieux d'avoir un pied dans chaque camp, au nom d'un éclectisme qui n'est que l'habillage de la facilité, nous voilà conduits à nous poser le problème de savoir comment la diaspora du centre gauche peut s'exprimer utilement dans la vie publique de ce pays. En soulevant d'abord la question de la stratégie : en nous demandant si l'association du centre-gauche à des ensembles plus vastes le voue à la disparition à plus ou moins long terme ou, au contraire, lui permet, en l'état actuel des choses, de lutter contre son érosion et d'y trouver une infrastructure et une notoriété donnant une meilleure audience à ses propositions, voire à ses décisions. Tout dépend alors de l'aptitude de ceux qui veulent l'entraîner au-delà de son point d'ancrage.

Les grands regroupements politiques luttent souvent fort mal contre l'érosion, et les syndicats, aux heures sombres de leur déclin, ont dû constater les apports des plus dynamiques de leurs composantes.

Mais le centre-gauche peut aussi y retrouver un rôle national, pour peu qu'il sache manifester avec suffisamment de détermination à ses partisans sa conviction sur ses principes, objectifs et sur les grandes principes qu'il veut défendre. C'est une pédagogie et un effort de chaque jour et — avouons-le — un problème de rapport de forces. Et si, quelque mauvais jour, nos partenaires atteints d'une surdité permanente, à nos propos, provoquant la rupture de nos engagements, nous aurons devant le pays des explications à donner, qui seraient mieux entendues si elles étaient fondées sur des désaccords de choix de société ; bien mieux que si elles reposent sur des cassures nées de la mauvaise humeur, du chantage tactique permanent qui aurait fait tourner ou du mécontentement pour quelque considération personnelle.

Demeure posé le problème majeur qui conditionne notre existence même, à savoir : « Avons-nous encore quelque chose d'original à dire ? » Comme trouver par quelle passerelle transmettrons notre message, qui s'adressera largement à celui de la République, pour répondre aux interrogations de l'avenir, qui exigent une révision des

habitudes de pensée et des modes d'agir.

Saurons-nous tirer de notre passé une aptitude particulière à affronter les problèmes de demain ?

Une famille politique ne sera plus jugée dans les années à venir sur des schémas de pensée conçus *in abstracto*, sur des références idéologiques immuables, sur des propositions qui se situeraient hors du temps ; sa vitalité dépendra de sa capacité à fournir des réponses à la situation devant laquelle se trouve la société française. Le mot crise ne convient plus. Car il faut parler d'entrée dans une ère nouvelle ; la France subit en effet de plein fouet une révolution silencieuse, que les Français refusent encore de voir, et l'on peut parler de mutation de société et de recherche de nouveaux équilibres mondiaux.

Finie, en effet, la croissance rapide de ces vingt dernières années. La crise de l'énergie et des matières premières, la poussée du tiers-monde, les difficultés monétaires internationales remettent en cause profondément les progrès du niveau de vie et le mode de vie lui-même. L'emploi est l'enjeu d'un défi sans aucune commune mesure avec ceux que la société française a déjà relevés.

Le centre gauche saura-t-il utiliser son expérience de la démocratie pour proposer des solutions qui permettent de créer de nouvelles activités, de nouvelles technologies, de planifier et de programmer la formidable mutation de l'emploi des Français ? En sachant qu'à court terme la télématique et la micro-informatique seront les instruments privilégiés de l'organisation sociale.

A-t-il la possibilité de faire voir, faire savoir et faire comprendre aux hommes qu'il faut considérer les ramifications de la gaspillage, les restructurations industrielles, le sous-emploi et la mobilité professionnelle comme autant de conséquences provisoires, inévitables d'un grand bouleversement, qu'il faudra, pour relever ce défi et pour forger un nouveau destin, une plus grande solidarité du corps social et une réelle prise en considération des biens entre les générations associées à une lutte véritable contre les inégalités devenues insupportables.

Pourra-t-il faire comprendre que la réponse n'est pas dans la mise en place de systèmes de production et de distribution étatisés, imaginés voilà plus d'un siècle et qui se situent maintenant hors du temps, mais dans l'instauration d'une société de solidarité nationale, qui impliquera des redistributions, des ramèges en cause, des sacrifices aussi de ceux qui sont privilégiés ?

Nos concitoyens en difficulté attendent autre chose que des vœux pieux, de la pitié, ou l'expression d'une charité ostentatoire. Le devoir de l'homme politique, le devoir de la gauche de réforme, c'est d'expliquer qu'il faut avoir le courage d'accepter un partage plus fraternel, moins par abnégation ou par crainte que par bon sens et lucidité.

Et puis il y a la République, système politique cher aux hommes de centre gauche qui en sont les pères fondateurs, système politique bien imparfait, particulièrement en raison du fait que la République reste encore largement à faire, mais qui, dans l'attente, nous permet de maintenir de nos libertés fondamentales. Ce système correspond à un idéal vivant mais fragile, vulnérable et menacé. Fragile, et fragile que dans le monde chaque jour diminue le nombre d'hommes et de pays où la démocratie peut se reconnaître, à tel point que des continents entiers se voient progressivement disparaître.

Vulnérable, si vulnérable car les

périodes de bouleversement économique et de pénurie s'accompagnent toujours de mauvaises démons, et de la tentation des totalitarismes de toutes espèces.

Menacée, surtout, si menacée dans sa nature même, car les investigations des nouvelles technologies et des nouvelles sciences dans le domaine du gouvernement des hommes peuvent engendrer des formes monstrueuses de pouvoir politique, qui échappent absolument aux schémas connus et aux procédures de contrôle qui, pour nous, définissent et garantissent la démocratie. J'en veux pour preuve l'espèce d'affaiblissement du contrôle parlementaire que chaque élu peut quotidiennement mesurer.

En ce domaine aussi, la sensibilité républicaine devrait nous créer une aptitude particulière à la vigilance et à l'action dans le domaine — dont tout dépend — des droits de l'homme.

### L'enjeu et les moyens

Constatons avant de réagir que tout parti ou tout leader, qui ne dispose, le moment venu de l'élection, de la presse, de la télévision et de l'argent nécessaires à son omniprésence, est dans une situation minorée dès le départ. D'où la nécessité absolue pour toute formation de disposer, voire, s'il le faut, de créer des « vedettes » qui seront destinées à assurer sa popularité et à garantir sa pérennité.

Le rôle du centre gauche n'est-il pas de faire mesurer à l'opinion que par paresse, ne s'informe plus, ou se paresse, ne s'informe plus, ou se borne à quêter son information à travers la schématisation excessive des symboles épais ou des drames en chaîne, est un démocrate menacé, et que nous sommes loin des choix éclairés sur lesquels les artisans du suffrage universel avaient fondé l'espoir de sa perfectibilité ? Il faudra y remédier, ou la démocratie s'y perdra sans retour.

Tout le monde le ressent : les partis sont à côté de la réalité politique. Il leur faut changer de langage et épouser leur temps pour rassembler les interprètes d'une société dont ils n'ont pas pressenti qu'ils incarnaient et retard les formalités mutations politiques et sociales.

L'enjeu, c'est une société plus juste, plus solidaire, plus responsable. Cet enjeu demande autre chose qu'une bonne volonté sans risques. Il exige une immense volonté politique. L'enjeu, c'est une société chaleureuse et généreuse, qui nous impose une rupture avec les habitudes séculaires et la remise en cause de nos égocentrismes individuels et collectifs, une société qui nous reconciliera peut-être avec le monde du travail, avant que celui-ci ne choisisse définitivement et brutalement de tourner le dos à nos insuffisances et à ses déshillusions.

L'enjeu, pour la France comme pour l'Europe, ce sera une société transformée appartenant aux citoyens : faute de quoi nous serions, à terme, condamnés par la supériorité des autres continents et par le poids écrasant des idéologies qui se nourrissent de la misère et qui brisent les hommes.

L'état, dans le monde, se resserme chaque jour autour des pays où règne la liberté ; nous ne saurons la nôtre qu'avec notre volonté : encore faut-il que tous nos concitoyens aient envie de se battre pour la conserver. Du poids de nos efforts dépendra l'indispensable cohésion nationale. Le centre gauche aura sa raison d'être et, avec lui et par lui, le parti radical-socialiste, qui a vocation à en être l'expression politique s'il sait représenter et traduire ces inquiétudes, ces aspirations, ces besoins vitaux.

Bachelier ou non :  
vendre,  
c'est un métier.

Un métier de plus en plus recherché : le nombre et la qualité des offres d'emploi en témoignent.

Mais de nos jours, préparer un métier de la vente exige une solide formation. Vous pouvez l'acquiescer en 2 années d'études pratiques à :

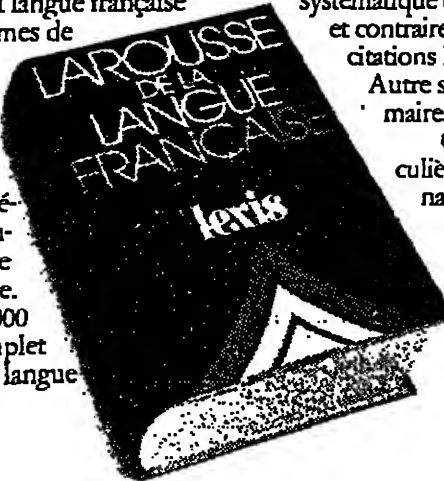
**Ecole Pigier**  
Institution d'enseignement privé

55 rue de Rivoli, 75001 Paris  
Tél. 233.44.88

## Découvrez les champs sémantiques.

Pour mieux explorer la richesse des mots, le Larousse de la langue française dégroupé les homonymes de sens différents, et regroupe dans le même article les dérivés et les composés issus d'un même sens.

Ce classement méthodique a permis d'introduire une étonnante ampleur de vocabulaire. Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume.

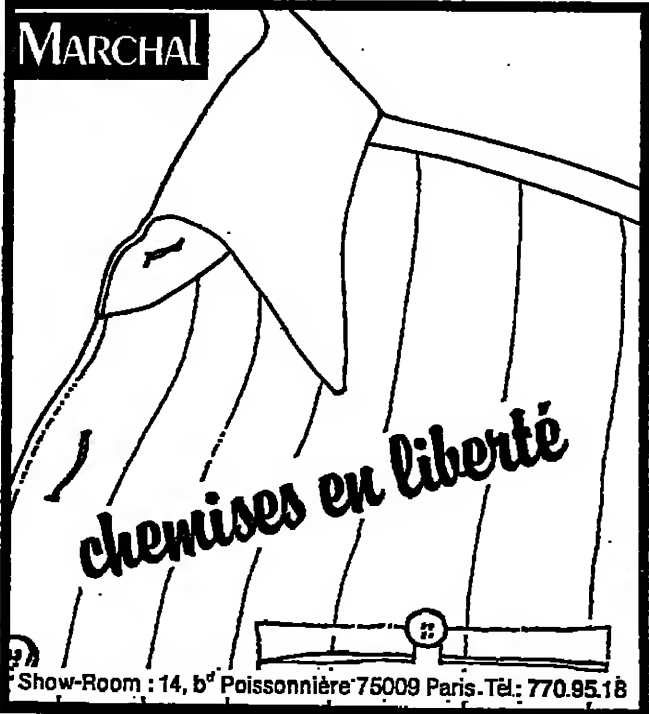


Sous chaque mot, une présentation systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires.

Autre spécificité : une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique.

Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

**Larousse de la langue française :**  
Le nouveau code de la langue.



Show-Room : 14, b° Poissonnière 75009 Paris. Tél. 770.95.18



# POLITIQUE

## AVANT LA RENCONTRE P.S.-P.C.

**M. MITTERRAND : la volonté populaire ne peut pas être ignorée.**

De retour d'un voyage aux Antilles, M. François Mitterrand a notamment déclaré, mardi matin 11 septembre, à propos de la rencontre entre des représentants du parti socialiste et du parti communiste prévue pour le 20 septembre et des réserves exprimées sur la portée de celle-ci par M. Marchais (Le Monde du 11 septembre) : « Il se peut que pour des raisons purement tactiques, d'un ordre assez limité, le parti communiste ne soit pas disposé à rétablir la capacité politique, le moyen, sur le plan économique et social, de changer la situation actuelle. C'est son affaire (...). Bien entendu, le P.S. lui, le veut. Alors, la chose la plus tenue est à prendre, et, dans la mesure où les dirigeants du parti communiste ont été amenés à accepter cette rencontre, même s'ils essaient d'en diminuer le contenu, c'est déjà quelque chose, à nos yeux, de positif. En tout cas, cela montre que la volonté populaire ne peut pas être ignorée des responsables politiques. »

**MM. LAURENT FABRUS ET BÉRÉGOVOY (P.S.) SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ DE RELANCER L'UNION DE LA GAUCHE**

MM. Laurent Fabrus, porte-parole du parti socialiste, et Pierre Bérégovoy, secrétaire national, ont tous deux souligné lundi 10 septembre la nécessité de relancer l'union de la gauche, le reste étant à leurs yeux secondaire. Commentant au micro de Radio-Monte-Carlo les déclarations des dirigeants communistes à la fête de l'Humanité (Le Monde du 11 septembre), M. Bérégovoy a notamment déclaré : « Comment peut-on lutter à la base contre la politique du pouvoir si on continue de s'effrayer au sommet ? Le P.C.F. dit à chaque instant qu'il faut lutter à la base, mais se comporte comme si le P.S. était son principal adversaire. Il doit revoir son attitude. »

« Si Raymond Barre est encore premier ministre, a-t-il ajouté, c'est parce que la P.C.F. a renoncé aux grandes options du programme commun et à gouverner avec les socialistes. » De son côté, M. Fabrus a indiqué que sur France-Inter qu'il importait de « parler franchement » en disant si « on est pour ou contre l'union. Les socialistes estiment qu'il faut tout faire pour qu'elle soit relancée ». « C'est pourquoi, a-t-il encore dit, ils attendent que des décisions puissent être prises à la rencontre P.C.-P.S. du 20 septembre, mais, en même temps, nous disons que ce serait vraiment une manœuvre tactique et très mal reçue que les communistes essaient de faire en sorte que cette réunion n'ait pas de résultat et, en même temps, démontrent son caractère illusoire. »

**M. COT : l'avant-projet socialiste de M. Chevènement ne peut mobiliser ni le parti ni le pays.**

M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, a déclaré dimanche 9 septembre à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), que « l'avant-projet socialiste » présenté par M. Jean-Pierre Chevènement « ne peut mobiliser ni le parti dans son ensemble ni le pays pour les épreuves à venir ». « Chevènement, a-t-il ajouté, a laissé courir sa plume avec espérance et s'est livré à l'une de ces provocations dont il a le secret. Connaissant tous les acquis du socialisme autogestionnaire quand il ne les assimile pas au giscardisme, refusant une analyse économique crédible de la crise, traitant par le mépris les aspirations des couches nouvelles, les problèmes écologiques ou les revendications régionales, oubliant l'engagement européen des socialistes, Chevènement propose de cultiver la nostalgie de l'Empire français disparu en 1940. »

## L'ÉLABORATION DU PROJET SOCIALISTE

### Une séance d'« observation » de la commission

La commission chargée d'élaborer un premier texte du « projet socialiste » s'est de nouveau réunie, mardi 11 septembre, dans les locaux de l'Assemblée nationale. Pour la première fois, M. François Mitterrand a présidé la séance, qui a duré près de trois heures. Le premier secrétaire du parti socialiste, qui devait rencontrer dans l'après-midi les dirigeants de la FEN (voir page 12), n'a assisté qu'à une partie des travaux.

M. Mitterrand a néanmoins donné son sentiment sur le texte initial rédigé par M. Jean-Pierre Chevènement (Le Monde du 1<sup>er</sup> septembre), secrétaire national aux études et chef de file du CERS, au cours d'une réunion du courant majoritaire du parti (Mitterrand et CERS) qui s'est tenue peu avant celle de la commission. Selon M. Fabrus, porte-parole du P.S., il aurait indiqué à cette occasion que le document avait « du souffle », et ajouté : « C'est un texte qui fait face aux problèmes qui se posent au pays au cours de la prochaine décennie, dont un certain nombre de points auront besoin d'être discutés (notamment sur les rapports avec l'O.R.S.S. et l'« énergie », la croissance, la dette, la lutte d'idées (quelle place faut-il lui donner ?) ; 2) la lutte d'idées (quelle place faut-il lui donner ?) ; 3) la croissance (tout en étant « différente », la croissance devra-t-elle être forte ou non ?) ; 4) l'énergie (des divergences existent sur des questions comme l'énergie nucléaire ou les surrégénérateurs). La troisième partie du projet (« agir »), qui recèle sans doute le plus de désaccords potentiels entre les différents courants, sera examinée en détail lors de la prochaine réunion de la commission, qui devra avoir lieu mercredi 19 septembre. Une autre réunion pourrait également se tenir avant le comité directeur du 29 septembre. C'est en tout cas à cette date que les « arbitrages » décisifs auront lieu. Ensuite, la commission se réunira de nouveau pour mettre en forme le texte définitif, mais qui comportera peut-être des options sur différents thèmes — qui sera envoyé à toutes les sections du parti. Celle-ci pourront émettre des critiques sur lesquelles la convention nationale aura à se prononcer les 15 et 16 décembre.

### Des « textes alternatifs »

Outre le fait que la troisième partie du projet n'a pu, en raison de sa rédaction inachevée, être examinée au fond par la commission, plusieurs raisons expliquent que les débats soient restés à un stade d'« observation », à la fois des différents courants entre eux et du texte amendé de M. Chevènement. Les amis de Michel Rocard ont en effet déposé cinq « textes alternatifs » en plus des cinq « notes critiques » déjà déposées la semaine dernière. Enfin, trois autres textes n'ont pas encore été distribués à tous les membres de la commission. Ils émanent de MM. Lionel Jospin, Paul Quilès (sur l'énergie) et Jean-François (sur l'O.R.S.S.), tous trois partisans de M. Mitterrand. Le fait que ces différentes contributions n'aient pu encore être étudiées par la commission justifie, a priori, le sentiment de M. Martineau (courant Rocard), pour qui « le vrai débat n'a pas été encore engagé ». Selon lui, M. Mitterrand « a dû d'abord recadrer le problème dans le cadre de sa majorité. Ensuite, il restera à savoir quelles ouvertures il nous fera. Nous n'avons pas pour nous une charge de cavalerie, a-t-il ajouté, contre un texte qui n'est pas destiné à rester en l'état. Nous n'allons pas nous laisser enfermer dans une logique qui nous conduirait à opposer un texte à un autre. » Cette prudence des amis de M. Michel Rocard, qui ne veulent pas « fermer la discussion » avant que les problèmes les plus litigieux ne soient abordés, va de pair avec celle affichée par les partisans de M. Mauroy. Ainsi pour M. Pierrat, « la logique générale du texte reste encore inchangée ». De part et d'autre, la volonté existe de ne pas faire d'un éventuel élargissement de la majorité issue du congrès de Metz, dont les membres insistent aujourd'hui sur le caractère amendable de l'avant-projet, quasi-lit de « base de discussion » par M. Chevènement, et dont M. Fabrus s'attache à dire qu'il pourra « intégrer » un certain nombre de modifications apportées par les amis de MM. Mauroy et Rocard, si cela « est possible ». La discussion est donc encore très ouverte, de nouvelles contributions pouvant être déposées.

LAURENT ZECCHINI

# Voici pourquoi vous devriez consulter la banque qui a implanté 3100 établissements en Hollande.

La Centrale Rabobank coiffe une coopérative de banques qui compte 3100 établissements en Hollande dont chacun assure sur place des services répondant parfaitement aux besoins locaux.

La Rabobank recueille 40% de l'épargne hollandaise. Et de fait, les fonds ainsi investis représentent 80% de son bilan. La Rabobank se trouve donc dans une situation idéale pour satisfaire aux critères internationaux de financement à court, moyen ou long terme.

Depuis plus de 80 ans, la Rabobank est profondément enracinée dans le secteur agricole. Non seulement elle finance 90% des prêts dans le domaine agricole, mais elle joue un rôle déterminant dans la plupart des projets de l'industrie agro-alimentaire, aussi bien en Hollande qu'à l'étranger. Citons, par exemple, sa participation dans le Agribusiness Group Holland et le Latin American Agribusiness Development Corporation S.A. (L.A.A.D.).

Avec une gamme complète de services bancaires et des affiliations puissantes - UNICO BANKING GROUP et London & Continental Bankers Ltd., la Rabobank est

très active dans les transactions financières internationales, y compris sur le marché des Euro-monnaies et Euro-obligations ainsi que dans le domaine des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

La Rabobank, dont le bilan consolidé, au 31 Décembre 1978, est supérieur à 74 milliards de florins hollandais (soit de l'ordre de 37 milliards de dollars U.S.), compte au nombre des 30 plus grandes institutions bancaires mondiales.



**Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.**

Le pays qui a inspiré à Rembrandt ses chefs-d'œuvre a aussi inspiré à la Rabobank la création de services d'importance mondiale.

Centrale Rabobank, International Division, Catharijnesingel 20, P.O. Box 8098, Utrecht, The Netherlands. Telephone 030-36 26 11. Telex 40200.

**Rabobank**

Le Maître Hollandais en matière de Banque.

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS.  
Rue de Provence  
ETAIT LA RUE DE  
L'ARGENTERIE  
BIJOUX  
La tradition se perpétue...  
Henri HERMANN  
n° 45  
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.



de la 101520

JUSTICE

LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES STUPÉFIANTS

Le ministre italien de la santé propose que l'État prenne en charge la distribution de l'héroïne

Rome. — Le nouveau ministre italien de la santé, M. Renato Altissimo, ne perd pas de temps. A peine désigné, cet industriel piémontais, âgé de trente-neuf ans, occupe le devant de la scène par une proposition inattendue : « étatiser » l'héroïne ou, plus exactement, « confier à des services publics l'administration

contrôlée de cette substance » pour la soustraire aux trafiquants. Sur sa lancée, le benjamin du gouvernement envisage de réclamer une réunion des ministres de la santé de la Communauté européenne pour coordonner les politiques anti-drogue.

De notre correspondant

L'héroïne commence à faire des ravages en Italie. Presque inconnue jusqu'en 1973, elle a vu quintupler, en quatre ans, le nombre de ses consommateurs qui se raient cent mille environ. Les décès ont augmenté en conséquence, atteignant deux par semaine au cours des derniers mois. Malgré ses efforts, la police italienne ne parvient à saisir chaque année qu'un quintal d'héroïne, soit 5 % à peine de la quantité en circulation. Le trafic est fort bien organisé, avec une vente à crédit à tous les échelons du proxénisme au consommateur.

L'Italie s'était donné, en décembre 1976, une loi très libérale. Elle punissait sévèrement les trafiquants, mais autorisait les citoyens à détenir une quantité minimale de stupéfiants pour leur usage personnel. Cette législation trop vague n'a pas empêché l'usage des drogues « dures » de se répandre. La proposition de M. Altissimo, qui reste assez

vague, provoque la perplexité du monde politique. Qui contrôlerait la distribution d'héroïne et comment ? Le ministre n'a-t-il pas mis la charrie devant les bœufs, annulant l'envoi d'une mission d'études en Grande-Bretagne au lieu d'en attendre les résultats ? Son prédécesseur, Mme Tina Anselmi, lui a également conseillé de consulter d'abord les archives du ministère de la santé. Elles contiendraient des documents très instructifs sur l'échec d'initiatives similaires dans d'autres pays. Ni Il Popolo, organe de la démocratie chrétienne, ni l'Osservatore Romano, journal du Vatican, ne semblent apprécier l'initiative de ce ministre « laïc ».

Quant au chef du gouvernement, M. Cossiga, il a prudemment constitué un « groupe de travail » pour étudier la question.

Dans les banques ?

Parmi les réactions favorables, on note celle d'un « Comité scientifique liberté et drogue », qui réclame, depuis 1976, la distribution légale et gratuite de l'héroïne aux intoxiqués. Celle-ci ne collerait à l'état que 2 ou 3 milliards de lires par an, alors que les héroïnomanes se ruinent ou commettent des vols pour four-

LE MONDE  
LES BUREAUX  
que vous recherchez

BILLET

Deux jeunes gens en détention provisoire depuis quatre mois

LES OUBLIÉS DU PRINTEMPS «AUTONOME»

Depuis quatre mois, deux jeunes gens — Mlle Pascale Goetschy, âgée de vingt-deux ans, et M. Olivier Jeannin, âgé de vingt-huit ans — attendent en prison, l'une à Fleury-Mérogis, l'autre à la Santé, que la justice veuille bien se prononcer sur leur cas.

Quatre mois de détention provisoire : le fait n'est pas rare, tant la justice est parfois lente à sceller le destin des individus. Le cas de ces deux jeunes gens est pourtant étrange, car ils font figure d'oubliés du printemps « autonome ». On sait la célérité — voire la hâte — avec laquelle les tribunaux avaient été saisis des affaires liées aux incidents du 23 mars (jour de la marche des sidérurgistes de la C.G.T. sur Paris) et à ceux du 1<sup>er</sup> mai. Pourquoi tant de lenteur, au contraire, s'agissant de ces deux-là ?

Saint-Pères, à Paris, faisait-elle partie de cette expédition de « casseurs » ? Elle ne cesse de le nier. Toujours est-il qu'elle fut arrêtée, dans la nuit, non loin de l'agence pour l'emploi où les « casseurs » venaient de sévir. C'est le témoignage d'un autre garçon, arrêté au même endroit, Alain Deshayes, qui vint aujourd'hui à Pascale d'être en prison. C'est, en effet, sur ce seul témoignage d'un jeune homme qu'elle prétend ne pas connaître qu'elle fut inculpée par le juge d'instruction, Mlle Martine Anzani.

Dans la journée du 10 mai, alors que comparaisaient, en appel, certains des condamnés du 23 mars, d'autres jeunes organisaient une manifestation et une équipée dans divers quartiers de Paris : bris de parcmètres, bris de vitres dans une agence pour l'emploi, la quinzième arrondissement, soi-disant de bouteilles d'alcool au Drugstore Opéra. Pascale Goetschy, jeune fille de bonne famille en rupture de ban, qui, depuis quelques mois, avait obtenu, avec son ami Olivier Jeannin, un emploi de gardienne d'immeuble rue des

Au lendemain de l'arrestation de Pascale Goetschy, les policiers se présentèrent à son domicile pour une perquisition. Ils y interpellèrent Olivier Jeannin et saisirent des tracts « autonomes » et des papiers sur lesquels figuraient, sur des plans de Paris, les emplacements d'agences d'intérêt avec cette mention : « bombage ». (1). Confronté avec Alain Deshayes, Olivier Jeannin est reconnu par lui comme l'un des « meneurs » de l'équipée de la veille. Il est à son tour inculpé pour tentative d'incendie volontaire, dégradation d'objets publics, vol et détention d'engin incendiaire.

Vigilance du parquet

Au mois de juin, les avocats des deux inculpés — qui continuent de nier leur participation aux violences du 10 mai — obtinrent que le juge d'instruction ordonne une mise en liberté. Le parquet ne l'entend pas de cette oreille : il fait appel de l'ordonnance du magistrat et la chambre d'accusation décide que les jeunes gens doivent rester en détention.

Pourquoi cette particulière vigilance du parquet ? Peut-être parce que, en prison, chacun de leur côté, Pascale Goetschy et Olivier Jeannin ont été parmi les plus déterminés des détenus qui, en entreprenant une grève de la faim, réclamaient le bénéfice du régime spécial de détention. Cette manifestation de révolte eut-elle convaincu le parquet qu'il tenait là deux militants particulièrement dangereux et qu'il valait mieux, pour la sécurité publique, qu'ils passent tout l'été en prison ? C'est possible. Cependant, si l'on en croit

leurs proches, Pascale Goetschy et Olivier Jeannin seraient plus « idéalistes » que violents et c'est, selon la formule de la mère de la jeune fille, leur « marginalité qui dérange ». « Ils sont en prison, dit-elle, parce qu'ils sont ce qu'ils sont. »

Les vacances judiciaires s'achevant, il serait souhaitable qu'un tribunal se prononce enfin sur leur cas. Et équitable, si l'on sait que le seul témoin de leurs forfaits supposés a été, lui, remis en liberté au mois d'août.

Quand ils sortiront de prison, Pascale Goetschy et Olivier Jeannin devront rechercher un travail, car leur ancien employeur, dès leur arrestation, les a remplacés. Il ne leur a même pas payé leur dernier salaire.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Dans la terminologie habituelle des militants politiques, le « bombage » consiste à peindre des inscriptions sur les murs avec des bombes à peinture.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Juan-José Echave refoulé à la frontière franco-espagnole.

M. Juan-José Echave, qui fut jusqu'en 1973 un dirigeant de l'organisation autonome basque espagnole E.T.A., a été refoulé, mardi-après midi 11 septembre, par les autorités françaises, au poste frontière de Béhobie. M. Echave, qui est restaurateur à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), s'était rendu en Espagne pour faire des achats. M. Echave réside en France depuis dix-sept ans. Il avait été victime, le 2 juillet 1978, d'un attentat au cours duquel son épouse était morte. Au printemps de 1979, les autorités françaises déclaraient de ne pas renouveler ses cartes de séjour et de commerce. Le 8 août, il entreprenait une grève de la faim et, le 17, faisaient l'objet d'un arrêté d'expulsion (le Monde daté 19-20 août). Il avait adressé une violente diatribe au sous-préfet de Bayonne.

D'autres part, quatre militants basques faisant partie du groupe des trente-cinq personnes qui observent, depuis le 20 août, dans une église d'Handaye (Pyrénées-Atlantiques), une grève de la faim ont dû être hospitalisés mardi 11 septembre. Au total, depuis une semaine, dix-sept personnes, parmi les grévistes de la faim, ont été hospitalisées. Les autres continuent la grève, qui a pour but de réclamer le rétablissement du statut de réfugié politique pour les Basques espagnols en France.

● M. Alain Moreau, éditeur, et son avocat, M. Jean-Paul Chazal, se sont présentés, mardi 11 septembre, devant M. Roger Lé-

cante, doyen des juges d'instruction de Paris, pour déposer plusieurs plaintes, au nom de l'éditeur, de ses frères, de trois de ses collaborateurs, ainsi que d'un journaliste qui se trouvait au siège de la maison d'édition, vendredi 7 septembre lors des violences survenant à l'occasion d'une intervention de la police (le Monde daté 9-10 septembre, du 11 et du 12 septembre). Les plaintes ont été déposées pour violation de domicile, coups et blessures volontaires, violences et voies de fait, injures non publiques et attentat à la liberté.

L'information ouverte la veille par le parquet pour outrages et violences envers des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions a été confiée à M. Michel Salzmann, juge d'instruction, 121as.

● L'enquête sur le double meurtre, commis dans la nuit du 14 au 15 juillet (le Monde du 21 juillet) de Mme François Gérard, âgée de trente-cinq ans, et de son fils Arnaud, dix ans, au bord de la route nationale 86, près de Val-lignières (Gard), va donner lieu à la confrontation de deux cent cinquante chasseurs de la région, ces meurtres 12 septembre et jeudi 13, avec Laurence Gérard, âgée de treize ans, seule survivante et témoin du drame. Les gendarmes pensent que le meurtrier pourrait être un chasseur originaire des villages avoisinants.

● Les deux étudiants de nationalité française, qui étaient noyés au cours d'une balade quelques heures seulement après le passage du cyclone David sur Brunerick (Georgie), ont été identifiés. Il s'agit de Jacques-Florentin Dangel (vingt ans) et de Marc-Maxime Souchn (vingt et un ans).

Anarchiste, débauché, voleur, assassin, mais aussi maître des arts, poète incomparable à ses heures...

Reservé aux clients de Jean de Bonnot. Edition à tirage limité, à l'image des somptueuses éditions anciennes.

Imprimée, pour la première fois, en rouge renaissance et or à fond perdu, décorée des 63 illustrations incunables tirées des premières éditions, ce livre sera la plus belle pièce de votre collection; voici : l'Œuvre complète de François Villon

avec la reproduction du manuscrit de la Bibliothèque Royale de Stockholm

Une reliure plein cuir de mouton de pays, douce au toucher, fine à l'odorat voluptueuse au regard par ses décors à la feuille d'or et à froid, sert d'écrin à ce chef-d'œuvre.

Réalisé dans la tradition des plus belles éditions du passé, il aura dès sa parution une valeur intrinsèque réelle. Pour vous démontrer toute la confiance que j'ai en lui, je me déclare prêt à vous le racheter, au même prix, même dans plusieurs années.

JEAN DE BONNOT

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale sur bois représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

BON à renvoyer à JEAN DE BONNOT 7 fg St-Honoré, 75392 Paris Cédex 08

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le premier volume de l'Œuvre Complète de François Villon, auquel vous joindrez ma gravure en cadeau.

Deux possibilités de paiement me sont proposées. (mettre une croix dans la case choisie) :

☐ Régler à réception, au facteur, la somme de 188,00 F (20,10 F de frais de port T.T.C., soit 216,10 F).

☐ Joindre à ce bon de souscription un chèque de 188,00 F. Je bénéficie alors des fruits de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des fruits de port si j'ai réglé à réception.

1

Nom .....  
Prénoms .....  
Adresse .....  
Code Postal .....  
Ville .....



# SCIENCES

## LA RÉFORME DU C.N.R.S.

### Le professeur Charles Thibault est nommé président

En préparation depuis un an, les décrets qui réorganisent le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) sont publiés ce mercredi 12 septembre au « Journal officiel ». Leurs dispositions diffèrent peu de celles qui avaient été divulguées il y a quelques semaines (le Monde du 25 juillet). Simultanément, le conseil des ministres doit nommer le titulaire du poste nouvellement créé de président du C.N.R.S. Il s'agit de M. Charles Thibault,

directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et professeur de physiologie de la reproduction à l'université de Paris-VII. Pour la première fois depuis bien longtemps — le départ de M. Jean Coulomb en 1962 — le plus important personnage du C.N.R.S. ne sera pas un physicien. Biologiste, M. Thibault est aussi un homme qui a mené des recherches proches de

l'application, ou du moins orientées vers celle-ci. Il est clair que son choix n'est pas innocent.

Un prochain conseil des ministres devrait nommer le directeur général, autre personnage clef du nouvel organisme, et le conseil d'administration du C.N.R.S. Il faudra encore plusieurs arrêtés du ministre des universités pour mettre complètement en place les nouvelles structures.

On peut s'attendre à de vives réactions des personnels du C.N.R.S. qui voient disparaître leur représentation au conseil d'administration et supprimer le directeur où ils exercent une influence certaine. Les syndicats relevant de la FEN (Fédération de l'éducation nationale) et de la C.G.T. appellent à un rassemblement vendredi 14 septembre, au Collège de France.

### Renforcement ou mise sous tutelle ?

Dès le mois de novembre dernier, on pouvait percevoir, dans les projets de réforme du C.N.R.S., deux axes : déconcentrer la gestion et donner plus de poids au conseil d'administration (le Monde du 29 novembre 1978). La lecture des décrets en montre un troisième : mettre chacun à ce qu'on croit être sa place, sous la tutelle vigilante du ministère des universités. Cela conduit à une profonde réforme des instances consultatives : le comité national voit sa composition modifiée, le directeur, qui en était l'animateur, disparaît pour être remplacé par deux organes nouveaux, un comité scientifique et un comité consultatif des personnels, aux rôles et aux compositions bien séparés.

Le renforcement du conseil d'administration n'est pas évident, sauf par le rôle important que les décrets confèrent à son président. Le conseil d'administration était essentiellement formé de représentants des ministères et de membres élus du C.N.R.S. Cela ne l'aurait pas empêché de conduire une politique scientifique. Le nouveau conseil ne comporte plus de membres élus par le personnel : il est à forte dominante scientifique, six personnes choisies en raison de leur compétence scientifique, quatre autres qualifiées dans le domaine des recherches industrielles et appliquées, le délégué général à la recherche scientifique et technique, le chef de la mission de recherche au ministère des universités, et le président-chef de la recherche scientifique. Le directeur général n'y siégera qu'à titre consultatif. En face de cette cohorte, les deux « administratifs » qui sont le directeur des affaires générales et financières au ministère des universités et le directeur du budget (ou son suppléant) n'auront pas une grande influence — sauf pour rappeler à leurs collègues de désagréables contraintes financières. Le conseil est certes plus homogène et mieux à même de définir une politique scientifique. Mais, coupés des centres de décision ministériels, il aura peut-être du mal à obtenir les moyens de sa politique. Le choix — fait en conseil des ministres sur proposition du ministre des universités et sur avis du secrétaire d'État chargé de la recherche — des dix membres qui ne sont pas de l'ordre du jour, constitue un grand organe de politique scientifique ; il pourrait en faire qu'une simple émanation du ministère des universités.

postes de directeur administratif et financier disparaît : il est remplacé par un secrétaire général, dont la charge sera lourde et le « poids » peut-être bien léger. Les mesures de déconcentration vont cependant décharger le directeur général et le secrétaire général de bon nombre de tâches administratives.

Ces mesures viennent en partie institutionnaliser des situations de fait : le rôle des directeurs et conseillers scientifiques, responsables de la gestion d'un secteur à qui le directeur général peut déléguer pouvoirs et signatures. Le décret distingue les directeurs scientifiques et les conseillers scientifiques. Les premiers continuent avec le directeur général, le secrétaire général, et les directeurs des instituts nationaux dépendant du C.N.R.S. (1), un comité de direction. Les conseillers scientifiques y siègent pour les affaires les concernant. Comme dans la structure actuelle, le comité de direction, dont le rôle n'est pas autre, sera le « conseil des ministres » du C.N.R.S.

Plus novatrices sont les dispositions du décret financier : elles simplifient la présentation du budget et instituent un contrôle a posteriori sur les opérations financières du C.N.R.S. Seules resteront soumises au contrôle a priori quelques opérations limitativement énumérées dans un arrêté conjoint du ministre des universités et du ministre du budget. L'assouplissement du contrôle financier, qui a parfois empêché le démarrage rapide d'une activité de recherche, était demandé de longue date par les responsables du C.N.R.S.

On eût pu en rester là. Cartésianisme trop poussé ou plus probablement volonté de régler quelques comptes, la réforme du C.N.R.S. touche aussi le comité national, modifié, et le directeur, supprimé. Les sections du comité national comprendront vingt-trois membres, dont quinze élus (au lieu de vingt-six dont seize élus). Comme précédemment, les directeurs et maîtres de recherches du C.N.R.S., les professeurs d'univer-

sité et divers scientifiques de rang équivalent éliront sept membres. Les charges et attachés de recherche, les maîtres-assistants des universités et les assistants agrégés ou docteurs, ainsi que divers assimilés auront six représentants (2). Il y aura enfin deux membres élus par les ingénieurs du C.N.R.S. ou des instituts qui dépendent de lui. Par élimination on constate que les techniciens et administratifs, qui votaient avec les ingénieurs pour désigner trois représentants, ne seront plus électeurs ni éligibles au comité national. Ils éliront par contre cinq représentants au comité consultatif des personnels, et y retrouveront cinq élus des chercheurs et ingénieurs et dix représentants de l'administration. Ce comité des personnels, qui remplace aussi la commission des affaires sociales, reprend une part des fonctions de l'ancien directeur : l'autre revient à un comité scientifique composé des six personnalités scientifiques du conseil d'administration et de dix présidents de section élus par leurs pairs.

### Une brimade nuisible

On voit l'économie de la réforme : séparer des fonctions d'évaluation scientifique, réservées à des personnes suffisamment titrées, et les « problèmes généraux du personnel », qui relèveront aussi bien d'un comité d'entreprise. À première vue, les techniciens et les administratifs voient leur représentation renforcée, puisqu'ils retrouvent leurs cinq sièges dans une instance qui n'a plus que vingt membres, soit moitié moins que l'ancien directeur.

Il est pourtant probable que leur exclusion du comité national et leur exclusion des tâches entre divers comités ne tarderont guère à montrer leur nocivité. La recherche n'est pas une activité hiérarchisable : un « patron » de laboratoire sait bien qu'il doit être un inspirateur et non un donneur d'ordres ; on ne commande pas à un chercheur d'avoir de l'ingénierie, cela ne plus se commande pas.

Le budget de 1980 (de l'éducation) est sans doute le plus triste budget que nous ayons connu depuis des décennies, a constaté, mardi 11 septembre, M. Jean-Claude Peyret, secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.), affilié à la Fédération nationale de l'éducation nationale (F.N.E.N.). Ce budget, qui selon le S.N.E.S., est « en régression en France constants », montre que « l'éducation n'est plus prioritaire ».

En cette veille de rentrée scolaire, le S.N.E.S. s'inquiète du sort des maîtres auxiliaires, dont le service dans les collèges a déjà été augmenté de trois heures (vingt et une heures au lieu de dix-huit). M. Camy-Peyret doute surtout que, malgré les promesses du ministre de l'éducation au sein de la F.N.E.N., les maîtres auxiliaires soient tous réemployés avant la fin du mois d'octobre. Selon le S.N.E.S., le pas-

### Un spécialiste mondial de la physiologie de la reproduction

Le nouveau président du C.N.R.S., le professeur Charles Thibault, est un spécialiste mondial de la physiologie de la reproduction. Avec son équipe, il a, en effet, été le premier au monde à réussir la fécondation in vitro (en laboratoire) d'un ovule de mammifère, en particulier en démontrant que les interactions entre spermatozoïdes et ovocytes sont du type antigènes anticorps.

L'équipe du professeur Thibault a ensuite mis au point des techniques de micro-manipulation autorisant, après fécondation et « mise au monde », de l'ovocyte, sa réimplantation chez la femelle, et donc l'imitation d'une gestation normale : ceci a conduit au développement de méthodes aujourd'hui en passe de devenir classiques en physiologie animale, et qui permettent par exemple aux éleveurs de provoquer chez les mammifères de grande taille — vaches par exemple — des portées gemellaires artificielles.

Ces travaux, qui ont notamment conduit à améliorer les techniques d'insémination artificielle, ont eu plus récemment des implications plus spectaculaires encore : c'est en s'appuyant sur eux qu'une équipe britannique a réussi à mettre au monde la première enfant conçu en laboratoire.

Agé de soixante ans (il est né le 14 juillet 1919 à Paris), le professeur Charles Thibault, après des études à Paris et à Marseille,

entra en 1944 au C.N.R.S. comme attaché de recherche, puis rejoignant l'enseignement supérieur comme assistant (en 1949), puis comme chef de travaux (en 1949).

En 1949, il soutint sa thèse de doctorat d'État sur la vision colorée, à partir d'expériences menées sur le poisson. Il entra, en 1950, à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) comme maître de recherche. Directeur de recherche en 1954, il a dirigé depuis sa création le département de physiologie animale de l'INRA. Ayant quitté ses fonctions administratives en 1975, il a depuis lors continué ses travaux dans le laboratoire de physiologie de la reproduction du Centre national de recherches zootechniques de Jouy-en-Josas. Depuis 1967, le professeur Charles Thibault est titulaire de la chaire de physiologie de la reproduction à l'université Paris-VI.

Parallèlement à ses responsabilités de recherche et d'enseignement, le professeur Thibault a été, de 1950 à 1964, membre du comité consultatif de la recherche scientifique et technique, de 1950 à 1974, membre de la commission de biologie animale du C.N.R.S., et, depuis 1978, membre de la commission de physiologie animale du C.N.R.S. Il a en outre été, de 1961 à 1963, membre du Conseil économique et social.

## ÉDUCATION

### Le SNES s'inquiète du sort des maîtres auxiliaires

« Le budget de 1980 (de l'éducation) est sans doute le plus triste budget que nous ayons connu depuis des décennies », a constaté, mardi 11 septembre, M. Jean-Claude Peyret, secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.), affilié à la Fédération nationale de l'éducation nationale (F.N.E.N.). Ce budget, qui selon le S.N.E.S., est « en régression en France constants », montre que « l'éducation n'est plus prioritaire ».

En cette veille de rentrée scolaire, le S.N.E.S. s'inquiète du sort des maîtres auxiliaires, dont le service dans les collèges a déjà été augmenté de trois heures (vingt et une heures au lieu de dix-huit). M. Camy-Peyret doute surtout que, malgré les promesses du ministre de l'éducation au sein de la F.N.E.N., les maîtres auxiliaires soient tous réemployés avant la fin du mois d'octobre. Selon le S.N.E.S., le pas-

### La rencontre entre la FEN et le P.S.

M. HENRY : des actions convergentes pourront être engagées.

« Les discussions se sont déroulées dans un climat amical et le bilan est positif », a déclaré M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., à l'issue d'une rencontre entre son parti et la Fédération de l'éducation nationale (FEN), mardi 11 septembre, au siège du syndicat à Paris.

Pendant deux heures, la délégation socialiste, conduite par le premier secrétaire, a procédé avec le bureau fédéral de la FEN à un examen de la situation politique et sociale de la France, à cette période de rentrée. Pour M. André Henry, secrétaire général de la FEN, cette rencontre a permis d'examiner un certain nombre de problèmes sur lesquels « des actions convergentes pourront être engagées dans un proche avenir ». Il a cité en particulier la lutte contre les inégalités sociales, la réduction du temps de travail, la sécurité de l'emploi, la défense des droits syndicaux et des libertés démocratiques à l'école.

Le communiqué commun publié à la fin de cette réunion précise que les deux délégations ont, lors de leur débat de l'action respective des partis et des syndicats, la FEN et le P.S. se sont montrés « soucieux de conserver à chacun sa spécificité propre et de ne pas confondre les rôles, en pleine accord sur la nécessité et totale indépendance d'analyse de détermination et d'action ». Le P.S. a « informé la FEN de l'action menée à la base par ses militants et ses élus pour la défense du service public de l'éducation nationale ». Cette phrase fait allusion aux déclarations de M. Louis Moxand, député du Calvados, délégué du parti socialiste à l'éducation, qui, le 8 septembre, à Paris, avait déclaré : « L'école doit être un terrain privilégié pour des actions conjuguées » (le Monde du 11 septembre). Interrogé sur une possible divergence entre la FEN (et l'un de ses syndicats, le SNT) et le parti socialiste sur l'opportunité d'éventuelles actions à la base, M. Mitterrand n'a pas répondu.

### A Reims

#### DES MILITANTS COMMUNISTES OCCUPENT LE RECTORAT

De notre correspondant.

Reims. — La fédération communiste de la Marne a organisé mardi 11 septembre une manifestation spectaculaire au rectorat de l'académie de Reims, pour obtenir la réintégration dans ses fonctions de Mme Monique Lambin, ancienne sous-directrice du collège Prieur-de-la-Marne, à Reims, et épouse du maire communiste de la ville, M. Claude Lambin (le Monde du 24-25 juin et du 21 juillet).

Une cinquantaine de militants et d'élus communistes ont occupé pendant deux heures le hall d'entrée du rectorat, pendant que Mme Lambin et cinq autres manifestants — dont M. Jacques Perrelin, maire communiste d'Épernay, s'enchaînaient à la rampe d'escalier menant au bureau de Mme Lambin. La police est intervenue pour faire évacuer le hall sans incident.

Le recteur M. Jean-Louis Bourdin a refusé de recevoir les manifestants venus protester contre l'élimination professionnelle, dont est victime, selon eux, Mme Lambin. Il ne reviendra pas sur sa décision de « retrait d'emploi dans l'intérêt du service » prise en juin sur avis de la commission paritaire.

« Si, dans ce pays, aucun fon-

### La rencontre entre la FEN et le P.S.

M. HENRY : des actions convergentes pourront être engagées.

« Les discussions se sont déroulées dans un climat amical et le bilan est positif », a déclaré M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., à l'issue d'une rencontre entre son parti et la Fédération de l'éducation nationale (FEN), mardi 11 septembre, au siège du syndicat à Paris.

Pendant deux heures, la délégation socialiste, conduite par le premier secrétaire, a procédé avec le bureau fédéral de la FEN à un examen de la situation politique et sociale de la France, à cette période de rentrée. Pour M. André Henry, secrétaire général de la FEN, cette rencontre a permis d'examiner un certain nombre de problèmes sur lesquels « des actions convergentes pourront être engagées dans un proche avenir ». Il a cité en particulier la lutte contre les inégalités sociales, la réduction du temps de travail, la sécurité de l'emploi, la défense des droits syndicaux et des libertés démocratiques à l'école.

Le communiqué commun publié à la fin de cette réunion précise que les deux délégations ont, lors de leur débat de l'action respective des partis et des syndicats, la FEN et le P.S. se sont montrés « soucieux de conserver à chacun sa spécificité propre et de ne pas confondre les rôles, en pleine accord sur la nécessité et totale indépendance d'analyse de détermination et d'action ». Le P.S. a « informé la FEN de l'action menée à la base par ses militants et ses élus pour la défense du service public de l'éducation nationale ». Cette phrase fait allusion aux déclarations de M. Louis Moxand, député du Calvados, délégué du parti socialiste à l'éducation, qui, le 8 septembre, à Paris, avait déclaré : « L'école doit être un terrain privilégié pour des actions conjuguées » (le Monde du 11 septembre). Interrogé sur une possible divergence entre la FEN (et l'un de ses syndicats, le SNT) et le parti socialiste sur l'opportunité d'éventuelles actions à la base, M. Mitterrand n'a pas répondu.

### Des fonctions stratégiques

Chargé de représenter le C.N.R.S. dans les relations avec la communauté scientifique internationale, maître de la convocation du conseil d'administration et de son ordre du jour, consulté sur la nomination du directeur général, le président du C.N.R.S. a des fonctions stratégiques. Elles pourraient d'ailleurs conduire à des conflits avec le directeur général, qui devra mettre en œuvre cette stratégie. Les dernières retouches apportées au décret semblent avoir pour motivation principale de clairement distinguer les tâches des deux hommes. Il ne fallait pas reconstruire le biépalisme jugé par ses fondateurs, qu'a connu le C.N.R.S. Le

(Publié)

Cours du jour - du soir

**PROGRAMMEUR ANALYSTE D'EXPLOITATION**

Niveau exigé : Baccalauréat

Durée : 1 à 4 mois

**PUPITRIER D.O.S. INFORMATIQUE**

Niveau exigé : B.P.C.

Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours.

Ecole privée

FAX

6, rue d'Amsterdam, 92 - 874-93-89

92, rue de la République - 92

STAGES CONVENTIONNÉS

**LE CENTRE D'ORIENTATION COMORTEMENTALE ET PSYCHOLOGIQUE DE PARIS**

Le Dr CHERCHEVE et son équipe, le Dr MOTTE et M. BRODIN organisent deux séminaires d'initiation à l'hypnose et à la psychologie.

les 22 et 23 septembre 1979 à l'Oratoire du Palais de Congrès Reunions et séminaires.

M. Edouard MARS : 29, rue de la République 75008 PARIS

Tél. : 16 (91) 76-35-36

Les 25 et 26 octobre 1979 à Paris Reunions et séminaires :

M. Marc BRODIN, 24, rue de Berni, 75008 Paris

Tél. : 236-33-22

Centre **ISTH** Centre

**AUTEUIL - TOLBIAC**

Institut privé des Sciences et Techniques Humaines

**médecine**

Expérience pédagogique depuis 1955

• Encadrement annuel 730 Hebdos

• Groupes de 10 et 12 par CHU

• Contrôles hebdo exercices et TD

• Année complète de formation médicale (année 0)

• Recyclage cours et exercices pour bacheliers B, C et D

AUTEUIL 6, Av. Jean Heury 75016 Paris Tél. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tél. 585.59.35

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**

Cours avec explications en français

Documentation gratuite :

EDITIONS DISQUES BBC

8, rue de Berni - 75008 Paris

**ECOLE INTERNATIONALE EUROPEENNE DE PARIS**

Établissement Privé d'Enseignement Primaire et Secondaire, agréé par l'Office du Baccalauréat International

• Préparation au bilinguisme des classes élémentaires

• Préparation au baccalauréat français (A.B.C.D.)

• Préparation au baccalauréat international

• Sections franco-étrangères (anglais, allemand, néerlandais)

• Laboratoires (sciences et langues)

• Activités sportives et culturelles

Situation exceptionnelle en bordure de la forêt de Senart

Calme et plein air

Château des Bergères - 92110 DRAVEIL - Tél. 303.70.03

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

**ETC**

Établissement Privé d'Enseignement Technique Supérieur

propose un enseignement de professionnels pour les carrières de

**DELEGUE-MEDICAL**

**NEGOCIATEUR-COMMERCIAL**

**ACHETEUR**

Admission : Bac toutes séries

3 années d'enseignement

Bac + 2 années

Enseignement supérieur

Année de spécialisation

Renseignements et inscriptions ESACI :

9-11 rue de la Petite Pierre 75011 - PARIS - Tél. 379.97.68

Publication de l'Agence Spatiale Européenne

LES PROJETS DE LA NASA PAS D'UNIFORME FEMME

LE MONDE DE L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE

SPORT

CYCLISME

Publication de l'Équipe Paris-France

FINITALL

Tennis

Publicité pour un produit ou service, incluant une image et du texte.



# RELIGION

## Une nouvelle traduction du Coran

(Suite de la première page.)

Cela s'est passé d'abord à La Mecque et ensuite à Médine entre 612 et 632 de l'ère chrétienne. L'ordre dans lequel nous lisons le Coran aujourd'hui n'est pas celui, chronologique, des chapitres révélés. Dans une même sourate, les versets n'appartiennent pas forcément à un même lieu ni au même temps de révélation. Ainsi, rappelle Si Hamza Boubakeur, « certains versets révélés à La Mecque ont été déplacés par le Prophète et inclus dans l'une ou l'autre des sourates révélées à Médine et inversement ».

Historiquement, il y eut deux époques dans le processus de la révélation : la première, à La Mecque, a duré une dizaine d'années ; la seconde correspond à l'hégire (l'an 622, émigration du Prophète à Médine et début de l'ère musulmane). C'est d'après le contenu des sourates qu'on peut savoir le lieu et l'époque de leur révélation. Ainsi, la « fatiha », qui est la première sourate du Livre (« fatiha » veut dire en arabe « ouvrir ») fatiha avec la formule d'un chef incontesté. Elles témoignent aussi d'une situation de lutte. Mahomet et ses compagnons doivent faire face aux ennemis de la foi que Dieu désigne par le terme « hypocrites ». C'est dans ces sourates que va s'élaborer la loi islamique qui devra poser les règles de la vie quotidienne des musulmans. On y trouve aussi le projet d'un code juridique. Comme le signale Régis Blachère, « le Coran nous offre les spécimens les plus archaïques de la langue juridique chez les Arabes ». On sent aussi dans les sourates médinoises une évolution dans le vocabulaire : ainsi, les polythéistes de Médine ne sont plus désignés par le terme « associateurs » (ceux qui confondent et associent Dieu avec quelque idole), mais par cette périphrase : « ceux qui ne savent pas ». L'espoir de les amener à l'islam n'est pas perdu.

L'élaboration du Livre et le travail sur le texte sont l'œuvre de compagnons les plus proches et les plus fidèles à l'esprit de Mahomet. Le Coran était d'abord su par cœur dans son intégralité par les Compagnons. On y trouve aussi le projet d'un code juridique. Comme le signale Régis Blachère, « le Coran nous offre les spécimens les plus archaïques de la langue juridique chez les Arabes ». On sent aussi dans les sourates médinoises une évolution dans le vocabulaire : ainsi, les polythéistes de Médine ne sont plus désignés par le terme « associateurs » (ceux qui confondent et associent Dieu avec quelque idole), mais par cette périphrase : « ceux qui ne savent pas ». L'espoir de les amener à l'islam n'est pas perdu.

Le Coran, traduit et commenté par le cheikh Si Hamza Boubakeur ; deux tomes, édition bilingue, Fayard, 224 pages.

TAHAR BEN JELLOUN.

## Mammon au service de Dieu

« Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon », répète l'Evangile. Pourtant, tout au long de l'histoire de l'humanité, la religion et l'argent se retrouvent dans une « sainte alliance », malgré les tentatives répétées de saints et de prophètes pour renverser le vœu d'or et chasser les marchands du temple.

La tentation du clergé a souvent été de mesurer la dévotion de leurs fidèles en espèces sonnantes et trébuchantes, et, parfois, de contondre l'objet de ces quêtes, la gloire de Dieu, avec leurs propres besoins. L'exemple des pères pauliniens, congrégation catholique puissante, fondée il y a six cents ans en Pologne et fortement implantée aux Etats-Unis, semble le prouver. C'est ainsi qu'un rapport du Vatican, rédigé après cinq ans d'enquête chez les pauliniens et divulgué par une agence de presse américaine, le Gannett News Service, révèle des « pratiques financières douteuses ».

Selon cette agence de presse, les enquêteurs du Vatican, qui sont allés jusqu'à placer des téléphones sur table d'écoute en Pologne et à Rome, ont découvert que la congrégation investissait secrètement de l'argent versé par les fidèles dans plusieurs entreprises aux Etats-Unis, dont une usine d'aviation et une fonderie.

L'enquête conclut que, en moins d'une décennie, l'ordre a gaspillé une grande partie des 20 millions de dollars (84 millions de francs) de dons, prêts et investissements, en raison « d'une mauvaise gestion, de pratiques financières douteuses » et « de la vie chaotique et immorale » menée par des membres de l'ordre. Les enquêteurs avaient conclu que le vicaire général de l'ordre aux Etats-Unis, le Père Michael Zembrzski, devait être révoqué de ses fonctions, mais cette décision, approuvée par Paul VI, qui avait demandé l'enquête en 1974, aurait été annulée par Jean-Paul II.

D'autre part, le voyage du pape en Irlande et aux Etats-Unis sera financé, en partie, par les fidèles. Les catholiques irlandais — aussi bien les trois millions et demi de la République que le demi-million en Irlande du Nord — ont été invités, aux masses du dimanche 9 septembre, à contribuer, pour une livre chacun, aux dépenses occasionnées par la visite du pape, qui sont évaluées à 1 million de livres au moins. Les mesures de sécurité, renforcées depuis l'attentat qui a coûté la vie à Lord Mountbatten, posent des problèmes financiers supplémentaires aux autorités ecclésiastiques. On apprend à Dublin, par exemple, que la hiérarchie est en train de négocier un contrat d'assurance pour couvrir, jusqu'à un maximum de 5 millions de livres, les risques encourus par les fidèles qui assisteront aux cérémonies marquant la venue de Jean-Paul II. Aux Etats-Unis, la visite du pape à Washington coûtera 1,9 million de dollars, selon des estimations publiées par le Washington Post. La majeure partie (1,5 million de dollars) sera versée par la ville de Washington et l'archevêché devra trouver les 400 000 dollars qui restent. Il envisage de demander 5 dollars à chacune des familles catholiques de l'archidiocèse, soit environ cent mille familles. Pour éviter à ses fidèles la tentation de servir Mammon, l'Eglise semble avoir trouvé une solution : lui verser l'argent au service de Dieu !

ALAIN WOODROW.

## La production du lanceur Ariane

### DES PROGRÈS, MAIS PAS D'ACCORD FORMEL AU CONSEIL DE L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

Comme cela était prévisible, le conseil de l'Agence spatiale européenne n'a pu trouver à sa session des 10 et 11 septembre un accord formel sur la proposition française de création d'une société, Ariane-Espace, chargée de la production du lanceur Ariane (le Monde du 11 septembre). Une proposition tenant compte des remarques faites par les autres délégations, mais conservant les mêmes principes, sera faite avant

la fin du mois et discutée lors de la session du 10 octobre. Les discussions, qui se sont déroulées dans un bon climat, ont permis de rapprocher les points de vue. L'ouverture à la signature des Etats membres d'une déclaration de participation a été repoussée au 15 octobre et l'objectif français reste d'aboutir avant la fin de l'année à la mise en place de la nouvelle structure de production.

## SPORTS

### CYCLISME

#### LA DISSOLUTION DE L'EQUIPE FIAT-FRANCE

Après Kas et Flandria, une troisième équipe cycliste professionnelle disparaît : Fiat-France cessera en effet son activité le 31 décembre, conformément à une décision de la société Fiat, qui répartira ses efforts sur le sport automobile. Créée il y a trois ans et dirigée par Raphaël Gemblant, cette formation avait eu naguère Eddy Merckx pour chef de file. Elle réunissait cette année quinze coureurs, dont Alban Meillet et Scherwen, qui vont être

inscrits sur la liste des demandeurs d'emploi. Le retrait de l'équipe Fiat-France confirme les difficultés économiques du secteur cycliste professionnel alors que l'industrie du cycle connaît, elle, une certaine prospérité. Les derniers chiffres communiqués par la Chambre syndicale du cycle indiquent une production française de 2 118 435 bicyclettes pour l'année 1978, ce qui représente une augmentation de 2,71 % par rapport à l'exercice précédent. — J. A.

### FOOTBALL

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (septième journée)

##### RESULTATS

|                               |     |
|-------------------------------|-----|
| Saint-Etienne bat Brest       | 2-0 |
| Angers bat Metz               | 1-0 |
| Nantes d. Paris-Saint-Germain | 4-2 |
| Sochaux et Strasbourg         | 1-1 |
| Bastia bat Bordeaux           | 2-1 |
| Nîmes bat Marseille           | 1-0 |
| Laval et Lens                 | 0-0 |
| Lille bat Nice                | 4-2 |
| Monaco bat Nancy              | 3-0 |
| Lyon bat Valenciennes         | 3-1 |

CLASSIFICATION : 1. Saint-Etienne, 12 pts ; 2. Nantes et Monaco, 12 ; 4. Nîmes, 11 ; 5. Angers et Strasbourg, 10 ; 7. Lille, 9 ; 8. Sochaux et Paris-Saint-Germain, 7 ; 10. Metz, Nancy, Bastia et Valenciennes, 5 ; 14. Nice, 3 ; 15. Bordeaux, Lyon, Marseille et Lens, 4 ; 19. Laval, 3 ; 20. Brest, 1.

### Athlétisme

**JEUX UNIVERSITAIRES.** — L'Italien Pietro Mennea a battu en 19 sec. 96/100 le record d'Europe du 200 mètres, le 10 septembre à Mexico. L'ancien record avait été établi en 20 sec. par le Soviétique Valer Borzov à l'occasion des Jeux olympiques de Munich (1972).

### Tennis

**RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avons écrit dans notre compte rendu de la finale du tournoi de Flushing-Meadow (le Monde du 11 septembre), c'est en 1951 et non en 1955 que Maureen Connolly a gagné le championnat des Etats-Unis à l'âge de dix-sept ans.

CITROËN TOTAL

CITROËN

REDAZIONE PARIS







Jeudi 13.50

# Le Monde

... LE MONDE — 13 septembre 1979 — Page 15

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

### RENTREE

#### CINEMA

### La vague américaine

On voit mal, après la publication du budget de la culture pour 1980 (« le Monde » daté 9-10 septembre) comment pourrait être tenu l'engagement pris par M. Raymond Barre à l'occasion des dernières élections législatives de doubler en cinq ans les crédits de ce ministère. Le temps de la pénurie n'est pas fini, ce qui explique qu'en bien des domaines les programmes de rentrée affichent des ambitions mesurées.

En vérité, tout indique que l'Etat leur plutôt qu'un payeur. Tel est le sens des trois « priorités » (patrimoine, développement culturel, audiovisuel) retenues par M. Jean-Philippe Lecat. 35 millions de francs pour l'année du patrimoine, en effet, cela ne changera guère le sort des « chefs-d'œuvre en péril », mais il s'agit seulement de « sensibilisation ».

Le doublement de l'aide aux écoles de musique ne résoudra pas les difficultés des communes, mais elles se sentiront, provisoirement, un peu moins abandonnées. Quant au projet de « modular » les subventions aux maisons de la culture, il peut permettre de déboucher une situation apparemment insoluble. Dans l'audiovisuel, l'abaissement du taux de la T.V.A. sur le cinéma et l'octroi de la carte de producteur aux premières et deuxième chaînes de télévision ne seront pas sans influence sur la production.

Alors, faisant de nécessité vertu, l'Etat préfère-t-il l'incitation à l'intervention. Mais l'action publique sera-t-elle assez forte pour empêcher les lois du marché d'imposer leur domination ? On peut en douter. — T. F.

Depuis quelques années, il n'y a plus vraiment d'interdiction dans la distribution des films. Si l'été est, surtout, le temps des reprises, des sorties de films nouveaux ont lieu en juillet et en août, ce qui n'est d'ailleurs pas toujours à leur avantage. Ainsi Corps à cœur, de Paul Vecchiali, destiné à un public populaire, et dont l'accolade a commencé fin juillet, n'a-t-il pas eu l'audience qu'il aurait, sans doute, obtenue, en septembre ou en octobre. Mais les distributeurs font, désormais, la soudure entre l'été et l'automne, par « rattrapés », d'écouler un stock de médiocrités, celle de la mi-août étant le hors-d'œuvre de celle de septembre, autrefois début officiel de la nouvelle saison. Le Festival de Deauville se place désormais à la charnière, en servant de tremplin à la distribution des films américains.

Il n'y a pas à s'y tromper : la rentrée de septembre 1979, c'est le déferlement d'une vague de productions américaines, déjà annoncée par *The big fix*, de Jeremy Paul Kagan, *Un rabbin au Far-West*, de Robert Aldrich, et *Ne tirez pas sur le dentiste*, d'Arthur Hiller, qui était invité à Deauville. Le peloton de Deauville arrive maintenant en rangs serrés : *le Champion*, de Franco Zeffirelli (qui n'a pas craint de refaire un splendide mélo-drame de King Vidor du début des années 30 ; on l'attend au tournant), *Silence... mon amour*, de Robert Markowitz, *Héros*, autre film de Jeremy Paul Kagan (cinéaste à découvrir), *En route vers le Sud*, réalisé et joué par Jack Nicholson, *Small*, d'Anthony Harvey, *The seduction of Joe Tynan*, de Jerry Schatzberg, *le Vampire de ces dames*, de Stan Dragoti (comédie moderne sur le vieux mythe du vampire Dracula), vont occuper ce terrain. Si *Allen*, de Ridley Scott (science-fiction et épouvante), s'annonce comme devant procurer des frissons nouveaux, *Folle, folle*, de Stanley Donen (hommage nostalgique et rétro au « double pro-

gramme » d'avant-guerre) *le Syndrome chinois*, de James Bridges (thriller dans une centrale nucléaire) et surtout *Apocalypse now*, de Francis Ford Coppola (la guerre au Vietnam), dont le lancement bien orchestré qu'a causée le film au dernier Festival de Cannes, sont considérés comme les événements du mois en cours. Quant à *Manhattan*, de Woody Allen, évidemment très attendu, il ne sera présenté, semble-t-il, que début décembre.

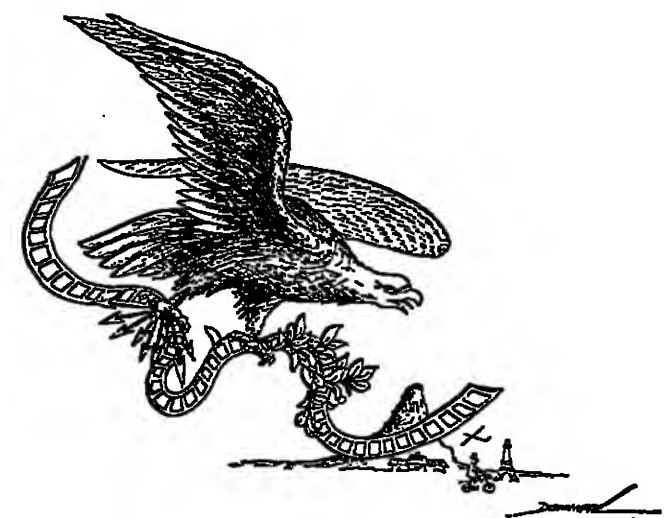
Face à cette vague américaine de productions spectaculaires, que peut offrir le cinéma français, voué par la modestie de ses moyens, les incertitudes et les difficultés de son industrie, à l'intimisme ? On est curieux de voir le *Mors aux dents* (le monde des courses de chevaux), de Laurent Heynemann, qui réalise *la Question*, il y a longtemps que le *faïme*, de Jean-Charles Tacchella, reprend une comédie de couple à la manière de *Cousin Cousine*. Bobo, Jacob, de Walter Béli, *Laissez-moi rêver*, de Robert Menegoz, et *Tanage nocturne*, le premier film de Catherine Breillat, vont aussi couvrir le mois de septembre.

En octobre viendront *Certaines nouvelles*, de Jacques Davia, prix Jean-Vigo 1979, qui mérite une attention particulière, *la Dérobade*, nouveau film de Daniel Duval, *L'école est finie*, d'Olivier Nolin, et *la Touche*, de Pierre Granier-Deferre. L'événement déjà consacré par les échos de tournage doit être *Tess*, de Roman Polanski, battant pavillon français, mais à vocation de prestige international. Gaumont attend le mois de novembre pour sortir sa « bombe » culturelle, auréolée de gloire lyrique, cinématographique, la *Don Giovanni*, opéra de Mozart revêtu par Joseph Losey, et *le Grand Embouteillage*, de Luigi Comencini, coproduction franco-italienne, œuvre importante en tout cas (sans que le anoblisse s'en mêle) dans une saison qui paraît bien hétéroclite. Comme on ne peut, de toute façon, prévoir l'accueil que recevront

tous les films américains — sauf, peut-être, pour un gros morceau comme *Apocalypse now* — les dates de sorties peuvent subir pas mal de variations. Palme d'or du Festival de Cannes, le *Tambour*, film allemand de Volker Schlöndorff (sortie prévue en septembre) devrait pourtant prendre une des premières places de cette saison qui, en dehors de l'invasion américaine, compte peu d'œuvres étrangères de qualité. *Sibériade*, d'Andrei Mikhaïlov, est annoncé en septembre. *La Lune*, de Bernardo Bertolucci (présenté au Festival de Venise), *Sans anesthésie*, d'Andrézej Wajda, *Arriba Espana*, de Manuel Gutiérrez Aragón, *Cinq Soirées*, de Nikita Mikhalkov, devraient sortir en octobre ; *Fin d'automne*, de Yasujiro Ozu, *Lightning over waters*, de Nicholas Ray et *Wim Wenders*, *Maman a cent ans*, de Carlos Saura, *Concepcion* en vingt-six images, de Lordan Zaïrnovic, en novembre.

Il va manquer à cette saison le Festival cinématographique de Paris, qui avait pourtant résolu à prendre une certaine place dans la découverte et la promotion de films internationaux. Le ministère de la culture, le Centre national de la cinématographie, et la Ville de Paris, qui le subventionnaient, renoncent à soutenir une manifestation difficile. Alors que les festivals de cinéma se multiplient en France (Biarritz vient d'en créer un nouveau, consacré au cinéma ibérique et latino-américain, du 24 au 29 septembre) et que celui de Venise, autrefois le grand concurrent de Cannes en Europe, reprend vie, il paraît tout de même surprenant que Paris n'ait pas le sien. Le délégué général Pierre-Henri Delaunay (son fondateur et animateur) avait reçu une proposition d'association avec le Festival d'automne de Munich, Paris devant fournir les films qui seraient projetés successivement dans les deux villes. Le projet aurait été abandonné pour des raisons financières. Cette affaire cause pas mal de remous. Il faudra en reparler.

JACQUES SICLIER.



### Sur les écrans le 12

- LES PETITES FUGUES  
d'Yves Yarnin  
Apprentissage poétique de la liberté et de l'indépendance par un jeune paysan suisse. Il s'achève un générique puis un appareil-photo, au grand étonnement des fermiers chez qui il travaille. Un joli film, où le réalisme d'une solide étude de la vie à la campagne sert de base à la fantaisie.
- L'ANGE BLEU  
de Josef von Sternberg  
Reprise d'un film mythique pour une réévaluation historique. Sternberg a-t-il réellement inventé Marlene Dietrich ou fait-elle la star hollywoodienne du papillon berlinois déjà célèbre en son pays ?
- RETROSPECTIVE KUROSAWA  
Six films du grand humaniste japonais, pour refaire connaissance : la Légende du grand judo (1943) ; Scandale (1950) ; Rashomon (1950) ; le Château de l'araignée (1957) ; la Forteresse cachée (1958) ; Yoimbo (1961).
- LA VEDETTE  
de Reinhard Hauff  
La révolte d'un adolescent, appartenant à un milieu très modeste, qui s'estime abandonné et trahi par un cinéaste qui s'est servi de lui pour un film.
- ALIEN  
de Ridley Scott  
Une « horreur-fiction » qui fera surcroît les spectateurs comme jamais peut-être depuis *Psychose* d'Alfred Hitchcock.

### MUSIQUE

## Les détours d'une saison sans surprises

En dépit des illusions tenaces, soigneusement entretenues d'ailleurs par la publicité et les déclarations des organisateurs de concerts, à Paris, n'est en fait qu'un éternel recommencement. Ni tout à fait la même ni tout à fait une autre, elle va s'étirer parsemée de septembre à juin : sensible aux modes et aux flâneries, elle s'efforcera de plaire à tout le monde sans déranger personne. Mais il faut bien se faire une raison et aller au concert quand même, car en choisissant un peu, et surtout en guettant les annonces de dernière minute qui font apparaître tout à coup des occasions inespérées, imprévisibles, on trouvera (au sens propre) de quoi se changer les idées.

Rien de nouveau à l'Opéra, les reprises succédant aux reprises. Pourtant, à bien y regarder, on découvrirait du 9 juin au 5 juillet 1980 : huit représentations de Boris Godounov sous la direction

de Seiji Ozawa avec Ruggero Raimondi, le metteur en scène n'est pas connu ; pour la partition on annonce la version originale rétablie par Chostakovitch, mais, comme il a, par la même occasion, revu l'orchestration, on se demande ce qu'on entend, au palais Garnier, par « version originale ».

Radio-France, le 8 janvier, précise également « version originale » : serait-ce celle de Moussorgsky ? La saison lyrique de Radio-France, comme chaque année, propose une programmation très originale : *Opérahnik*, de Tchaïkovsky (31 octobre), *I due foscari*, de Verdi (8 novembre), *Bernardo Cellini*, de Berlioz (16 novembre), *La spaziale*, de Haydn (20 décembre), *Elfenreue*, oration de René Koering (26 février), *Robinson Crusoe*, pour le centenaire d'Offenbach (28 mars), *Alypone*, de Marin Marais (5 juin), et bien d'autres raretés encore qui commencent généralement à

20 heures, tantôt au grand auditorium de la Maison de Radio-France, tantôt au Théâtre des Champs-Élysées.

Ce ne sont là malheureusement que des versions de concerts, idéales à la radio, mais au concert il manque l'émotion du spectacle. Si l'on habite Paris, il faut aller un peu à l'Opéra-Comique. Les amateurs de musique contemporaine pourront y découvrir *Harlequin et Der Jahreslauf*, de Stockhausen (du 20 au 24 novembre) et les *Noëls chymiques*, rituel féérique en six journées de Pierre Henry (5, 7, 10, 12, 13 et 14 juin), ou *Reverendence Erwastung*, de Schoenberg, et *le Châleu de Barbe-Bleue*, de Bartok (19, 22, 25, 29 et 31 janvier, et 2, 5, 11 et 14 février). Les gens sans idées préconçues reconnaîtront que le Porteur d'eau, de Cherubini, vaut beaucoup mieux que sa réputation (12, 15, 17, 20, 22, 25, 28 et 31 mars), Robert Dhéry invitera ses administrateurs à célébrer Offenbach à sa façon du 12 au 31 décembre avec trois opérettes peu connues : *Mesdames de la Halle*, *Pomme d'Apl* et *Monsieur Choufleuri*. Enfin, quelques privilégiés entendront Placido Domingo et Teresa Berganza sous la direction de Claudio Abbado dans *Carmen* les 9, 12, 15 et 18 mai, ce qui, compte tenu du nombre prévisible des demandes insatisfaites,

fera sur le public l'effet d'une gifle sans précédent.

Les Parisiens trouveront qu'on est peut-être mieux traité dans les théâtres de province, dont les programmes seront annoncés ultérieurement.

Toujours expérimental, le théâtre musical sort peu à peu de l'ombre. La Maison de la culture de Rennes annonce un Festival international du 25 au 29 octobre avec la création de *Machine à sous*, portes du ciel (25 et 27 octobre), de Jean Garrec et Yves Guennec, et la venue, entre autres, de l'Opéra de chambre de Varsovie (25 octobre), de l'Opéra national de Stuttgart : *Aventures et Nouvelles Aventures*, de Ligeti (28 et 27 octobre), du Théâtre populaire de Rostock : *El Cimarón*, de Herzog (28 et 29 octobre) et de l'Atelier lyrique du Rhin : *Maïche et Ohana* (28 et 29 octobre). Renseignements : tél. : (39) 79-25-28. La Maison de la culture de Nanterre propose également plusieurs ouvrages du vingtième siècle : *Pasaggio* et *Opéra*, de Berio (27, 28 et 29 octobre), *Victor Hugo*, d'Ivo Malec (3 février), le *Naz*, de Chostakovitch (19, 20 et 22 février), spectacle Meredith Monk du 27 février au 2 mars, *l'Atelier Makropoulos*, de Janacek (13, 14 et 15 mars), une soirée *Maïche-Ohana* (21 au 23 mars) et *le Collier* des

russe, d'Ahmed Essyad (du 9 au 13 mars et du 26 au 30 mars).

La musique contemporaine, à Paris comme ailleurs, est affaire de vigilance et d'improvisation : peu de concerts annoncés à l'avance, mais en restant aux aguets on découvrira plusieurs fois par semaine de quoi satisfaire sa curiosité. L'ensemble intercontinental a, dès le mois de juin, publié une jolie plaquette avec des thèmes : musique celtique contemporaine, Europe de l'Est (octobre), cycle compositeur/instrument (février), cycle matériau/instrument (avril), Atelier. Lutoslawski (12 mai), mais on ne sait toujours pas si le but de ces concerts est la pédagogie ou tout simplement la musique. L'ensemble 2a 2m n'a pas encore révélé ses projets mais ouvrira le 29 septembre la série « Perspectives du vingtième siècle » avec une journée Jean Barraqué. L'ensemble de l'itinéraire prévoit d'ores et déjà une création de Hugues Dufourt le 3 décembre ainsi que de Claude Lefebvre et Pascal Dusapin le 24 janvier. L'ARC continuera sans doute à consacrer plusieurs de ses soirées aux jeunes compositeurs au Musée d'art moderne, et les divers instituts, centres culturels et ambassades poursuivront, tout au long de l'année, un travail d'information qu'on n'apprécie pas toujours à sa juste valeur.

Parmi les festivals dont le programme est déjà connu, deux d'entre eux réservent une place presque exclusive aux musiques d'aujourd'hui : le Festival d'automne, à Paris, fera résonner, sous les voûtes de la chapelle de la Sorbonne, les nouvelles tentatives de l'avant-garde américaine du 28 septembre au 1<sup>er</sup> décembre, dans le cadre d'une exposition. Ecritures musicales où seront réunies et confrontées les manuscrits musicaux les plus rares ou les plus significatifs des origines à nos jours. Les Rencontres internationales de Metz, d'autre part, ont lieu cette année du 13 au 17 novembre : créations d'Alcina, Amy, Berio, Gioberti, Lévinas, Marcland, Maïche et d'autres encore. Renseignements : tél. : (87) 75-14-88. Et la musique symphonique, la musique de chambre, les récitals, les beaux concerts classiques ? Ce qu'on en connaît début septembre est déjà si semblable à ce que les prévisions les moins optimistes pouvaient laisser espérer qu'il vaut mieux attendre la fin de la saison et alors faire le compte de tout ce qui n'aura pas été donné trois ou quatre fois ou de ce qui l'a été de façon satisfaisante, car le drame de la musique classique ou romantique, ce n'est pas d'être trop jouée, mais de l'être, bien souvent, si mal.

GERARD CONDE.

### Deux compositeurs

● SCHONBERG POUR UN SOIR  
Les occasions d'écouter des œuvres pour orchestre de Schoenberg sont encore si rares qu'il suffit d'en réunir plusieurs le même soir pour donner l'impression d'un festival. S'agissant pour le nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France d'un concert de rentrée, le fait est encore plus extraordinaire : pourtant, le 14 septembre, au grand auditorium de la Maison de Radio-France, le Concerto pour piano (soliste J.-F. Heiser) succédera au *Survivant* de Varsovie, et M. Kyriaki terminera la soirée en chantant Erwartung, l'un des opéras les plus étonnants dans sa force et sa concision de l'histoire du théâtre lyrique, sous la direction de Gilbert Amy.

● BERLIOZ CHEZ LES SIENS  
De Lyon à La Côte-Saint-André, il y a tout juste 60 kilomètres, mais pour rélier le village natal de Berlioz à l'auditorium Maurice-Ravel, il suffisait d'une idée, celle d'un festival, le premier qui célébrerait chaque année le grand compositeur romantique. L'Orchestre philharmonique de la garde républicaine donnera le concert d'entrée le 17 septembre avec la Symphonie funèbre et triomphale, sur la place Charles-de-Gaulle, mais elle sonnera peut-être mieux le 20 septembre à la Côte-Saint-André sous les halles. Rondo et Juliette sera donné deux fois à l'auditorium Maurice-Ravel, les 18 et 19 septembre, avec l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon.

14 JUILLET BASTILLE - RACINE

# La Vedette

Un Film de REINHARD HAUFF  
le réalisateur du « COUTEAU DANS LA TÊTE »



# THÉÂTRE

## DE LA CONVICTION SANS BUDGET

### THEATRES NATIONAUX

L'événement important survenu cette année est la nomination de Jacques Toja comme administrateur général de la Comédie-Française. L'attente a été longue. Pierre Dux, son prédécesseur, a dû établir le programme de la prochaine saison, consacrée au tricentenaire de Molière. Une entreprise aussi importante que la Comédie-Française s'organise au milieu d'un an à l'avance. Jacques Toja dispose donc d'un an pour mettre au point sa ligne personnelle. Ayant fait sa carrière dans la maison, il est attaché à la cohérence de la troupe, notion à laquelle il accorde une grande importance. D'autre part, ses différentes déclarations laissent espérer qu'il poursuivra et élargira l'ouverture amorcée par Pierre Dux vers les œuvres contemporaines, les metteurs en scène venus de l'étranger, les lectures contemporaines d'œuvres classiques.

C. G.

**COMEDIE FRANÇAISE :** a gagné Richelieu. — Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée, par Raymond Géraud (en lever de rideau des Fausses confidences), l'Œuf, de Félicien Marceau. Bérénice, par Jean-Pierre Rami.

**ODEON :** Reprise de la Villégiature, par Strindberg. Accueil : le Malade imaginaire, par le Théâtre national de Dakar. La Tour de Babel, d'Arrabal, par Lavelli. Dève au bord de la mer, de Kallias, par Vitez.

**PETIT ODEON :** Edith Détrusée, de Jean-Louis Baur, par Jean-Luc Boudry. C'est comme ça déjà ? par Jean Bouchaud.

**THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT :** grande salle. — Gigamesh, par Victor Garcia (coproduction Festival d'automne). La Pile du Gémier. — Les larmes amères de Petre von Kant, de Fassbinder, par Dominique Quehec (label Festival d'automne). Le Pile du bossu, par Laurent Terziotti.

**THEATRE DE L'EST PARISIEN :** Accueil : A toi pour toujours, ta Marie-Lou, de Michel Tremblay, par la compagnie des Deux Chaises de Montréal. On ne badine pas avec l'amour, par Guy Réfort. — Petit-TOP : Georges Aporghis.

**THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG :** — On attendait Godel, par André Engel. En mars, un spectacle en deux soirées : Violence à Vichy, par Jean-Pierre Vincent.

### THEATRES MUNICIPAUX

**THEATRE DE LA VILLE :** — Gin Gamo, de D.-L. Coburn, par Jean Marcure.

**THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT :** — Arturo U, par les Tréteaux du Midi - Jacques Echantillon.

**THEATRE GERARD-PHILIPPE DE SAINT-DENIS :** — Les Fausses confidences, par Jacques Lassalle (label Festival d'automne). Réclat Wolf Biermann. Salle Sorreau. — Bessacoulle, par Daniel Peron. Stuart Sherman, Winston Tong (Festival d'automne). La Lucarne-cabaret : Michel Harmon chante.

A propos des gros sous de la France et du projet de loi de finances 1980 on a pu lire ici et là qu'il s'agissait d'un budget sans conviction. Pour ce qui est du Théâtre Gérard-Philippe, il en va tout autrement puisque sa saison 1979-1980 sera une fois de plus placée sous le signe de la « conviction sans budget ». Et, paradoxalement, dans ce contexte de pénurie organisée (avec tel talent !) débute une très intense activité créatrice.

Bon, il y a une ville qui, elle, prend toute la mesure de ses responsabilités. Il y a un lieu... et qui n'a rien à envier à bien des salles « parisiennes ». Il y a une petite équipe permanente d'une vingtaine de personnes environ (plutôt moins) pour « animer » ces trois salles (animer : mettre en mouvement, non ?). Et il y a enfin et surtout la conviction profonde de ce que « le poète a toujours raison ». Ainsi nous donnerons cette fois-ci la parole aux poètes de notre choix : poètes auteurs classiques,

poètes auteurs contemporains, poètes metteurs en scène, poètes comédiens, décorateurs, chanteurs, musiciens...

Avec eux nous nous engageons à gérer non pas la crise, mais notre part d'utopie à tous dans une cité ouvrière : entreprise difficile, certes, mais, de notre point de vue, tout à fait nécessaire et véritablement passionnante.

RENÉ GONZALES.  
Directeur du théâtre  
Gérard-Philippe.

### DIRECTEURS SUBVENTIONNES

Certaines salles privées ont à leur tête des directeurs personnellement subventionnés par l'Etat. Lorsqu'ils changent de théâtre, ils emmènent avec eux leurs subordonnés. Jean-Louis Barraut et Madeleine Renaud ont donné vie au Théâtre d'Orsay. Ils l'ont créé, et en 1981 le bâtiment va être transformé en musée. A cette date, les éternels comédiens errants, suivis par un public qui leur appartient et qui leur est fidèle, vont installer leur compagnie dans un lieu nouveau, à créer, le Palais de glaces. Au sein de la nouvelle saison qui va commencer le 18 septembre prochain, je pense, à ce que représente, dans l'histoire mouvementée de notre compagnie, l'aventure du Théâtre d'Orsay. Certainement une des plus singulières.

Construire, dans cet endroit insolite, avec des moyens d'artisans, un ensemble architectural qui permette du jour au lendemain, grâce à sa grande salle, à sa petite salle, au foyer où se rencontrent spectateurs et comédiens, de créer un lieu international où règne l'amitié et l'échange humain est le signe d'un bonheur exceptionnel.

Le Théâtre d'Orsay, depuis sept ans, est devenu un phénomène social qui concerne 300 000 personnes par saison. C'est à ces 300 000 personnes que nous présentons quand nous composons notre programme.

Avec Zadig, d'après Voltaire, nous allons donc ouvrir nos portes sous le signe du plaisir cautionné par l'intelligence. A ce plaisir nous allons essayer d'ajouter une sorte de fête de notre profession en célébrant, par une grande exposition J. Copeau, le mouvement du Vieux Colombier, l'essor de la N.R.F. et la situation du théâtre européen au début du vingtième siècle. Puis il y aura une création en octobre (Wings, de Kopl) mise en scène de Claude Régy, le Petit Orsay alors rouvrira ses portes et, dès janvier 1980, de nouveau la fête avec pas mal de folie puisque nous allons nous lancer dans une « Intégrale du Soulier de satin » ! Il faut toujours un grain de folie dans l'amour.

Puissons-nous être assez heureux pour plaire à ceux à qui nous dédions plaisir. Je pense à ces



(Dessin de CHENEZ)

trois cent mille amis que nous voudrions tant satisfaire au cours de cette saison nouvelle.

JEAN-LOUIS BARRAUT.

**BOUFFES DU NORD :** — Peter Brook : l'Œuf et la Conférence des oiseaux (créé à Avignon). Accueil : la Famille Deschamps, par Jérôme Deschamps.

**GARRE SILVIA MONFORT :** (sous chapiteau). — La Fourni dans le corps, d'Audubert.

**THEATRE OBLIQUE :** — Henri Ronas : Accueil : Céline au miroir, par Daniel Peeters. Créations : Théâtre des monologues, de Ritos, Esther.

**THEATRE D'ORSAY :** — Wings, de Kopl, avec Madeleine Renaud. PETIT ORSAY. — Apparences, de Henry James, par Simone Benmussa.

**GENNEVILLIERS :** — Bernard Sobel : Mario et le magicien (Festival d'automne). Accueil : Il y avait un silence ne pouvait être vide, par le Théâtre de la Reprise (label Festival d'automne).

**IVRY :** — Une nouvelle salle est en construction. Reprise de l'Ecole des femmes, Tartuffe, le Misanthrope et Don Juan en allemand à la Porte Saint-Martin (Festival d'automne). Tournée : la Rencontre de Georges Pompidou avec Mao Zedong. Un cœur simple.

**CHELES :** — Pierre Meyrand-Arlette Téphany : Mille francs de récompense.

**CARTOUCHEURIE DU THEATRE DU SOLEIL :** — Accueil : Amours de poison, par le Théâtre de l'Ecluse. Maphisto.

**CARTOUCHEURIE DE L'AQUARIUM :** — Reprise de Pepe. En janvier une création collective à partir de Flaubert.

**CARTOUCHEURIE DE L'EPÉE DE BOIS :** — Accueil : Edipe, par Jean-Marie Pabé (label Festival d'automne).

**SALLES SUBVENTIONNEES**  
**CARTOUCHEURIE DE LA TEMPETE :** — D'Aménagement, par le Théâtre populaire de Lorraine. Andalousie amère, par la Cuadra de Séville (label Festival d'automne).

**CITÉ INTERNATIONALE :** — Grande salle : le Mariage, de Gogol, par Virgil Ténasse. La Galerie : Gigamesh, en français, par la Compagnie du Lièvre. La Ressource : Danse de mort, Finnegan's Wake, Président Schreber, par la Compagnie Glibert.

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU :** — Kawhar et la Tragédie du roi Christophe, par le Théâtre national de Dakar. Stuart Sherman, puis le Drame au petit chloé (Festival d'automne).

**SALLES PRIVEES**  
« Qu'est-ce qu'un théâtre privé ? Un théâtre libre puisqu'il fonctionne de manière autonome. » La définition est donnée par Daniel Darès, directeur du Théâtre Antoine et producteur de ses spectacles. Il précise : « Il existe le Fonds de soutien, créé à l'initiative de la profession tout entière, subventionné partiellement par l'Etat et la Ville de Paris, financé par les théâtres eux-mêmes, qui paient chaque soir la taxe parafiscale, et jouent la carte de la solidarité, les salles dites de divertissement aidant les salles d'art et d'essai. La plupart des théâtres de Paris font partie du patrimoine culturel de la capitale. Ils doivent être entretenus, équipés, modernisés. Ils doivent assurer au maximum de leurs possibilités un emploi stable à une équipe technique et administrative, et faire face aux charges écrasantes, tant sociales que fiscales. Un directeur de théâtre privé est personnellement responsable des finances de son entreprise. Il doit donc trouver pour les pièces existantes sur le marché celle qui répondra le mieux au goût du public. Dès que l'on s'éloigne du divertissement, les risques augmentent. »

« Le coût de la production n'a pas échappé à l'inflation et les risques financiers sont énormes. D'où, souvent, une autocensure nécessaire. La vedette est et demeure un élément important pour tout un public qui se recroqueville en elle. Mais à part certaines exceptions que les directeurs s'arrogent, la plupart préfèrent le

cinéma, et redoutent les exigences, les rigueurs de la vie théâtrale. » La télévision prend au théâtre l'essence de son répertoire sans lui donner en retour la promotion qu'il mériterait. Il n'y a plus de place pour les demi-succès, qui permettraient voir quelques années d'imposer de jeunes auteurs. »

Le Théâtre Antoine, qui prolonge jusqu'aux fêtes le succès de Jacqueline Maillan dans le Poot japonais, annonce pour janvier : Whose life is it anyway, de Brian Clark.

Découvrir-t-on de nouveaux talents ? Parmi les nouveaux spectacles on remarque des classiques : Molière à la Polinière : Le miroir confidentiel - Shakespeare au Fontaine : « Troilus et Cressida ». Claudel à l'église Saint-Merri : « La Cantate à trois voix ». Plusieurs Audubert sont prévus en province et à Paris alors qu'il était rarement joué ces dernières années. Félicien Marceau revient lui aussi, entre autres pièces avec « l'Œuf » et donne une pièce inédite à Hôpital. « A nous de jouer » avec Claude Brasseur.

Il y a comme tous les ans des adaptations d'auteurs anglo-saxons, au Théâtre de la Ville, à Orsay, à Antoine, au Gymnase, mais aussi « le Piège » d'Ira Levin et Jean Caux avec Robert Hirsch à Edouard-VII, « la Franchise de l'aube » d'Herb Gardner et Raymond Rouleau à l'Athénée, avec Pierre Dux.

« Coup de chapeau » de Stas et Badel et Grady avec François Perier, à la Michodière. Il y aura également de l'humour venu de l'Est : « Audience » et « Vernissage » de Harel, par Stephan Mellegue à Essalon (créé à Avignon). « Le Volcan de la rue Arbat » d'Abrazz, avec Jacques Fabrice, à la Polinière.

Parmi les auteurs français qui se risquent sans vedettes : Romain Waingarten : « le Miroir » au Théâtre de Poche, Albertine Sarrazin au 347, Roland Dubillard qui reprend « la Maison d'O » au Studio des Champs-Élysées. Jean-Claude Grumberg par une compagnie très peu subventionnée, le

**GALERIE CHARDIN**  
36, rue de Seine, 75006 Paris.  
Tél. : 339-90-38

**K. TOYOKAWA**  
« Les Joueurs de boules »  
Peintures  
Du 13 sept. au 1<sup>er</sup> oct.

**LES ARTS DU MONDE W.B.**  
COMMUNICATION BY W.B.  
2080 Kappel BELGIUM

**MAIRIE ANNEXE DU 11<sup>e</sup>**  
Place Léon-Blum - M<sup>e</sup> Valtairé

**JEAN BÉRAUD**  
1849-1935  
Un témoin de la Belle Époque  
T.L.J. et mardi de 11 h. 30 à 18 h.  
Jusq. 4 oct. (entrée grat.)

**L'art religieux à Venise (1500-1600)**  
Exposition ouverte jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre  
tous les jours de 10 h. à 19 h., sauf le mardi  
MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL  
Nice - Tél. (93) 81-75-75

**GALERIE DROUANT**  
52, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS, 265-79-45

**HALA KOUATLY HAROUN**  
du 11 au 25 septembre 1979

**CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS**

**CENTRE CULTUREL BRITANNIQUE**  
2, rue de Constantine 7<sup>e</sup> (Métro Invalides)  
à l'occasion de la parution du roman de Anthony Burgess : 1947-1953 (Robert Laffont)

**TABLE RONDE, en français avec**  
**ANTHONY BURGESS,**  
Anne Pons, Georges Belmont, Jacques Cabau et Bernard Cassan  
le Jeudi 13 septembre 1979, 18 h. 30

**GRANDS et JEUNES D'AUJOURD'HUI**  
Art Cinétique  
peintures, sculptures au GRAND PALAIS  
Vernissage le 13 Septembre à 18 h.  
jusqu'au 15 Octobre

**COMPAGNIE RENAUD-BARRAUT**

**THEATRE D'ORSAY**  
réouverture mardi 18 septembre

**ZADIG**  
de Georges Coulonges d'après Voltaire  
Prix Plaisir du Théâtre  
du 18 septembre au 21 octobre  
tous les soirs 20 h 30 sauf dimanche et lundi  
matinées dimanche 15 h et 18 h 30

**BON DE LOCATION**  
prix des places 65 F - 60 F - 50 F - 45 F - 35 F - 25 F

nom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
nombre de places x F total F  
date \_\_\_\_\_

chèque bancaire ou postal 3 volets à l'ordre de la Cie Renaud-Barrault  
adressé avec une enveloppe timbrée pour l'envoi des billets  
Théâtre d'Orsay 7, quai Anatole-France 75007 Paris  
tél. 548.38.53

**LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS**  
pour devenir  
**assistant-réalisateur**  
**scripte**  
**monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)  
**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.85.94  
Documentation M sur demande

**COURS de l'ATHENÉE-LOUIS JOUVET**  
mardi - mercredi - jeudi - vendredi de 11 h à 14 h  
direction d'acteurs Pierre Reynal  
renseignements - inscriptions  
Théâtre de l'Athénée 24 rue Caumartin tél. 742.67.81

**c'est le moment de souscrire votre abonnement**

**THEATRE DE LA VILLE**  
12<sup>e</sup> saison  
théâtre-danse  
4 spectacles  
individuel 112 F au lieu de 168 F  
collectivité (10 personnes minimum) 92 F au lieu de 168 F

danse  
3 ballets  
individuel 84 F au lieu de 126 F  
collectivité (10 personnes minimum) 69 F au lieu de 126 F

**Avant-saison**  
du 25 septembre au 7 octobre  
alvin alley  
american dance theatre  
21 ballets dont 16 inédits à Paris  
du 9 au 14 octobre  
merce cuningham  
dance company  
10 ballets dont 1 création mondiale  
1 création européenne et 4 créations à Paris  
en collaboration avec le Festival d'Automne et le Festival International de la Danse

**ABONNEMENTS-ADHESIONS-RENSEIGNEMENTS**  
dans le hall du théâtre de 11 h à 19 h  
par correspondance 2 place du Châtelet 75180 Paris Cedex 04  
tél. 274.11.24

**THEATRE DE LA MICHOIERIE**

**FRANÇOIS PERIER**  
dans  
« COUP DE CHAPEAU »  
de BERNARD SLADE  
Adaptation : BAILLET et GREDY  
Mise en scène : PIERRE MONDY  
Location : 742.55.22

**TETE D'OR**  
de Paul Claudel  
par la compagnie

**Théâtre et Lumière**  
nouvelle mise en scène de DOMINIQUE LEVERO  
du 21 oct au 29 septembre  
location  
BOUFFES DU NORD : 239.34.50

**CIRQUE DE MOSCOU SUR GLACE**  
du 18 septembre au 11 octobre  
également par tél.



Compenot, à Antony et à la maison de la culture de Nanterre «En revenant de l'Expo».

Et une vedette, Robert Hosselin, avec un grand spectacle «Terror et Vertu» au Palais des congrès. Une vedette qui risque sa chance comme auteur, Claude Rich à l'œuvre «Un habit pour l'hiver», et pour la mode rétro et dissident réunis, «Tovaritch» de Jacques Deval à la Madeleine.

## LA DECENTRALISATION

La «petite phrase» de Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, à propos de «la décentralisation, notion dépassée», a provoqué l'indignation et l'indignation de tous ceux qui ont fait de cette «notion», une habitude de vie.

«La décentralisation est un mouvement unique dans l'histoire culturelle de notre pays», écrit Marcel Maréchal, directeur du centre dramatique de Lyon puis du Nouveau Théâtre national de Marseille. «Il faut être citoyen et artiste, né en province et ayant choisi d'y vivre, pour savoir ce qu'était hors de la capitale la vie théâtrale en France

à l'époque, pas si lointaine, des omnipotentes tournées parisiennes... Marseille est un exemple parmi d'autres de la vitalité de l'utopie mise sur rail par Michel Saint-Denis, Vilar, Dasté, dans le sillage du carrel. Mais à des périodes régulières, on voudrait l'écouter... Quand, en 1968, nous avons demandé le statut de centre dramatique, nous nous sommes entendus répondre que, dans l'agglomération lyonnaise, existait déjà le Théâtre de la Cité de Roger Planchon et de Robert Gilbert... Le travail artistique de la compagnie et les liens créés avec le public ont imposé l'existence de ce deuxième centre dramatique. Je dirai qu'il suffit de vouloir.

«J'ai, à Marseille, l'équipe du N.T.N.M., la municipalité et le public «veulent» leur Théâtre de la Cité: une salle de 825 places, une salle polyvalente de 300 places, des foyers d'accueil, une salle de répétitions, au cœur historique de la ville, dont l'ouverture est prévue pour la fin de 1980. Marseille et le N.T.N.M. auront-ils les moyens de l'utiliser? La question a été posée à la plus haute instance de notre pays: M. Delfa, maire de Mar-

seille, s'est rendu à l'Elysée pour poser la question au président de la République et a accepté que la République, en tout cas, ne nous appartienne pas. Elle appartient, de même que l'avenir de la décentralisation théâtrale, au ministère de la culture et de la communication, qui ne peut, sous le fallacieux prétexte libéraliste de donner le pouvoir de décision aux régions et aux villes, se décharger de sa mission. La décentralisation est toujours l'avenir théâtral de ce pays, à condition qu'on la soutienne dignement.

## LES CREATIONS DANS LES CENTRES DRAMATIQUES DE SEPTEMBRE A DECEMBRE 1979

(Programme communiqué par l'ATAC, Association technique pour l'action culturelle)

ANGERS. — Tournées: Henri IV, l'Avare, Mère et Noblesse. AUBERVILLIERS. — Anecdotes provinciales, coproduction J.T.N., la Poule d'eau.

BEAUNE. — Il était une fois une fille de ferme, d'après Roger Martin du Gard.

BESANCON. — Vian — Saint-Germain-des-Près.

BEZIERS. — Reprise d'Arturo Ui, par Jacques Chantillon.

CAEN. — Barbey d'Aurevilly-Images, d'Antigone, de Sophocle.

GRENOBLE. — Les Camille, par Georges Levaillant, Bérénice, par Philippe Moret-Genoud. En mars, la Césaire, par Gabriel Monnet.

LILLE. — Reprise de la Mère, coproduction la Planquette.

LIMOGES. — Porcelaine, de René Coutandier.

LYON. — La Mégère apprivoisée, par Jacques Weber.

MARSEILLE. — Tournées de Cripura et le Malade imaginaire. En janvier: Opéra parlé, d'Audiberti.

NANTERRE. — Festival d'automne. En février: Les, de Wikiewicz, coproduction T.N.P.

NICE. — Un balcon sur les Andes, par Jean-Louis Thamin.

PARIS. — Cyrano de Bergerac, par Jean Danel (Tréteaux de France).

REIMS. — Hedda Gabler, par Jean-Pierre Miquel.

RENNES. — Arturo Ui, par Pierre Debauche.

SAINT-ETIENNE. — Cache ta joie, de Jean-Patrick Manchette, par Daniel Benoit.

TOULOUSE. — Le Revizor, par Maurice Sarrazin.

TOURCOING. — Britannicus, par Gilles Bourdet. Tournée de Attention au travail.

VILLEURBANNE. — Reprise de No man's land, au Gymnase, à Paris.

## VARIÉTÉS

## HALLYDAY VINGT ANS APRÈS

Ce début de saison dans les variétés est incontestablement marqué par les vingt ans de chanson de Johnny Hallyday, célébrés au Pavillon de Paris au mois d'octobre prochain. La brève apparition dans l'Hexagone, à la fin des années cinquante, de Johnny Hallyday et de ce que l'on a appelé alors les «Idoles», portées par le rock, bouclicule en effet tout sans ménagement dans la chanson. Des milliers de jeunes se reconnaissent en Hallyday et dans les «Idoles» au moment même où, avec des loisirs et un peu d'argent de poche, ils arrivent en force dans la vie active et sur le marché du show-business, modifié par le microfilm.

Le rock jaillit du disque, de la radio, des salles de danse, du juke-box et des comédies musicales d'Hollywood. Une nouvelle presse spécialisée donne une allure mythologique à l'aventure de Johnny Hallyday, comme à celles, bientôt, d'Eddy Mitchell et de Lucky Blondo, qui vivent leurs rêves et utilisent sur scène les gestes, les couleurs musicales de la violence sans que celle-ci aboutisse à une révolte — sauf celle, classique, contre le monde des adultes, ses signes et ses conventions. Il y a bien une douzaine d'années que le phénomène Hallyday n'a plus de portée sociologique, mais son entrée dans la chanson il y a vingt ans reste une date importante.

Cet anniversaire se célébrera curieusement à l'instinct précis où les Frères Jacques, symboles d'une autre génération, d'une autre époque, ont brillé la Rose rouge, le Tabou et Saint-Germain-des-Près, donneront leur régal d'adieu à la

Comédie des Champs-Élysées. D'autres spectacles marqueront plus simplement les rentrées de Charlebois (au Palais des Congrès, du 15 septembre au 2 octobre), d'Harry Belafonte (à l'Olympia, du 17 au 19 octobre), de Veronique Sanson (à l'Olympia, du 1<sup>er</sup> au 14 octobre), de Georges Moustaki (à l'Olympia, du 5 au 18 novembre), et la confirmation de Michel Jonasz (à l'Olympia, en janvier), un des rares chanteurs français actuels à l'univers large, ouvert, complexe, plein de contrastes.

La disparition de Bruno Coquatrix au printemps dernier, si elle a été vivement ressentie, ne modifie pas l'aventure du music-hall du boulevard des Capucines, où un triumvirat composé de Mma Coquatrix, de Mma Patricia Coquatrix, secrétaire générale de l'Olympia, et de M. Jean-Michel Boris, qui conserve ses fonctions de directeur général, a pris en main les destinées d'une salle qui est un fief de compétence professionnelle face à la facilité et à la médiocrité générales.

La saison nouvelle fait aussi ressortir l'éparpillement des programmes dans diverses salles et de nombreux théâtres: à Bobino, avec un programme sans originalité: au Pavillon de Paris, avec des spectacles-événements; au Théâtre de la Ville, avec ses programmes de 18 h. 30; au Théâtre Marigny, avec Thierry Le Luron; au Théâtre Montparnasse, avec les Parapluies de Cherbourg, de Michel Legrand et

Jacques Dany; au Théâtre des Mathurins, avec un régal des Frères ennemis; au Théâtre des Champs-Élysées, avec les Frères Jacques, puis, pour les fêtes de fin d'année, avec Chantal Goya, dont la brusque accession à une tête d'affiche souligne le marché représenté par une nouvelle tranche d'âge, celle des jeunes enfants qui ont déjà rempli cet été l'Olympia pour le spectacle d'Annie Cordy.

Si la rentrée du rock est surtout marquée actuellement par plusieurs albums de très grande qualité, des concerts sont déjà annoncés, notamment ceux de Leonard Cohen (fin octobre), de Randy Newman (novembre), de Boston (octobre), de Mink de Ville (les 2 et 3 octobre au Palais), d'Instant Funk (le 10 octobre au Palais), tandis que la venue de Bruce Springsteen en France se fait de plus en plus inévitable.

Dans l'immédiat, deux récents sont à signaler: celui de Warda, l'une des plus populaires parmi les chanteuses arabes, dont les chansons parlent d'amour, d'une manière moderne pour le monde arabe, puisque la femme s'affirme, est jalouse, souffre, n'a pas honte de le dire (à l'Olympia); et celui de Djamel Allam, auteur-compositeur et chanteur kabyle profondément original, avec de nouvelles chansons et de nouveaux musiciens (à la Chapelle des Lombards).

C. F.

## Bob Wilson au Festival d'automne

A cause de la longue crise gouvernementale italienne, les deux spectacles prévus de Luca Ronconi, la Tour et les Bacchantes, ne viennent pas à Paris. Le ministère de la culture devait décider s'il payait ou non le voyage des quelques tonnes de décor, et il n'y a pas eu de ministre pendant plusieurs mois. Mais Luca Ronconi répète à Rome les deux œuvres de Berio, Pasaggio et Opéra, qui seront à Nanterre les 27, 28, 29 octobre après être allées à Lyon.

Bernard Sobel reprend Mario et le magicien, créé au Ciofres des Océans, musique de Bernard Durtignolle, à Gernavilliers du 2 au 21 octobre. La Quadra de Séville présente à la Cartoucherie de la Tempête du 9 novembre au 15 décembre Andalousie amère sous le label «Festival d'automne» (c'est-à-dire une aide de publicité et de billetterie; c'est désormais une tradition lorsque le budget ne permet pas un apport plus concret).

Le programme de théâtre sans musique, coproduit ou produit, commence le 25 septembre à la Porte Saint-Martin, avec la reprise des quatre Molière mis en scène

par Vitez, donnés en alternance: l'Ecole des femmes, Dom Juan, Tartuffe, le Misanthrope.

On verra ensuite, du 26 octobre au 11 novembre, au Théâtre de Paris, Bob Wilson, avec Edison, son nouveau spectacle qui, en France, sera créé auparavant à Villeurbanne; le Nœud de Rampeaux de Jean-Marie Simon au Forum des Halles à partir du 6 novembre; Stuart Sherman, un Américain tranquille dans ses solos drôles, au Centre Georges-Pompidou du 7 au 12 novembre, au Centre culturel américain du 14 au 24 novembre, à Saint-Denis du 28 novembre au 2 décembre; la première mise en scène théâtrale d'Eric Rohmer, Catherine de Heilbronn, à Nanterre du 9 novembre au 8 décembre; le retour de Victor Garcia dans la grande salle de Chaillot avec Gilgamesh en langue arabe du 14 novembre au 18 décembre; un nouveau venu, Arty, coproduit avec l'adaptation d'une nouvelle de Tchekhov, la Dame au petit chien, au Centre Georges-Pompidou du 19 au 30 novembre.

## BON DE COMMANDE PAR CORRESPONDANCE

Préciser d'indiquer DATES 3 dates différentes dans l'ordre de votre préférence.

1<sup>re</sup> heure 2<sup>e</sup> heure 3<sup>e</sup> heure

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Localité \_\_\_\_\_

Dépt. \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Nombre de places \_\_\_\_\_ Prix \_\_\_\_\_

Ci-joint règlement de F. à l'ordre du Palais des Sports et une enveloppe timbrée à mon adresse.

D2

et adresse pour la réponse. Si vos billets ne vous parviennent pas à temps, avant la plus proche des dates choisies, réclamez-les téléphoniquement au Palais des Sports au 828.40.10, aucune réclamation ne sera admise après la séance.

POUR LA 1<sup>re</sup> FOIS EN FRANCE

CIRQUE

DE MOSCOU

SUR GLACE

au

PAIS DES SPORTS

du 18 septembre au 11 novembre 1979

Location également par téléphone au 828.40.90 et TOUTES AGENCES

## PRIX DES PLACES

Orchestres 85 F

Pistes 85 F

Balcons 1<sup>re</sup> série 45 F

Balcons 2<sup>e</sup> série 25 F

soirées à 21 h (sauf lundi et dimanche)

matinées samedis, dimanches et exceptionnellement jeudi 1<sup>er</sup> novembre à 14 h 15 et 17 h 30 et mercredis à 14 h 30

Remarque: ce bon, et retournez-le au Palais des Sports, 12015 Paris. Joignez un chèque bancaire ou postal (trois volets) ou mandat-lettre établi à l'ordre du Palais des Sports, ainsi qu'une enveloppe timbrée à vos nom.

CAVAL P - PARIS

## Sous les auspices de la Ville de Paris THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

Les 25, 26, 29, et 30 Septembre

Albert Sarfati présente

dans le cadre du

## FESTIVAL FRANCE

5 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

MIKHAIL BARYSHNIKOV

PETER MARTINS • PATRICIA MAC BRIDE

HEATHER WATTS • ELYSE BORNE

JUDITH FUGATE • BART COOK

dans une Soirée Balanchine/Robbins

PATRICK FLYNN

au pupitre de l'Orchestre de l'Île-de-France

Location: Théâtre, Agences et par tél. 225.44.36

## STUDIO DE L'ÉTOILE - STUDIO SAINT-SÉVERIN

OLYMPIC-ENTREPOT

Un des rares films honnêtes sans complaisance d'aucune sorte sur la vie d'un professeur homosexuel. On trouve dans tous les instants de cette œuvre une justesse de ton bouleversante.

Claude-Marie Tremois/TELERAMA

un film de Ron Peck et Paul Hallam

## NIGHTHAWKS

CITÉ DE LA NUIT

avec Ken Robertson et Tony Westrope

Franchise, simplicité, dignité. Ce sont ces trois qualités qui caractérisent le mieux ce très bon film. C'est la première fois que le cinéma aborde aussi bien le problème de l'homosexualité.

Robert Chazal/France Soir



THEATRE DAUNOU

FONDATION PHILIP MORRIS

MIU MIU CAROLE LAURE

CLAUDE BRASSEUR DAVID BIRNEY

Au revoir... à lundi

MAURICE DUGOWSON

ACTUELLEMENT DANS 19 SALLES

PARIS-PÉRIPHÉRIE (Voir lignes programmes)



# DANSE

## DE BARYCHNIKOV A NOUREEV

Les festivals d'été se sont tellement étendus dans le temps et dans l'espace qu'il faut une activité chorégraphique bien forte pour donner un sens au mot de rentrée : une rentrée qui prend l'allure d'une vaste fête de la danse orchestrée à la fois par le Festival d'automne, le Théâtre de la Ville, le Festival International de danse et le Centre Georges-Pompidou. Si l'on y ajoute les créations prévues au Théâtre national de l'Opéra, et la reprise d'activités des jeunes compagnies, il faut admettre qu'il se passera bien des choses intéressantes cet automne à Paris. Mikhaïl Barychnikov ouvre le bal au Théâtre des Champs-Élysées, où il est l'invité d'honneur du premier Festival de France, créé par la Ville de Paris sous la présidence de Marcel Landowski et consacré surtout aux grandes formations musicales de province. Programmé hors festival les 25, 26, 29 et 30 septembre, le célèbre danseur, entouré de Patricia Mac Bréide, Judith Fugère, Heather Watts, Bart Cook et Peter Martins, donnera un petit arrière-goût de la saison du New-York City Ballet au Covent Garden, où la troupe de Balanchine s'est produite pendant trois semaines. Barychnikov interprétera des extraits d'Agon, le Pas de deux de Tchaïkovski, Apollo, The

Steadfast till soldier ainsi que Other dances et trois variations de Fancy free de Jerome Robbins (Orchestre de l'Île-de-France dirigé par Patrick Flynn).

A la même date, Alvin Ailey prend possession du Théâtre de la Ville jusqu'au 7 octobre. A l'occasion du vingtième anniversaire de sa compagnie, il présente une rétrospective d'une œuvre chorégraphique qui s'affirme comme adaptation de la modern dance aux rythmes et à la sensibilité des Noirs américains.

Le Festival d'automne, grâce à Michel Guy, a toujours accordé une large place à la création telle qu'elle se manifeste dans les croisements de l'avant-garde new-yorkaise. Cette saison, de nombreuses manifestations sont centrées sur la personnalité de Merce Cunningham, chorégraphe étroitement associé aux recherches musicales et picturales des trente dernières années et le père de ce qu'on appelle « la post modern dance » américaine. Plusieurs séjours parisiens, un passage au Festival d'Avignon, des tournées en région, ont déjà familiarisé le public français avec ce solitaire pour qui la danse est une manière de vivre l'époque actuelle.

### Au tour de Merce Cunningham

Du 9 au 14 octobre, il sera au Théâtre de la Ville. Il y donnera des œuvres du répertoire comme *Runo*, *Travelogue*, *Tango*, *Sundance*... et une création, *Locals*. Ses recherches donneront lieu à une série d'événements au Forum de Beaubourg du 17 au 29 octobre. Simultanément, une exposition au grand foyer du Centre Pompidou retracera sa collaboration avec des artistes comme Marcel Duchamps, Jasper Johns, Robert Morris, Rauschenberg et Andy Warhol, John Cage, David Tudor et Christian Wolff.

Une jeune génération continue sur sa lancée comme on pourra s'en rendre compte avec la prestation de Trisha Brown, qui travaille sur l'accumulation du geste (Beaubourg 7-12 novembre), et celle de Lucinda Childs, axée sur le geste répétitif, et dont la nouvelle chorégraphie, conçue sur une musique de Phil Glass dans un environne-

ment de Sol Lewitt, sera dansée au Théâtre des Champs-Élysées (20-21 novembre).

Plusieurs « performances » de danse théâtre présentées à la chapelle de la Sorbonne vont également dans le sens d'une construction progressive du mouvement : ainsi les solos de Dana Reitz et Deborah Hay (22-24 novembre), et celui de Sheril Sutton que l'on a revu récemment avec la troupe d'Andy de Groot (29 novembre-1<sup>er</sup> décembre). On peut y rattacher le travail de Meredith Monk, Jana Halsehn, John la Barbara ou Connie Beckley, axé sur des évolutions vocales dans l'espace (1).

Pour le dixième Festival International de danse de Paris au Théâtre des Champs-Élysées, son directeur, Jean Robin, a choisi de présenter deux compagnies américaines, celle de Paul Taylor — danse moderne — (12-18 novembre), celle d'Elliott Feld — danse contemporaine — (27 novembre-2 décembre), et deux grandes troupes de formation classique, le Ballet de Stuttgart (3-9 décembre), tous deux dirigés par des femmes à la personnalité affirmée, Alicia Alonso pour l'un, et Marcia Haydée pour l'autre.

A l'Opéra de Paris, Sylvia, ballet mythologique créé par le chorégraphe Morante en 1876 sur une musique de Léo Delibes, et remanié depuis par Léo Staats, Serge Lifar et Albert Aveline, va être remonté le 13 novembre par Lyette Darsonval, qui fut une des interprètes.

Rudolph Nouriev viendra donner sa nouvelle production *Manfred*, musique de Tchaïkovski, au palais des Sports le 20 novembre avec la participation de Jean Guizar et Wilfride Pliet. Il sera la vedette du *Fantôme de l'Opéra*, la dernière grande production maison conçue sous le règne de Rolf Liebermann. Roland Petit, chorégraphe, et Marcel Landowski, musicien, s'y sont inspirés du roman de Gaston Leroux pour faire revivre ce héros malheureux qui semait la terreur dans les sous-sols du palais Garnier. C'est au décorateur Giulio Colliellaci qu'il reviendra de faire revivre les bas-fonds de l'Opéra sur la scène même.

M. M.

(1) Parallèlement au programme du Festival d'automne, une série d'ateliers-rencontres aura lieu au Centre américain du boulevard Raspail. Ils seront animés par Trisha Brown, Paul Taylor, Elliot Feld et Sheril Sutton.

# EXPOSITIONS

## POLLOCK, PICASSO, DALL...

Il y aura encore de belles et bonnes expositions à voir à la rentrée, et après. Mais, en allant un peu avant dans l'année 80, on s'aperçoit tout de même de plusieurs choses : il y en a moins ; elles sont, dans l'ensemble, moins prestigieuses ; on fait souvent avec et autour des collections propres des musées ; on cherche à mettre en valeur ces collections ; enfin on s'arrange pour ne pas garder pour soi les sujets originaux, qui se promènent de capitale en capitale. La crise oblige, et pas seulement en France.

### AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

● Salvador Dalí (12 décembre - 14 avril)  
On l'aura vu, pour quatre mois le centre du monde se déplacera de la gare de Perpignan à Beaubourg. Après le temps des gares et des grands voyages internationaux de Paris à New-York, Berlin et Moscou, il fallait au moins d'immortelles moustaches pour occuper les espaces du cinquième étage du Centre Pompidou et le forum. Ça sera forcément spectaculaire et singulier.

● Pierre Soulages (Galerie des Contemporaines, 17 octobre - 31 décembre)  
Soulages aujourd'hui. Montrer l'actualité de l'œuvre d'un peintre abstrait de la meilleure heure d'après-guerre, dont la dernière grande exposition à Paris remonte à plus de dix ans.

● Pierre Molinier et Raoul Hausmann (musée, quatrième étage, 19 septembre - 5 novembre)  
Deux artistes, la photographie et le photomontage. Du dadaïste ber-

linois Raoul Hausmann, seront présentés des tirages choisis dans un fonds de photographes pratiquement jamais montrés : des portraits, des nus, des paysages qui servent souvent à la réalisation de photomontages. De Pierre Molinier, un peintre dont l'œuvre, imprégnée d'érotisme et de magie, est mal connue, on verra notamment des photomontages réalisés à partir de photographes de l'artiste travesti.

● Wols (salle d'art graphique, 21 novembre - 14 janvier)  
Des photographies encore, cette fois d'un peintre qui, avant de se faire connaître comme un des grands représentants de l'art informel, a été de l'objectif ; ce qu'on ne sait généralement pas.

### Accrochages (galeries contemporaines)

Deux nouvelles expositions pour présenter les œuvres acquises pour les collections nationales. Il y en avait eu deux l'année dernière : la première avait mis l'accent sur les figurations, la deuxième, sur les abstractions d'aujourd'hui. L'accrochage 3 (10 octobre - 19 novembre) regroupera plus particulièrement des artistes qui se sont fait connaître depuis une dizaine d'années par des recherches souvent conceptuelles. L'accrochage 4 (28 novembre - 8 janvier) sera consacré aux détournements d'images pré-existantes : photos, documents, reproductions, séquences de films, etc.

### Grand Prix d'architecture française (Galerie du C.C.L., 3 octobre - 3 décembre)

Une initiative de la direction de l'architecture, où seront présentés au public les architectes français ayant reçu au cours des quatre dernières années le Grand Prix de l'architecture : Jean Willerval, Roger Taillibert, Paul Andreu et Robert Simounet, Jean Renaudie.

### Le bois dans l'habitat (galeries du C.C.L., 19 décembre - 25 février)

Un panorama de l'utilisation du bois dans la construction et l'habitat, depuis les constructions tradition-

nelles jusqu'aux réalisations architecturales contemporaines.

### AU GRAND PALAIS

● Picasso (12 octobre - 7 janvier)  
Les Picasso de Picasso, ceux qui ont été reçus en paiement des droits de succession ; des beaux, des très beaux, montrés avant qu'ils prennent place au musée de l'hôtel Salé, en cours d'aménagement pour les recevoir.

### L'art européen à la cour d'Espagne au dix-huitième siècle (3 octobre - 31 décembre)

L'exposition du mal de Bordeaux (« le Monde » du 17 mai 1979) vient à Paris avant de gagner Madrid, terme logique de son voyage. Où il y a des œuvres de peintres français comme Ranc, Houasse et L. M. Van Loe, des compositions de Tiepolo, des peintures de Luis Paret, et une vingtaine de toiles de Goya exécutées avant 1800.

### Les trésors du musée du Kremlin (13 octobre - 14 janvier)

Icônes, orfèvrerie d'or et d'argent, armes et armures, broderies, scieries de parades... Cent pièces provenant des cathédrales du Kremlin et du Palais des armures.

Au Grand Palais, la saison se poursuit avec trois expositions d'importance, qui débuteront en février : Monet, pour le cinquantième de sa mort, célébré avec retard ; Viollet-Le-Duc, pour un centenaire qui s'aligne célébré avec retard ; Muche, le peintre, illustrateur et décorateur des années 1900.

### AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

#### Jackson Pollock (26 septembre - 18 novembre)

Quatre-vingt œuvres sur papier d'un des principaux représentants de la génération des expressionnistes abstraits américains, dont on n'a pas vu d'œuvres à Paris depuis bien longtemps. L'exposition sera accompagnée d'une cinquantaine de photographies réalisées dans l'atelier du peintre que l'on verra « à l'action » : elle a été organisée en collaboration avec le Musée d'art moderne de New-York et sera présentée, après Paris, à Oxford, Düsseldorf, Lisbonne et Amsterdam. A Paris, elle est inscrite au programme du Festival d'automne.

Pour le premier trimestre de 1980, le musée accrochera ses collections au cœur du musée, dans les galeries du rez-de-chaussée. Au

**MULTI CINÉ**

**LES PETITES FUGUES**  
ELYSEES-LINCOLN - 7 PARNASSIENS

**PASSE TON BAG D'ABORD**  
MONTE-CARLO - 7 PARNASSIENS  
STUDIO SAINT-GERMAIN

**THE CHAMP**  
HAUTEFEUILLE

**DELIVRANCE**  
ELYSEES-LINCOLN - 7 PARNASSIENS

**LA MAISON DU DOCTEUR EDWARDS**  
ELYSEES-LINCOLN

**HAIR**  
7 PARNASSIENS - HAUTEFEUILLE

**LE CHARM DISCRET DE LA BOURGEOISIE**  
7 PARNASSIENS

**LE DIVORCEMENT**  
7 PARNASSIENS

**BIG-FIX**  
7 PARNASSIENS  
SAINT-GERMAIN-SUCCETTE

**RENALDO ET CLARA**  
HAUTEFEUILLE

**LES DEMOISELLES DE WILKO**  
HAUTEFEUILLE

**CHARLES ET LUCIE**  
SAINT-GERMAIN-VILLAGE

**"UN NEVEU SILENCIEUX"**  
PRÉSENTÉ PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA.

Un film de Robert Altman, tiré du roman de Paul Savaren dans le climat heureux des vacances en famille d'une bourgeoisie provinciale. Le thème de l'initiation, autour d'un enfant, les thèmes de la mort, de l'adultère, de l'inceste.

**LE RABBIN AU FAR WEST**  
GENE WILDER - HARRISON FORD

**ACTION-CHRISTINE 6<sup>e</sup> (v.o.)**  
**ACTION-RÉPUBLIQUE 11<sup>e</sup> (v.o.)**

6 grands films en alternance :  
La légende du grand Judo (inedit)  
Yojimbo  
La forteresse cachée  
Scandale (inedit)  
Le château de l'araignée  
Rashomon

**KUROSAWA**

PARAMOUNT-CITY-TRIOMPHE VO - STUDIO MÉDICIS VO  
PARAMOUNT-MAILLOT VF - PARAMOUNT-MARIVAUX VF  
PARAMOUNT-MONT-PARNASSE VF  
PARAMOUNT-ORLÉANS VF - PARAMOUNT-GOBELINS VF  
CONVENTION-SAINT-CHARLES VF

**LE RABBIN AU FAR WEST**  
GENE WILDER - HARRISON FORD

**SAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - SAUMONT RICHÉLIEU - SAUMONT PARNASSE - SAUMONT PATHE - SAUMONT COMPTON**

**Vous allez adorer avec... toutes les larmes de v**

**JON VOIGHT**  
**RICKY SCHRODER**  
**LE CHAMPION**

**BLACK WARDEN - ARTHUR HAYNES**  
**WATER NEWMAN**  
**FRANÇOIS TRUFFAUT**

**PARLY 2 - EVRY Gaumont - ASNIERES Tricycle - BELLE EPOQUE Tricycle**



printemps seront présentées les dessins de Hartung (une centaine), les sculptures et les fontaines de Pol Bury, une importante rétrospective Gramaire, réalisée à partir du fonds du musée.

#### A L'ARC

● Tenebres de l'art en France 1968-1978/9

L'ARC y propose des films sous formes de parties : ceux de Marcelin Pleynet (13 septembre-21 octobre), avec une quarantaine d'artistes choisis par l'écrivain-originaire ; des jeunes et des moins jeunes (Olivier Debré, Degottex, Sam Francis, Soulages, les anciens de Support-Surface, par exemple). Les parties de Gérard Gaslot-Talabot (26 octobre-5 décembre) seront tout autres, avec autant d'artistes et, cette fois, les figurations, et beaucoup d'anciens du Salon de la jeune peinture. Un troisième volet présentera des parties plus récentes (mi-décembre-20 janvier), ceux d'artistes tels que Boltanski, Mesager, Sarkis, Gette...

L'ARC prévoit également, pour la mi-décembre, une exposition Denis Oppenheim, et, de fin janvier à mars, une exposition Gilles Aillaud.

#### AU LOUVRE

Après le Louvre d'Hubert Robert (jusqu'au 23 octobre), on attendait un « dossier » Daumier, au département des peintures. On ne l'aura pas, pas plus qu'on aura les maîtres de l'eau-forte des seizième et dix-septième siècles, à la salle des pastels. Les deux expositions annoncées ont été annulées pour cause de travaux. En revanche, est prévue, au deuxième étage du pavillon de Flore, à partir de la mi-décembre, une exposition de tableaux flamands et hollandais du Louvre, à propos d'un nouveau catalogue.

#### AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

● Fernand Khnopff 1858 - 1921 (11 octobre - 31 décembre)

La première rétrospective d'un symboliste belge. Après Paris, elle ira à Bruxelles et à Hambourg. Elle comporte cent cinquante peintures, dessins, sculptures, photographies, et collées avec la publication du catalogue raisonné de l'œuvre de l'artiste.

● La famille des portraits (25 octobre - 18 février)

Ils seront cent cinquante, de toutes les époques et de toutes les origines, et se rassembleront. C'est voulu. Ça peut être drôle.

● Tomi Ungerer (en mars 1980)

Un illustrateur-affichiste, qui a donné toute son œuvre à sa ville natale : Strasbourg. Des jouets, des dessins originaux, des caricatures, des affiches, des livres pour enfants, qui ne sont pas du tout à l'eau de rose.

#### A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

La Bibliothèque nationale à l'heure de l'Asie, avec deux expositions, du 20 septembre au 6 janvier :

##### ● Spectacle d'Asie

Une présentation de la collection Kwok-on (déposée depuis juillet 1977 à la Bibliothèque nationale) riche en masques, costumes, marionnettes, estampes, peintures, porcelaines, instruments de musique, accessoires de jeu, etc. Pour évoquer le théâtre d'acteurs, le théâtre de marionnettes, le théâtre d'ombres.

##### ● Trésors de Chine et de Haute-Asie

Pour le centième anniversaire de l'orientaliste français Paul Pelliot (1878-1945), cent manuscrits parmi les quelques sept mille recueillis par l'éminent savant aux confins nord-ouest de la Chine (conservés aujourd'hui à la Bibliothèque nationale), ils seront entourés de précieux objets provenant des grandes missions archéologiques françaises, de peintures chinoises, de documents rares.

Parmi les expositions marquantes de la Bibliothèque nationale en 1980, il y aura René Char et ses illustrations : une trentaine d'œuvres pratiquement inédites de Picasso, Miro, Léger, Braque... appartenant à une série faite pour Yvonne Zervos (15 janvier-15 avril). Au printemps, on lèvera au grand le tricentenaire de la Comédie-Française, dans les galeries Mansart et Mazarine.

#### AUX A.T.P.

● Religions et traditions populaires (24 novembre - 3 mars)

Il y sera question non seulement du catholicisme en France, mais aussi du protestantisme et du judaïsme, autour d'objets et de thèmes privilégiés : la bible, les jouets, les catéchismes, les reliques, le culte des saints, les pèlerinages, les processions, les crèches... Une exposition qui élargira peut-être le « catholicisme » du musée des A.T.P.

## JAZZ

### DEUX MINUTES DE SILENCE...

bone Bernard «Zac» Zacharias. A défaut du respect de la musique, il y aura donc la qualité. Qu'on en juge : jusqu'au 15 septembre, le trio de Jimmy Gourley et, ensuite, jusqu'à la fin du mois, Chat Baker, l'écroulé vit de la trompette, qui en a vu d'autres, certes, mais qu'il est désolé de retrouver, après trente ans de carrière, dans un espace où l'on dîne.

Enfin, pour la bonne bouche, les vrais clubs, ceux qui ne sont faits que pour la musique. Commençons par les plus petits : le Caveau de la montagne (7), réservé exclusivement aux duos, ouvre ses portes aux nouveaux jeunes loupes du jazz français, soit le pianiste François Couturier et le bassiste Jean-Paul Coles, tandis que le Petit Opportun (8) accueille trois musiciens déjà installés dans une réputation qu'ils méritent amplement, le guitariste Christian Escoudé, le pianiste Alain Jean-Marie et le bassiste Marc Berteau. Un peu plus vaste, le caveau du Riverbop (9) tremble sous les cris rauques du saxophone de Darius Luzzo, qui n'a pas attendu la rentrée pour se faire remarquer puisque son public, restreint mais fidèle, le soutient d'une appétition à l'autre.

Au Théâtre Campagne-Prémère (10), les choses vont changer. Si, à cette fois, ce n'est pas une blague, car Jean-Paul Rodrigue, journaliste à l'A.F.P. mais aussi producteur indépendant, se

charge de la programmation. Il a déjà invité le batteur King Mock, tout de violence et de passion, qui commence dès ce mercredi en attendant les percussions turques d'Okay Teniz puis écroulées de Chokh Tiano Fall. Enfin, à la Chapelle des Lombards (11), on danse maintenant les syncopes de la salsa avec Azucita y su melao, un champion de l'exhortation à la frénésie collective doublé d'un excellent chanteur. Avant lui, à 20 h 30, c'est la nouvelle musique maghrébine de Djamel Aïtman, qui occupe la même scène. D'autres clubs, comme le 28 rue Dunois (12) ou le Planobar (13) n'ont pas communiqué encore leurs programmes à venir, mais, comme cela ne saurait tarder et que ces endroits, surtout le premier, sont fort agréables, soyons vigilants.

#### ● LES FESTIVALS

Une autre minute de silence, cette fois pour marquer l'absence de Nancy Jazz Pulsations, qui fut en 1977 la plus grande manifestation mondiale de jazz contemporain... Déjà, l'édition 1975 avait été sérieusement compromise et une association de soutien à Nancy Jazz Pulsations avait alors été créée, qui avait recueilli près de deux mille cinq cents adhésions en quelques semaines. En attendant le Nancy Jazz Pulsations de 1980, les responsables locaux ont organisé une série de concerts de soutien entre le 16 et le 19 octobre, soit un mini-festival. Comme on y attend vingt-

six «pointures» de la musique noire rassemblées autour d'Archie Shepp, et ce en exclusivité mondiale, ce festival, si minuscule, est déjà un maxi-événement.

Chez nos voisins européens, deux grandes manifestations : le Festival de Bruxelles, très éclectique avec Manu Dibango, le Globe Unity, Lubat, Jeannette, Porcia, Albert Mangelsdorff, Rodu Maitati, William Breaker, les Blue Notes, Okay Teniz et bien d'autres. Et celui de Zurich, les 26, 27 et 28 octobre, qui affiche déjà des réjouissances de marque : Billy Harper, Pharoah Sanders, Chick Corea, Gary Burton, George Adams, Don um Roman, un big band comprenant Karl Berger, Leo Konitz, Oliver Lake, Larry Jenkins, Frank Lowe, George Lewis et Don Cherry. Le même Don Cherry, en duo avec Juna Halmahn les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 octobre à la chapelle de la Sorbonne, sera le seul Noir admis à un Festival d'automne qui anoblie le jazz un peu plus chaque année.

#### ● LES CONCERTS

Reste les concerts éparés dans des salles de spectacle de formule classique... Un « coup sûr » du milieu jazz avec Oscar Peterson à Pleyel samedi 15 septembre et le même soir un « coup sûr » de l'avant-garde avec le dadaïste des tambours : Sunny Murray lui-même, en trio avec David Murray et Wilbur Morris. La salle Favart associe l'improvisation musicale et chorégraphique avec la danseuse Carolyn Carlson, soutenue par le duo de John Surman et Barre Phillips. Au Palais, les Crusaders, le plus vieux et le plus rodé des groupes de funk, jouent le 25 septembre.

Enfin, au Forum des Halles, Lubat et ses invités s'achètent de mettre un peu de folie dans les arrières du nouveau centre commercial, jusqu'au 15 septembre.

P.-E. R.

## Le souvenir de Mingus

#### ● JONI MITCHELL : MINGUS

Bonne chanteuse de blues et de folk, Joni Mitchell exploite à son avantage les compositions du grand «Chazz», qui avait su reconnaître son talent. Les musiciens qui l'accompagnent, parmi lesquels Herbie Hancock et les quatre membres de Weather Report, servent avec enthousiasme, et sans prétention, ses arrangements.

★ Asylum (dist. W.E.A.).

#### ● GIL EVANS : LITTLE WING

Huit musiciens, c'est une petite formation pour Gil Evans, qui confirme ici son

goût des orchestrations élaborées et son art d'utiliser au mieux les aptitudes de chaque instrumentiste.

★ Circle (dist. Freebird).

#### ● STAN GETZ : ANOTHER WORLD

Des disciples de Lester Young, le saxophoniste Stan Getz est sans doute le plus digne. Il a connu la gloire avec la bossa nova, et les vrais amateurs de jazz lui en ont voulu. Il revient au classicisme avec dix compositions mises en place d'une manière à la fois rigoureuse et aérée.

★ C.B.S.

- (1) 138, rue de Rivoli (1<sup>er</sup>).
- (2) 5, rue de La Harpe (2<sup>e</sup>).
- (3) 3, rue du Sabot (8<sup>e</sup>).
- (4) 23, rue de Buci (6<sup>e</sup>).
- (5) 71, boulevard Saint-Michel (5<sup>e</sup>).
- (6) 13, rue Saint-Benoît (8<sup>e</sup>).
- (7) 18, rue Descartes (5<sup>e</sup>).
- (8) 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune (1<sup>er</sup>).
- (9) 67, rue St-André-des-Arts (6<sup>e</sup>).
- (10) 1, rue Campagne - Première (14<sup>e</sup>).
- (11) 62, rue des Lombards (1<sup>er</sup>).
- (12) 28, rue Dunois (13<sup>e</sup>).
- (13) 38, rue Pascal (9<sup>e</sup>).

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO / MAYFAIR VO / HAUTEFEUILLE VO  
GAUMONT RICHELIEU VF / IMPÉRIAL PATHÉ VF / CLICHY PATHÉ VF  
MONT-PARNASSE PATHÉ VF / GAUMONT CONVENTION VF / NATIONS VF

Vous allez adorer avec...  
toutes les larmes de votre corps

METRO-GOLDWYN-MAYER PRÉSENTE  
UN FILM DE FRANCO ZEFFIRELLI

JON VOIGHT FAYE DUNAWAY  
RICKY SCHRODER

LE CHAMPION  
(THE CHAMP)



JACK WARDEN - ARTHUR HILL  
MUSIQUE DE DAVE GRUSIN SCÉNARIO DE WALTER NEWMAN D'APRÈS UN LIVRE DE FRANCES MARION  
PRODUIT PAR DYSON LOVELL RÉALISÉ PAR FRANCO ZEFFIRELLI  
MÉTRO-GOLDWYN-MAYER FILMS INC. A DIVISION OF M.P.M. CORPORATION

PARLY 2 - EVRY Gaumont - VELIZY 2 - ENGHEN Français  
ASNIERES Tricycle - CHAMPIGNY Multiciné Pathé  
BELLE EPINE Thiais - AULNAY Parinor

PARAMOUNT ÉLYSÉES VO / PARAMOUNT MARIVAUX VF  
PARAMOUNT MONT-PARNASSE VF / PARAMOUNT MAILLOT VF  
PARAMOUNT GALAXIE VF / PARAMOUNT ODÉON VO

SILENCE...  
MON AMOUR



avec MICHAEL ONTKEAN - AMY IRVING - ALEX ROCCO  
écrit par JOHN HERZFELD - chansons et musique JIMMY WEBB - produit par JOE WIZAN  
réalisé par ROBERT MARKOWITZ - une production JOE WIZAN  
un film Metro Goldwyn Mayer distribué par Cinema International Corporation

LA VARENNE Paramount - BOUSSY ST-ANTOINE Buxy  
LA CELLE ST-CLOUD Elysées 2 - ARGENTEUIL Alpha









Deutsche Grammophon

Accueillez dans votre discothèque la prestigieuse collection

# Le Monde de la Symphonie

sous une signature renommée entre toutes : celle de la Deutsche Grammophon.

Acceptez d'accueillir dans votre discothèque une collection musicale unique de la Deutsche Grammophon, d'ores et déjà reconnue par les sommités des critiques et des musicologues comme un authentique chef-d'œuvre.

## L'intégrale des Maîtres de la Symphonie

En douze coffrets luxueux, le Monde de la Symphonie réunit les œuvres symphoniques complètes des 12 plus grands génies de cette incomparable forme d'expression musicale : de Haydn à Mozart et Beethoven, jusqu'à Mahler et Bruckner.

En tout, 93 disques stéréophoniques Haute-Fidélité, gravés selon les techniques qui ont fait de la Deutsche Grammophon la marque dont le prestige est reconnu dans le monde entier.

## L'élite des chefs d'orchestre

Toutes les œuvres qui composent le Monde de la Symphonie sont interprétées par des orchestres au sommet de leur art, tels les Philharmoniques de Berlin ou de Vienne, dirigés par des chefs



d'orchestre illustres : Karl Böhm, ou Herbert von Karajan, pour ne citer qu'eux.

Tous ont été spécialement choisis pour leur maîtrise du compositeur qu'ils interprètent.

## Un patrimoine culturel incomparable

Gravée à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de la Deutsche Grammophon, l'Édition Commémorative du Monde de la Symphonie constitue véritablement un événement historique sans précédent.

Pour la première fois sont réunis, en une seule collection, les ouvrages symphoniques des plus grands compositeurs de symphonies de tous les temps. (Sauf pour Haydn où l'intégrale des Symphonies londoniennes a été spécialement sélectionnée).

De plus, chacun des coffrets toilés, richement décorés, qui constituent le Monde de la Symphonie,

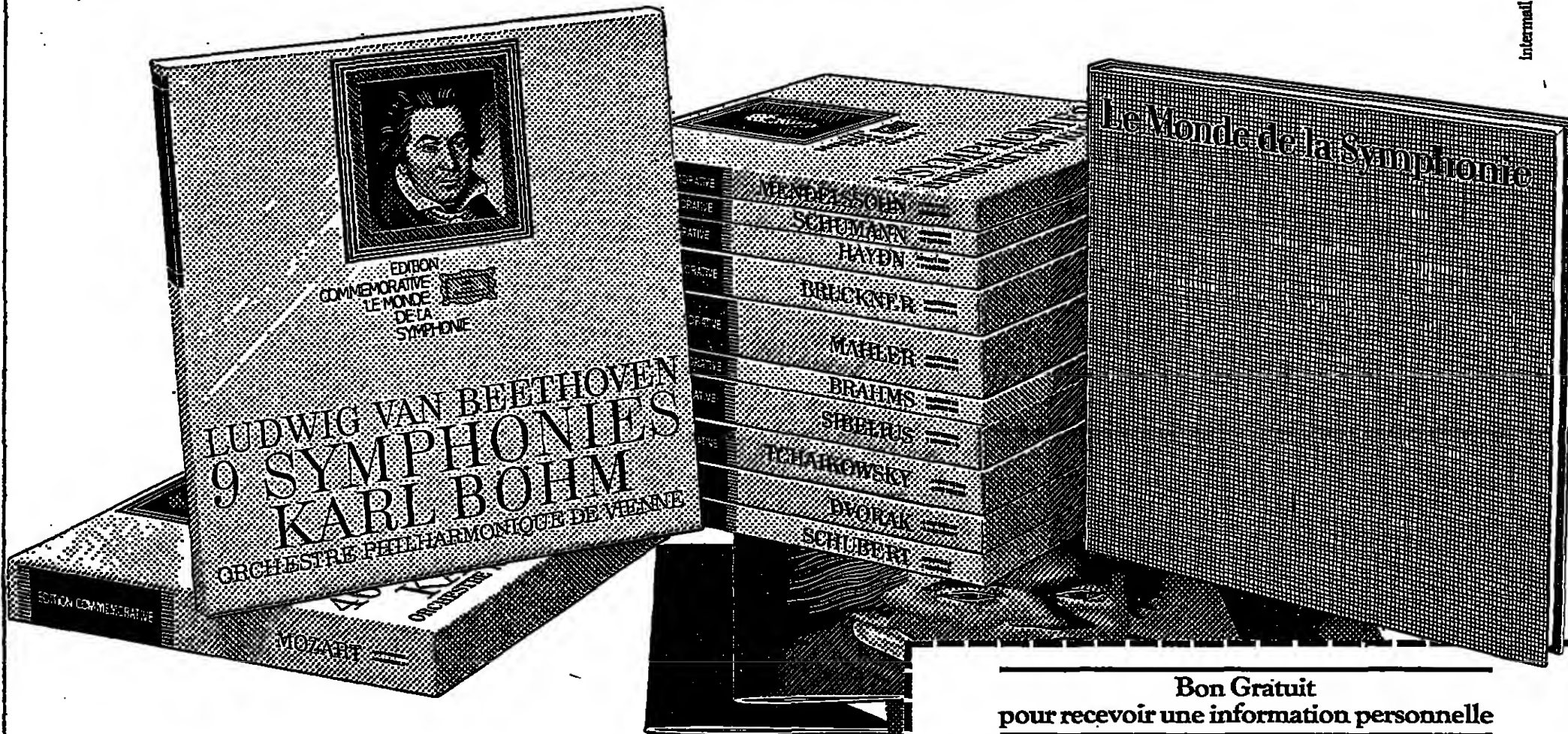
contient un magnifique livret comportant un grand portrait couleur, une biographie du compositeur, et des commentaires sur son œuvre et les interprètes, signés par de grands musicologues.

C'est pourquoi cette collection, qui sera bientôt très recherchée par les mélomanes du monde entier, se doit de figurer à la place d'honneur dans votre discothèque.

## Avec votre collection, un magnifique volume

Ce splendide ouvrage de 324 pages illustrées de 130 reproductions, relié pleine toile, rehaussé au fer, au format de vos coffrets, est, lui aussi, intitulé le Monde de la Symphonie. Rédigé par des experts de réputation mondiale, il jette un jour nouveau sur l'histoire de la Symphonie, vous révèle en détail tous les aspects importants de la vie et de l'œuvre de chaque compositeur. En fait, c'est l'avènement de toute la musique symphonique dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle qui est re-tracé à votre intention.

Complément indispensable de l'Édition Commémorative le Monde de la Symphonie, ce volume est réservé exclusivement aux souscripteurs de la collection.



Dans le merveilleux volume qui vous sera adressé, sans aucun supplément de prix, avec votre collection LE MONDE DE LA SYMPHONIE, 130 reproductions en couleurs viennent illustrer des commentaires sur la vie et l'œuvre symphonique de chacun des 12 grands génies de la symphonie.

Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs  
1 Boulevard François-Arago 91328 Wissous Cedex

## Bon Gratuit pour recevoir une information personnelle

Je demande à bénéficier sans engagement de ma part d'une information personnelle sur la collection "LE MONDE DE LA SYMPHONIE".

ÉCRIRE EN MAJUSCULES, MERCI.

M ☐; Mme ☐; Mlle ☐

Prénom

Adresse : N° Rue ☐; Av. ☐; Bd ☐

Commune

Code postal  Localité distributrice

A remplir et à retourner aujourd'hui même à :  
Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs  
1 Boulevard François-Arago 91328 Wissous Cedex

1092







44-1110-1570

**MARIGNAN PATHE - BALZAC ELYSEES - ABC 6DS BOULEVARDS  
ST-LAZARE PASQUIER - CLICHY PATHE - MONTMARNASSE 83  
QUINTETTE - CAMBROINE - FAUVETTE - ATHENA  
Périphérie : PABLY 2 - MULTIGINE PATHE Champigny  
AVIATIC Le Bourget - FLANADES Sarcelles - ULIS Orsay  
BELLE EPINE PATHE Thiais - LE PERRAY Sta Geneviève-des-Bois  
ALPHA Armenteuil**

**"laisse-moi rêver"**  
de **ROBERT MENEGOZ**

**ARLEQUIN MONROE** (v.o.), Action-Comedy, 12 h. 30 : *Le grand sautoir* ; Chérie, je me sens sauteur ; Jours passés ; Les Hommes préfèrent les dames.

**A. HITCHCOCK** (v.o.), Action-les Fantômes, 9 (875-80-00), Mer. Jeu. ; Suspense : Ven. Sam. ; Chantage ; Les 40 coups.

**HOMMAGE A BETTE DAVIS** (v.o.) Le Ciel, 9 (357-00-00), Mer. Jeu. ; Les 40 coups ; Les 40 coups ; Ven. Sam. ; Chut. Chut, Chut ! Chère Charlotte ; Dim. Lun. Mar. : La Mort d'un commis voyageur.

**NUIT DU PEUPLE**, le 13 (v.o.), Le Ciel, 9 (357-00-00).

**STUDIO GALANDE**, 55 (354-72-71), 13 h. 30 : les Dames ; 15 h. 45 : les Dames ; 17 h. 30 : les Dames ; 19 h. 30 : les Dames ; 21 h. 30 : les Dames ; 23 h. 15 : *Le Retour* ; 24 h. 15 : *Palo* ; 25 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 26 h. 15 : *Le Retour* ; 27 h. 15 : *Palo* ; 28 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 29 h. 15 : *Le Retour* ; 30 h. 15 : *Palo* ; 31 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 32 h. 15 : *Le Retour* ; 33 h. 15 : *Palo* ; 34 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 35 h. 15 : *Le Retour* ; 36 h. 15 : *Palo* ; 37 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 38 h. 15 : *Le Retour* ; 39 h. 15 : *Palo* ; 40 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 41 h. 15 : *Le Retour* ; 42 h. 15 : *Palo* ; 43 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 44 h. 15 : *Le Retour* ; 45 h. 15 : *Palo* ; 46 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 47 h. 15 : *Le Retour* ; 48 h. 15 : *Palo* ; 49 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 50 h. 15 : *Le Retour* ; 51 h. 15 : *Palo* ; 52 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 53 h. 15 : *Le Retour* ; 54 h. 15 : *Palo* ; 55 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 56 h. 15 : *Le Retour* ; 57 h. 15 : *Palo* ; 58 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 59 h. 15 : *Le Retour* ; 60 h. 15 : *Palo* ; 61 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 62 h. 15 : *Le Retour* ; 63 h. 15 : *Palo* ; 64 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 65 h. 15 : *Le Retour* ; 66 h. 15 : *Palo* ; 67 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 68 h. 15 : *Le Retour* ; 69 h. 15 : *Palo* ; 70 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 71 h. 15 : *Le Retour* ; 72 h. 15 : *Palo* ; 73 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 74 h. 15 : *Le Retour* ; 75 h. 15 : *Palo* ; 76 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 77 h. 15 : *Le Retour* ; 78 h. 15 : *Palo* ; 79 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 80 h. 15 : *Le Retour* ; 81 h. 15 : *Palo* ; 82 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 83 h. 15 : *Le Retour* ; 84 h. 15 : *Palo* ; 85 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 86 h. 15 : *Le Retour* ; 87 h. 15 : *Palo* ; 88 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 89 h. 15 : *Le Retour* ; 90 h. 15 : *Palo* ; 91 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 92 h. 15 : *Le Retour* ; 93 h. 15 : *Palo* ; 94 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 95 h. 15 : *Le Retour* ; 96 h. 15 : *Palo* ; 97 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 98 h. 15 : *Le Retour* ; 99 h. 15 : *Palo* ; 100 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 101 h. 15 : *Le Retour* ; 102 h. 15 : *Palo* ; 103 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 104 h. 15 : *Le Retour* ; 105 h. 15 : *Palo* ; 106 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 107 h. 15 : *Le Retour* ; 108 h. 15 : *Palo* ; 109 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 110 h. 15 : *Le Retour* ; 111 h. 15 : *Palo* ; 112 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 113 h. 15 : *Le Retour* ; 114 h. 15 : *Palo* ; 115 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 116 h. 15 : *Le Retour* ; 117 h. 15 : *Palo* ; 118 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 119 h. 15 : *Le Retour* ; 120 h. 15 : *Palo* ; 121 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 122 h. 15 : *Le Retour* ; 123 h. 15 : *Palo* ; 124 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 125 h. 15 : *Le Retour* ; 126 h. 15 : *Palo* ; 127 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 128 h. 15 : *Le Retour* ; 129 h. 15 : *Palo* ; 130 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 131 h. 15 : *Le Retour* ; 132 h. 15 : *Palo* ; 133 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 134 h. 15 : *Le Retour* ; 135 h. 15 : *Palo* ; 136 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 137 h. 15 : *Le Retour* ; 138 h. 15 : *Palo* ; 139 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 140 h. 15 : *Le Retour* ; 141 h. 15 : *Palo* ; 142 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 143 h. 15 : *Le Retour* ; 144 h. 15 : *Palo* ; 145 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 146 h. 15 : *Le Retour* ; 147 h. 15 : *Palo* ; 148 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 149 h. 15 : *Le Retour* ; 150 h. 15 : *Palo* ; 151 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 152 h. 15 : *Le Retour* ; 153 h. 15 : *Palo* ; 154 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 155 h. 15 : *Le Retour* ; 156 h. 15 : *Palo* ; 157 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 158 h. 15 : *Le Retour* ; 159 h. 15 : *Palo* ; 160 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 161 h. 15 : *Le Retour* ; 162 h. 15 : *Palo* ; 163 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 164 h. 15 : *Le Retour* ; 165 h. 15 : *Palo* ; 166 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 167 h. 15 : *Le Retour* ; 168 h. 15 : *Palo* ; 169 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 170 h. 15 : *Le Retour* ; 171 h. 15 : *Palo* ; 172 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 173 h. 15 : *Le Retour* ; 174 h. 15 : *Palo* ; 175 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 176 h. 15 : *Le Retour* ; 177 h. 15 : *Palo* ; 178 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 179 h. 15 : *Le Retour* ; 180 h. 15 : *Palo* ; 181 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 182 h. 15 : *Le Retour* ; 183 h. 15 : *Palo* ; 184 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 185 h. 15 : *Le Retour* ; 186 h. 15 : *Palo* ; 187 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 188 h. 15 : *Le Retour* ; 189 h. 15 : *Palo* ; 190 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 191 h. 15 : *Le Retour* ; 192 h. 15 : *Palo* ; 193 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 194 h. 15 : *Le Retour* ; 195 h. 15 : *Palo* ; 196 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 197 h. 15 : *Le Retour* ; 198 h. 15 : *Palo* ; 199 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 200 h. 15 : *Le Retour* ; 201 h. 15 : *Palo* ; 202 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 203 h. 15 : *Le Retour* ; 204 h. 15 : *Palo* ; 205 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 206 h. 15 : *Le Retour* ; 207 h. 15 : *Palo* ; 208 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 209 h. 15 : *Le Retour* ; 210 h. 15 : *Palo* ; 211 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 212 h. 15 : *Le Retour* ; 213 h. 15 : *Palo* ; 214 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 215 h. 15 : *Le Retour* ; 216 h. 15 : *Palo* ; 217 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show* ; 218 h. 15 : *Le Retour* ; 219 h. 15 : *Palo* ; 220 h. 15 : *The Rocky Horror Picture Show*

En version originale 70 m/m son stéréophonique : UGC NORMANDIE - CONCORDE PATHÉ  
 En version française son stéréophonique : GRAND REX - WEPLEUR PATHÉ  
 En version française système Dolby : GAUMONT BERLITZ (DOLBY REFUSED) - MONTPARNASSE PATHÉ (DOLBY SYSTEM)  
 En version originale : QUINTETTE - UGC ODEON - BIENVENUE MONTPARNASSE  
 En version française : GAUMONT SUD - UGC OPÉRA - MAGIC CONVENTION  
 GAUMONT GAMBETTA - UGC GARE DE LYON - UGC Gobelins - 3 MURAT  
 Périphérie : THIAIS Belle Épine Pathé - VERSAILLES Cyrano - ÉVRY Gaumont  
 ROSNY Artel - CHAMPIGNY Multiciné Pathé - VELIZY 2 - ASNIÈRES Tricycle  
 ENGHEN Français - PANTIN Carrefour - SARCELLES Flamades - MONTREUIL Méliès  
 VILLENEUVE SAINT-GEORGES Artel - RUEIL Artel  
 A partir de 29 ans d'écriture : en version française GAUMONT HALLES

**PUBLICIS CHAMPS ELYSEES VO - PARAMOUNT CITY TRIOMPHE VO  
PUBLICIS MATHIGNON VF - PUBLICIS St GERMAIN VO - BOUL MICH VO  
PARAMOUNT MAILLOT VF - PARAMOUNT OPERA VF - PARAMOUNT MAHIAUX VF  
MAX LINDER VF - PARAMOUNT GALAXIE VF - PARAMOUNT MONTPARNASSE VF  
PARAMOUNT ORLEANS VF - PARAMOUNT BASTILLE VF  
PARAMOUNT MONTMARTRE VF - PASSY VF - 3 SECRETAN VF  
CONVENTION St CHARLES VF  
VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT Elysees 2 La Celle St Cloud  
PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Ory - BUXY Val d'Yerres  
ALPHA Argenteuil - G2L Versailles - ULIS 2 Orsay - ARTEL Villeneuve  
ARTEL Bouay - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - FLANADES Sarcelles**

[illegible]

Ceux qui savent ce qu'est  
 "Le Syndrome Chinois" sont terrifiés...  
 ...Aujourd'hui vous saurez...

JACK LEMMON  
 JANE FONDA  
 MICHAEL DOUGLAS

Le  
 Syndrome  
 Chinois

COLUMBIA FILMS PRESENTE UNE PRODUCTION MICHAEL DOUGLAS / IPC FILMS UN FILM DE JAMES BRIDGES  
 JACK LEMMON JANE FONDA MICHAEL DOUGLAS  
 LE SYNDROME CHINOIS  
 Ecrit par MIKE GRAY et T.S. COOK et JAMES BRIDGES • Producteur Associé JAMES NELSON  
 Producteur Executif BRUCE GILBERT • Produit par MICHAEL DOUGLAS • Réalisé par JAMES BRIDGES  
 Somewhere in Between par STEPHEN BISHOP  
 Tous deux à l'écran LE SYNDROME  
 Distribué par WARNER - COLUMBIA FILM







[illegible]







REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Je veux 80.000F. au départ!

Si vous faites partie des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (Ecoles de Commerce, Facultés, Instituts...) qui pensent ainsi parce qu'ils s'estiment immédiatement "opérationnels" nous n'avons rien à vous proposer.

Excusez nous et bonne chance!

Si par contre vous souhaitez :

- compléter vos connaissances théoriques
- acquérir une solide expérience professionnelle dans le cadre d'un programme d'enseignement organisé sur 2 ans
- voir se réaliser progressivement votre intégration dans notre Société.

**NOUS, ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS, vous offrons**

un stage de formation pratique débouchant sur des fonctions d'encadrement à caractère commercial, vous permettant ainsi DE PASSER DES ETUDES A LA VIE PROFESSIONNELLE AVEC LA MEILLEURE CHANCE DE REUSSITE.

Une rémunération progressive accompagne ce stage.

Deux conditions : être diplômé de l'Enseignement Supérieur et se sentir attiré par le "Commercial".

NB : Si ce stage vous paraît long, c'est parce que nous sommes très exigeants sur la qualité de nos cadres.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence C.F.C. à A.G.P., 21, rue de Chateaudun, 75447 Paris Cedex 09.



## BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

recherche pour son Département Informatique et Organisation

## ingénieurs informaticiens

capables de remplir immédiatement des fonctions de conception et de réalisation de projets.

Ces postes concernent principalement des diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine. (Réf. 1298-M)

Ils pourront accéder dans l'avenir à des responsabilités d'encadrement

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence à Structures 31, avenue de l'Opéra - 75001 Paris.

## jeunes diplômés (GRANDE ECOLE OU UNIVERSITE)

attirés par l'informatique. Après leur période de stage, durant laquelle ils recevront une formation bancaire et informatique, les candidats retenus participeront à des études qui les mettront au contact des directions et services de la banque, en vue d'appréhender leurs besoins, et de réaliser les solutions appropriées. (Réf. 1299-M)

STRUCTURES

## Juriste

GRANDE ENTREPRISE T.P. recherche pour la Direction Administrative au Siège Social LA DEFENSE

(minimum 35 ans, formation juridique d'au moins 4 ans dans le Droit des Affaires, Anglais courant indispensable).

- Il établit tous les documents fiscaux tant pour la France que pour les filiales à l'étranger, en lien avec la comptabilité.
- Il informe la Direction sur l'évolution des législations fiscales (y compris les fiscalités de type anglo-saxon).

Envoyer CV et photo sous réf. 9514 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Société de conseil spécialisée dans les applications temps réel recherche

## INGÉNIEURS SPÉCIALISTES MYN-ORDINATEURS TEMPS RÉEL

pour réaliser des applications de haute technologie

Langages : ASSEMBLEUR et/ou FORTRAN

Ecrire à SOSI, 8, rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS.



SOSI

Conseil en informatique

NOTRE OBJECTIF DEPUIS 1969 : CROISSANCE.

Organisme de conseil et d'études pour les coopératives agricoles, recherche

## UN INGÉNIEUR

diplômé d'une école nationale d'agriculture et ayant une formation à la gestion (formation niveau expertise comptable ou équivalent) dont la fonction sera :

- Révision comptable dans les coopératives.
- Conseils et études en gestion.

Une exp. de 3 à 5 ans dans ce secteur d'activité est souhaitée. Travail d'équipe. La fonction nécessite des déplacements fréquents sur tout le territoire national. 13<sup>e</sup> mois et indemnité de déplacement. Env. lettre man. et photo, au S.Y.N.E.R.C.A.U., à l'attention du Directeur 23, rue Cadet - 75008 PARIS.



## VINIPRIX

recherche pour ses Supermarchés

## DIRECTEURS

libres rapidement

Expérience et références exigées

Ecrire en joignant C.V. détaillé et photo à : M. DRAIN - VINIPRIX 1 rue des Transports 93579 RUELLY-CEDEX



emplois régionaux

emplois régionaux

Un bon jugement, du bon sens, le goût de la vie industrielle

## SAT

Groupe C.G.E.

recherche pour son Etablissement de BORDEAUX (1300 personnes)

## CHEF de SERVICE EMPLOI-FORMATION

Ses objectifs :

- faire en sorte que chacun soit apprécié et rémunéré selon sa performance
- stimuler la politique de formation pour assurer à la fois le développement de l'entreprise et de son personnel
- gérer les emplois dans l'établissement en préparant l'avenir
- fournir aux Directions un support d'information afin de permettre des prises de décision rapide.

Son profil :

- une formation supérieure d'ingénieur
- une expérience réussie d'au moins 5 ans : 1) soit dans une fonction production 2) soit dans un service de personnel (recrutement, formation, salaire)
- sachant convaincre il devra avoir le sens du concret, du courage et il devra être disponible pour mettre en œuvre ses idées.

Ecrire à SAT Direction des Relations Humaines 119, rue du Pdt Wilson 82300 LEVALLOIS sous réf. A.B.24.

## SMITHKLINE

Groupe International 18000 personnes - 50 Filiales - 5 Milliards de Francs de C.A. représentés par les Laboratoires pharmaceutiques SMITH KLINE & FRENCH engage

## pharmacien(ne) assistant(e) du chef du laboratoire de contrôle

USINE DE PESSAC - 33

POSTE : Responsable du contrôle analytique : chimie, physique, microbiologie. Effectif : 10 personnes.

PROFIL : Une première expérience dans l'industrie pharmaceutique est indispensable.

Notre établissement regroupe les avantages d'une structure de taille moyenne (90 personnes), tout en offrant des possibilités de progression en FRANCE ou à l'ÉTRANGER au sein d'une Société internationale en expansion.

Avantages sociaux : vacances hiver et été : 5 semaines, restaurant d'entreprise, 13<sup>e</sup> mois.

Ecrire Siège Social sous réf. CLB, SMITH KLINE & FRENCH 15 rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX.

## sems

Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes

## Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

## Ingénieurs Informaticiens

pour important programme d'études sur mini-ordinateur.

Formation : grandes écoles ou universitaires. Expérience : débutants ou 2 à 5 ans d'expérience en informatique (mini-informatique souhaitée).

Fonction : étude de matériel de base pour mini-ordinateur : unité centrale, opérateurs de calculs, processeurs d'entrée-sortie, coupleurs de télé-informatique.

Lieu de travail : Grenoble avec période préliminaire.

Formation et préparation 10 mois en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence DT/LL1 au Service du Personnel - SEMS - 36/38 rue de la Princesse 78430 LOUVECIENNES.

ENTREPRISE DE BATIMENT

appartenant à un Groupe International

recherche pour sa

SUCCURSALE DE MARSEILLE

## responsable administratif

Expérience souhaitée du contrôle

de gestion et de bâtiment.

- Assurera le Chef d'établissement dans l'exécution des travaux administratifs de l'Unité : comptabilité, Personnel, devis, marchés, fournisseurs.
- Assurera les relations locales et avec le siège à Paris dans les domaines liés à sa fonction.

— Candidatures examinées à Marseille —

Les candidats enverront leur curriculum-vitae manuscrit en indiquant leurs prétentions sous n° 80.588, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## sems

Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes

## Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

## ingénieurs informaticiens

Diplômés grandes écoles d'ingénieur (option informatique souhaitée ou DEA informatique)

• POUR ASSISTANCE TECHNIQUE AVANT-VENTE

Support technique du réseau commercial France dans ses actions avant-vente (promotion de produits, réponse aux appels d'offres, etc...). 2 à 4 ans d'expérience en informatique dans le domaine mini-ordinateur. (Référence TTC 10)

• POUR ASSISTANCE TECHNIQUE APRES-VENTE

Interface technique avec la clientèle - soutien et assistance sur produits logiciel de base et d'application. Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience en informatique. (Référence TTC 11)

Adresser C.V., photo + lettre manuscrite en précisant la référence au Service du Personnel - SEMS, 36/38 rue de la Princesse 78430 LOUVECIENNES.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE

souhaite confier à un

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

d'intéressantes responsabilités technico-commerciales. Il sera chargé en liaison avec les chefs de produits de la société, d'adapter au marché et de régler avec les fournisseurs étrangers les problèmes techniques relatifs à un matériel de pointe.

Il veillera à rendre efficace l'information et la formation des techniciens sur l'ensemble du territoire.

Ce généraliste, âgé d'au moins 30 ans devra faire preuve de grandes capacités de négociateur et d'animateur. La maîtrise de l'anglais est exigée - de bonnes notions d'informatique sont nécessaires.

L'importance et le dynamisme de l'entreprise permettent d'envisager une évolution rapide vers une fonction opérationnelle de commandement et de gestion.

Merci d'adresser votre manuscrite et CV sous référence 3356 à : Axial Publicité 91 faubourg Saint-Honoré 75008 Paris qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

## futur responsable commercial d'une ssci?

Nous sommes une bonne affaire de services de la place de Paris et réalisons, avec 120 p., un CA de 20 MF avec des PME/PMI.

Notre DG vous propose de faire évoluer notre image de marque, de promouvoir nos services auprès des clients et des prescripteurs (réseau bancaire d'un partenaire, experts-comptables...) et d'orienter le développement de nos "produits". Vous nous rejoignez avec un profil de responsable du marketing-ventes à 120 000 F/an et nous vous donnons l'opportunité de devenir, à terme, notre responsable commercial.

Vous avez une solide formation en gestion, Sup' de Co par exemple, l'expérience du positionnement d'un produit, du dialogue avec des PME/PMI et avez pratiqué la vente en SSCI ou chez un constructeur de série.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3584 LM) à "Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec







REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

**MSL**

73, bd Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.  
11, Pl. A. Rind 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33.

**Directeur export**

250 000 F

Paris

Un important laboratoire pharmaceutique français (C.A. 45 millions de francs, 130 personnes), fabriquant et distribuant ses spécialités brevetées dans le monde entier recherche, pour faire face à son expansion, son directeur export. Rendant compte au directeur général, avec lequel il définira les plans d'action, il sera chargé d'assurer les relations et l'animation des agents et distributeurs étrangers. Il devra rechercher et étudier les besoins du marché, conseiller les actions à entreprendre et mettre en place les procédures pour assurer le développement des produits. Agé d'au moins 35 ans et de formation HEC, ESSEC + MBA, parfaitement bilingue anglais-français, le candidat aura une très bonne connaissance des circuits de distribution internationaux, acquise et possible dans les domaines pharmaceutique, alimentaire ou cosmétique. Ecrire à P. Rigolier - réf. B 10 175 (Lyon).  
Décision finale assurée.

**IMPORTANTE ENTREPRISE ELECTRONIQUE pour RECHERCHES et DEVELOPPEMENT dans le domaine des**

lasers et de l'optique

recherche

**INGENIEUR E.S.E. ou E.N.S.T.**

débutant ou ayant quelques années d'expérience. Une formation universitaire complémentaire est souhaitée.

Envoyer C.V. sous référence 3141 à :

**Q7 organisation et publicité**  
2 rue Maréchal 75008 PARIS/CLUTEMETRA

offres d'emploi

**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ**

recherche

**POUR SON SIÈGE A PARIS EXPERT COMPTABLE**

Il sera affecté au Service d'Organisation Comptable de la Direction de la Comptabilité, et notamment chargé :

- des problèmes d'Audit, en liaison avec le Service d'Audit du Groupe, et les commissaires aux comptes ;
- de la préparation des missions de ces derniers ;
- du contrôle des inventaires.

Ce poste convient à un homme jeune :

- Diplômé Grande Ecole de Commerce + Expert Comptable
- Expérience : quelques années chez un Expert ou un cabinet d'Auditeurs.
- Anglais courant exigé.

Très larges possibilités de carrière dans un Groupe Français multinational.

Envoyer dossier de candidature sous n° 816.732 M. REGIE-PRESSE

55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPE INDUSTRIELS FRANÇAIS Leader à l'exportation Siège Social PARIS STOILE recherche

**Adjoint direct au P.D.G.**

pour prendre des responsabilités dans les domaines : FINANCIER, JURIDIQUE & COMPTABLE

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (ou niveau équivalent) :  
- soit Grande Ecole Commerciale ou de Gestion (Française ou Étrangère)  
- soit Université  
- soit Grande Ecole Scientifique mais ayant orienté sa carrière depuis plusieurs années dans les domaines ci-dessus.

Il possède le sens des Affaires et la rigueur dans la Gestion et une bonne expérience des contrats internationaux.

Il parle couramment l'ANGLAIS.

Il devra travailler en parfaite liaison et en s'appuyant sur les Services spécialisés de la Direction Générale du Groupe.

Il aura à effectuer des déplacements occasionnels de courte durée à l'étranger.

Envoyer un curriculum vitae avec photo et niveau de rémunération attendu à : 24106 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra. Discretion assurée.

**PHILIPS**

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE recherche

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

Les candidats que nous retenirons devront :  
- avoir l'expérience de la clientèle, de la vente des équipements et des automatismes industriels ;  
- prendre la responsabilité d'une gamme de produits de haute performance (acquisition de mesures, programmation de micro-processeurs) et des objectifs de vente pour leur secteur d'activité.

Après une période de formation de 2 mois, incluant de courts séjours à l'étranger, PHILIPS offre aux candidats retenus la possibilité d'une carrière motivante dans le cadre d'une activité en pleine expansion.

ANGLAIS EXIGÉ

Envoyer candidature et C.V. à S.A. PHILIPS, 105, rue de Paris - 93002 BOBIGNY.

**Société Internationale 35 km Nord Ouest de Paris recherche, pour son Service d'Etudes et Développement de Machines de Production**

**INGENIEUR ou équivalent**

- Ayant acquis sur 5 ans minimum l'expérience des fabrications de séries et coûts de production.
- Aura la charge de l'élaboration des projets des machines et des devis correspondants.
- Anglais exigé.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 8827 à ICM 85, rue de Rennes Paris 6e

**Culligan FRANCE**

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DES EAUX recherche

**DELEGUES REGIONAUX**

70.000 +

- Profil : Ecole de Commerce ou équivalent

Après une formation complète et rémunérée à nos méthodes commerciales, il leur sera confié les missions suivantes :

- Assurer les stages de vente, aider les délégués
- Assurer le Chef des Ventes Régional dans l'animation de la force de vente.

Nos délégués peuvent indifféremment être basés à Paris ou sur leur région : Sud-Est, Centre-Ouest.

La maîtrise parfaite de la fonction, complétée par une formation permanente doit nous conduire à faire évoluer nos Délégués vers des postes de plus grande responsabilité.

Ecrire à Ph. LADOUETTE, CULLIGAN France, 4, avenue Président Kennedy 76340 LES CLAYES S/BOIS

offres d'emploi

**winterthur assurances**

développe son département informatique et propose après une FORMATION assurée par l'entreprise :

- aux jeunes titulaires d'un D.U.T. INFORMATIQUE ou EQUIVALENT des postes de :

**programmeurs**

- aux jeunes titulaires d'un DIPLOME D'INGENIEUR ou EQUIVALENT des postes d'

**analystes**

Les postes sont à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V., résumé et photo sous référence 2781 J.C. DIDON - Tour WINTERTHUR CEDEX 18 - 92086 PARIS LA DEFENSE

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**

filiale d'un grand constructeur européen (50 km au Sud de Paris) recherche

**CONSEILLER DE GESTION**

25 ans minimum. Études supérieures : HEC - ESSEC ou DEBS.

Expérience gestion administrative et financière 2 ans minimum.

Activité de conseil dans les domaines : financier, comptable, juridique.

Nombreux déplacements en province dans un réseau de concessionnaires.

Évolution possible vers une activité commerciale.

Ecrire en envoyant C.V., photo et prêt, n° 24.172, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris 1<sup>er</sup>, qui tr.

**GROUPE PHARMACEUTIQUE**

Région Parisienne

recherche pour son SERVICE

**ACCORDS et CONTRATS**

**JURISTE Débutant (e)**

- ayant 1 à 2 ans d'expérience Maîtrise en Droit,
- diplôme commercial souhaité,
- parfaite connaissance de la langue anglaise.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. et prêt, n° 24.172, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

**SOCHATA SNECMA**

filiale du groupe SNECMA recherche

**Adjoint au Chef du Service Comptable**

30 ans minimum

Une formation supérieure DECS complet ou grande école HEC, ESSEC, ESCP option finances et comptabilité est indispensable.

Une expérience de 4 ans minimum en comptabilité générale et en comptabilité analytique ainsi que des connaissances en fiscalité et en informatique sont requises pour suivre et assister les différentes sections comptables.

POSSIBILITES D'ÉVOLUTION - à moyen terme - vers le poste de Chef du Service pour le candidat qui aura prouvé sa capacité à assumer ces responsabilités.

Si vous êtes intéressé par les fonctions proposées et que vous répondez aux critères requis, écrivez en envoyant C.V., photo, références et prétentions à C.A.P.I.C. 18 rue Volney 75002 Paris sous N° 79092 discrétion absolue assurée

**SOCIÉTÉ ELECTRONIQUE**

(Hauts-de-Seine) recherche

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**

ayant de bonnes connaissances des microprocesseurs (matériel et logiciel)

pour études et développement d'équipements industriels

Salaire élevé

Adresser curriculum vitae détaillé à C.G.P. n° 766 25, rue Cavendish, 75019, PARIS, qui transmettra.

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TELECOMMUNICATIONS**

Banlieue Sud-Ouest de Paris recherche

**UN INGENIEUR DEBUTANT**

Formation Grandes Ecoles ou Université

Il devra s'intégrer à une équipe de spécialistes chargés de l'étude, la définition et la réalisation d'un projet de centraux téléphoniques électroniques (matériel et logiciel).

Il serait souhaitable que le candidat ait eu accès à un centre de calcul et manipulé des micro-processeurs au cours de ses études.

Adresser C.V. et photo à n° 17185 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi



**THOMSON-CSF**

DEPARTEMENT ELECTRONIQUE AUTOMOBILE recherche

**INGENIEUR MECANICIEN**

Expérience Industrielle de 5 à 10 ans chargé de fabrication importante sera chargé de définir à partir des prototypes, des plans d'étude, le packaging et les méthodes de fabrication - Organisation des rendements.

Responsabilités : Analyse de faisabilité - Définition des méthodes - Définition des moyens de fabrication - Définition des délais - Mise à jour des dossiers.

Expérience désirée : connaissances des méthodes, des matières plastiques, des outillages, des machines automatiques, bureaux de dessin, chaînes de fabrication.

Adresser C.V., photo au Service Recrutement - B.P. 10 - 91401 Orsay.

**SLIGOS**

Pour son AGENCE CONSEIL et INGENIERIE recherche pour PARIS

**2 INGENIEURS D'AFFAIRES SECTEUR PUBLIC**

Les candidats, de formation supérieure, devront avoir une expérience en Organisation et/ou Informatique et des connaissances des Grands Systèmes de Gestion et des Télécommunications.

Ce poste à HAUT NIVEAU implique des Responsabilités et offre de réelles possibilités d'ÉVOLUTION.

Adresser les réponses à : CERI - 27, avenue de Versailles - 75018 PARIS

**USINE MÉCANIQUE DE SÉRIE**

(1.000 personnes)

Proche BANLIEUE OUEST PARIS

cherche

**INGÉNIEUR Confirmé**

Minimum 32 ans. Forte expérience production et méthodes comme CHEF des MÉTHODES et OUTILLAGES.

Après courte période de formation peut devenir l'Adjoint du Directeur de l'Usine, selon expérience et personnalité.

**Jeune INGÉNIEUR MÉCANICIEN**

Formation ARTS et MÉTIERS ou équivalent. Minimum 2 ans de pratique industrielle pour BUREAU MÉTHODES et FABRICATION. Évolution de carrière intéressante.

Envoyer C.V., photo et prétentions n° 24.728, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**Importante société de produits industriels**

faisant partie groupe international, recherche pour sa

**DIVISION ABRASIFS APPLIQUÉS**

**ingénieur chimiste organicien**

auquel il sera confié essentiellement des fonctions de DEVELOPPEMENT.

Ce poste ne peut convenir qu'à un Ingénieur ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE CHIMIE, 28 ans minimum, ayant déjà exercé des activités techniques dans une unité chimique.

Connaissances résines synthétiques et très bonne maîtrise de l'anglais indispensables.

Lieu de travail : banlieue parisienne.

Veuillez écrire, sous référence 4834 à

**INTERCARRIÈRES**

5, rue du Helder 75009 Paris

**IMPORTANT ENTREPRISE LEADER DANS SA BRANCHE**

Pour faire face à notre développement et renforcer nos équipes, nous recherchons :

- analystes
- analystes-programmeurs
- programmeurs système
- programmeurs

Bonnes connaissances des matériels IBM 370 et 43 XX, ainsi que des logiciels VM, DOS/VS, CICS, Cobol, Assembler.

Outre les possibilités d'évolution, les fonctions exercées assureront aux candidats une réelle consolidation de leur expérience.

Merci d'adr. lettre man. C.V. et photo à réf. 3330 à AXIAL Publicité - 31, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

**ingénieur des ventes**

- Vous avez une formation mécanique ingénieur A.M., E.N.S.I. ou équivalent et des connaissances sur la « construction sandwich ».
- Vous avez une première expérience commerciale et vous parlez correctement l'anglais.

Nous vous offrons de prendre la responsabilité d'un secteur de ventes en France comportant : développement, diversification et rentabilité des ventes

- assistance technique auprès de la clientèle.

Nous sommes une société industrielle française, filiale d'un groupe important. Notre produit est appelé à un développement certain qui entraînera une évolution des responsabilités du poste.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 24.790 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, Avenue Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.







## Les parcs naturels sont l'affaire de tous

MARC AMBROISE-RENDU.

**LAIN FAUJAS.**

**Le Palais des congrès  
ne sera pas construit sur la place Masséna**  
*annonce le maire de Nice*

« Je demeure persuadé d'avoir agi dans l'intérêt de la ville en entreprenant la démolition du casino vétuste dont les structures menaçaient ruine, malgré les violentes campagnes qui se sont déroulées contre moi », a déclaré M. Médecin.

\_\_\_\_\_



1. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 283: 2686-2692.



SOCIAL

# Un accord avec la C.F.D.T. devrait se dégager rapidement

affirme M. Georges Ségué

La commission exécutive de la C.G.T., le 11 septembre, a tiré les enseignements de la récente semaine d'action organisée par la centrale et acheminé la préparation de la rencontre avec la C.F.D.T. vendredi 14 septembre.

M. Ségué, devant la presse, s'est déclaré persuadé que cette rencontre pouvait aboutir rapidement à un accord d'action unitaire. Cet accord serait capable, selon lui, d'englober, dans les deux ou trois jours qui suivront, la C.G.T., la C.F.T.C. et certaines organisations de Force ouvrière. Des contacts seraient ensuite pris avec la FEN.

Directement ou non, au cours des nombreuses déclarations, interviews et articles de ces dernières semaines, « la C.G.T. et la C.F.D.T. », estime M. Ségué, se sont tout dit. Il sera donc inutile de revenir là-dessus vendredi, et nous devrions, pour déceler les vraies intentions et les modalités de l'action, si nous y parvenons, nous ne les ferons pas connaître immédiatement dans les détails, afin de ne pas proposer d'abord aux autres centrales ».

La semaine d'action cégétiste, a considéré la commission exécutive, « a été marquée par ses côtés spectaculaires que par la profondeur de la prise de conscience ». Selon M. Ségué, « des millions de travailleurs » ont été sensibilisés. Un vrai dialogue s'est engagé entre la C.G.T. et la masse des travailleurs, et non initiative à été approuvée. M. Ségué fait état d'augmentation des salaires de 3 à 6 % et de diverses primes obtenues. Ce qui montre, dit-il, qu'on peut imposer des revendications et au patronat. Cela a autorisé l'audace. En s'inspirant de l'exemple des électriciens et des cheminots, le débat continue sur les meilleures modalités de l'action, dans la perspective de la coordination d'une action interprofessionnelle. Elle a constitué une phase nouvelle de cette action », et non pas une « grande messe ou un baroud d'honneur ».

La commission exécutive a donné aux dirigeants cégétistes un mandat « en trois points » pour leur rencontre avec la C.F.D.T. : refus de tout consensus, sous quelque étiquette que

ce soit, acceptant l'austérité ; recherche d'objectifs précis (en particulier défense des salaires), et modalités d'action.

Une raison supplémentaire d'optimisme réside, pour les dirigeants cégétistes, dans l'accueil qu'ont reçu les propositions de rencontres bilatérales, le 10 septembre, par l'UGICT-C.G.T. aux autres organisations de cadres. La C.G.C., l'Union des cadres C.F.D.T. et celle de la C.F.T.C. auraient déjà donné une réponse favorable.

De toute façon, ajoute-t-on à l'UGICT, les conversations engagées avant l'été avec la C.G.C., sur l'initiative de M. Mann, nouveau président de la centrale des cadres, doivent se poursuivre. Il est évident que la C.G.T. attache un grand prix à l'entrée rapide de la C.G.C. dans l'action revendicative concrète.

# Le C.N.P.F. a rassemblé 90 000 offres ou intentions d'embauche pour les jeunes

A l'occasion d'une réunion des délégués patronaux pour l'emploi, M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a déclaré, mardi 11 septembre, que quatre-vingt-dix mille offres d'emploi « ont déjà été faites aux jeunes », en application du troisième pacte pour l'emploi. Interrogé, les dirigeants du C.N.P.F. ont précisé qu'il s'agissait le plus souvent d'intentions d'embauche qui devront encore être confirmées avant que ces offres soient déposées à l'Agence nationale.

Quoi qu'il en soit, le C.N.P.F. estime que ces indications démontrent que les entreprises, et sur tout les petites et moyennes, sont décidées à faire de ce troisième pacte un succès. Par rapport aux données rassemblées les années précédentes, le nombre des intentions d'embauche est « comparable » à celui de 1977 et deux fois supérieur à celui de 1978.

Les offres d'emploi recensées cette année se répartissent ainsi : 30 000 embauches, 15 000 contrats emploi-formation, 36 000 contrats d'apprentissage, 10 000 stages pratiques.

Le C.N.P.F. et ses délégués à l'emploi ont présenté ces premiers résultats aux délégués de l'Agence nationale, afin d'étudier les moyens d'accroître l'efficacité de leurs services respectifs. Il s'agit, à ce niveau, de la première rencontre nationale, manifestation symbolique qui souligne la volonté du patronat de faciliter la tâche d'une institution, dont le statut et le fonctionnement vont être modifiés.

# LES JEUNES PATRONS SOUHAITENT UNE « PLUS GRANDE HARDIESSE SOCIALE »

« La rigueur économique est indispensable, mais elle doit s'accompagner d'une grande hardiesse sociale », a estimé M. Bernard Solson, président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.E.), lors d'une conférence de presse, mardi 11 septembre. Tout un défilant un vibrant

satisfait à M. Raymond Barre pour sa gestion économique et un blâme à son prédécesseur (M. Jacques Chirac) le « patron des jeunes patrons » a souligné que les profits engrangés cette année par les entreprises soient investis dans des réformes sociales. A ses yeux, celles-ci devraient viser à réduire les inégalités et à développer l'information et l'expression des salariés ; il souhaiterait également reprendre, dans un esprit d'ouverture, les négociations sur la durée du travail, sans refuser la discussion sur les questions connexes de productivité et d'emploi.

Car, si actuellement « le rapport de force est favorable aux employeurs, il faut en profiter pour changer les rapports sociaux et non pour tirer sur la corde jusqu'à ce qu'elle casse ».

Plus que des propositions véritablement nouvelles, c'est donc à une prise de conscience que les jeunes patrons invitent le C.N.P.F. et l'ensemble des responsables d'entreprises.

# M. Marchelli (C.G.C.) demande la création d'un grand ministère du redéploiement industriel

« Nous demandons une nouvelle fois la création d'un grand ministère du redéploiement industriel de la promotion de l'emploi », a déclaré M. Paul Marchelli, président de la fédération de la métallurgie C.G.C. à un déjeuner de presse, le 11 septembre. Il préconise également la mise en place, sous l'égide de ce ministère, de comités tripartites (travailleurs, patronat, organisations syndicales) de coordination et de décision par secteur professionnel et par département.

Le gouvernement et le patronat, qui entendent un consensus à l'allemande, doivent passer aux actes « au lieu de se complaire dans une incohérence irresponsable, mortelle pour nos entreprises », a ajouté M. Marchelli, en rappelant l'esprit de responsabilité dont les syndicats avaient fait preuve en négociant la convention sociale de la sidérurgie.

La fédération C.G.C. vient d'écrire à ses homologues C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O. pour leur proposer une rencontre au sommet afin de définir des objectifs communs et d'harmoniser les stratégies pour toute la métallurgie ; un groupe d'étude serait créé pour imaginer de nouveaux moyens d'action, à l'image des opérations « coups de poing » auxquelles la C.G.C. a participé en Lorraine et dans le Nord.

« La C.G.C. s'est musclée dans son langage avant de se muscler dans l'action », a encore dit M. Marchelli, avant d'exprimer des craintes sur la volonté réelle de M. Ségué et M. de Mairé d'avancer l'action en ce mois de septembre. Félicitant M. Mairé pour « sa vision extrêmement juste, la profondeur de sa réflexion » (seul désaccord : les questions de hiérarchie), il a regretté que le secrétaire général de la C.F.D.T., M. Ségué, ne soit pas un homme politique et nous n'ayons pas l'intention de faire le jeu du P.C. ».

# LE XXXIV<sup>e</sup> CONGRÈS DES MUTILES DU TRAVAIL EST DOMINÉ PAR LES PROBLÈMES DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les problèmes de l'emploi et les difficultés de la Sécurité sociale préoccupent particulièrement les mutiles du travail, a déclaré, mardi 11 septembre, à Montpellier, M. Jacques Chenu, secrétaire fédéral de la Fédération nationale des mutilés du travail. Assurés sociaux invalides civils et ayant droit, en ouvrant le trente-sixième congrès de cette organisation, qui compte près d'un demi-million d'adhérents.

M. Chenu a fait observer, dans son rapport moral, que 15 % des demandeurs d'emploi sont des handicapés et que 25 % des handicapés, soit environ deux cent cinquante mille sur un million, sont des chômeurs. Quant à la Sécurité sociale, M. Chenu redoute qu'elle ne devienne un système de protection reposant sur des prestations minimales « qui mènerait les plus pauvres à l'assistance ».

Le travail du congrès, auquel doivent assister notamment M. Jacques Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, et Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat à l'emploi féminin, se poursuivra jusqu'au 18 septembre.

Le Monde des PHILATÉLISTES  
de septembre vient de paraître

# DÉBRAYAGE À L'USINE RENAULT DU MANS

Un arrêt de travail de deux heures et demi a été observé, mardi 11 septembre, à l'usine Renault du Mans (Sarthe), dans le prolongement de la semaine d'action C.G.T. La section C.F.D.T. de l'usine s'est également jointe au mouvement, suivi par 90 à 95 % du personnel, selon les syndicats. Selon la direction, 75 % des O.S. ont participé au débrayage, contre 15 % des personnels mensuels.

Un tiers des six cents salariés de l'usine Fenwick Saint-Ouen se sont également mis en grève

ce mardi pour protester contre la décision de réduire leur horaire de travail à 36 heures, avec perte de salaire.

A l'usine Burlington Schappe de Saint-Rambert-en-Bugey (Ain), 80 % des trois cent trente salariés sont en grève depuis vendredi 7 septembre, pour obtenir diverses augmentations de salaires. Enfin, à l'usine Marcel-Dessault de Sanguiniet (Landes), les forces de l'ordre ont évacué, ce matin à 6 heures, les grévistes qui occupaient les locaux depuis le 29 août.

# VEUT-ON DÉTRUIRE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE ?

Le Président de la République a bien voulu à VASSY qualifier l'agriculture de « pilier de la France ». Prioritaire pensée par lui-même, il a fixé au secteur agro-alimentaire un objectif : apporter aux échanges extérieurs français un excédent de 20 milliards de francs (40 % de la facture pétrolière envisagée au début de l'année).

Enfin, beaucoup d'efforts sont dépensés pour créer une délégation aux industries agro-alimentaires, afin de bien montrer que le secteur industriel, en aval de l'agriculture, est effectivement prioritaire.

Cependant, que constate-t-on ?

I. — HILAN DES ÉCHANGES AGRICOLES DE LA C.E.E.

D'abord, M. CHEYSSON, Commissaire à Bruxelles, rétorque que l'Europe importe trois fois plus de produits alimentaires qu'elle n'en exporte.

Si l'on élimine certains produits tropicaux, comme le café, le cacao ou le thé, qui n'ont pas de concurrence dans la C.E.E., le déficit diminue évidemment, mais il demeure considérable.

Ainsi, pour les produits sous règlement communautaire, le tableau ci-dessous :

|                          | Milliards d'écus |              |
|--------------------------|------------------|--------------|
|                          | EXPORTATIONS     | IMPORTATIONS |
| Produits laitiers .....  | 1,61             | 0,34         |
| Vin .....                | 0,58             | 0,25         |
| Viande porcine .....     | 0,44             | 0,26         |
| Sucre .....              | 0,69             | 0,79         |
| Viande bovine .....      | 1,08             | 3,37         |
| Céréales .....           | 0,72             | 3,66         |
| Fruits et légumes .....  | 0,67             | 5,95         |
| Huiles et graisses ..... |                  |              |
| TOTAL .....              | + 6,02           | + 15,41      |
| DEFICIT DE LA C.E.E. ... |                  | 9,37         |

On importe donc à peu près deux fois et demi ce qui est exporté. On peut noter, dès à présent, que le plus gros poste déficitaire est celui qui concerne directement la production laitière (huiles et graisses) : 1,65 milliards d'écus, soit 42 milliards de francs, deux fois le coût jugé exorbitant de la gestion des marchés laitiers de la C.E.E.

II. — LA THÈSE ANGLAISE CONTRE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE.

Ensuite, deux thèses s'opposent à BRUXELLES sur la politique agricole commune.

L'une conduit, au mieux, à l'autosuffisance. L'autre vise à exporter pour payer nos importations énergétiques.

D'un côté, la Grande-Bretagne prétend imposer un système de déficience payant, qui consiste à ouvrir toutes grandes les frontières aux importations des pays tiers, quitte à payer directement les agriculteurs pour leur assurer un certain revenu.

La mise en œuvre de ce système a trois conséquences :

— l'agriculture est un secteur assisté ;

— selon une règle non écrite, le déficience payant n'est plus versé quand l'autosuffisance est obtenue (même si paiement au producteur serait indirectement une subvention des usines de tel ou tel pays) ;

— la population active agricole est progressivement réduite à un taux infime de la population active totale (2,5 à 3 %). Il en découle des problèmes d'occupation du territoire et une plus grande vulnérabilité de l'économie en cas de crise industrielle.

D'un autre côté, la France défend l'idée d'un système de rémunération des producteurs par des prix normaux, même si des déficience payants sont concevables (dans des zones de montagne par exemple,

ou pour certaines productions) et entend promouvoir l'exportation de produits agricoles de qualité, au lieu de vendre des biens industriels, afin de compenser son déficit en énergie.

Mais, en parlant d'excédents laitiers, le gouvernement français paraît considérablement se tromper et paraît encourager l'entreprise britannique.

III. — PRÉPONDERANCE DU LAIT DANS L'EMPLOI AGRICOLE.

En effet, toute politique agricole se détermine aujourd'hui par rapport à la production laitière.

Pourquoi ?

Pour trois raisons principales :

— La première : c'est qu'en France — et c'est vrai également en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark, en Belgique et en Irlande — un agriculteur sur deux produit du lait. Par conséquent, affirmer la vocation exportatrice de l'agriculture européenne et réduire la production laitière est évidemment une absurdité.

— La deuxième : c'est qu'en Europe, il existe une lente, mais inéluctable progression du chômage. On voit mal comment une politique agricole commune viendrait encore aggraver le fléau en réduisant le nombre de producteurs de lait.

— La troisième : est une donnée économique généralement ignorée de nos décideurs européens ou français. Pour des raisons qui tiennent à la fois du fondier — beaucoup plus cher en Europe qu'aux Etats-Unis, Canada, Argentine ou Australie — le prix de production des spéculations comme les céréales et la viande, qui exigent beaucoup de surfaces et peu de main-d'œuvre, est plus élevé qu'en Europe que dans les pays producteurs les plus efficaces. En ce qui concerne le lait, au contraire, à l'exception de la Nouvelle-Zélande, qui représente 2 % de la production mondiale, le prix payé aux Etats-Unis, dans la C.E.E., en Suède, Suisse, dans les pays méditerranéens comme le Maghreb, etc., est sensiblement le même parce que le prix recouvre un complexe de travail humain, d'aptitudes climatiques, de qualité de troupeau, et de talent d'éleveur.

Donc, renoncer à trouver des débouchés pour la production laitière européenne revient à dire que l'humanité dans son ensemble ne consommerait pas plus de lait dans dix ans qu'aujourd'hui. Or, c'est évidemment l'inverse qui paraît probable, sous l'effet de différents facteurs.

IV. — LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION DE LAIT DANS LE MONDE.

D'abord, on assiste depuis quelques années à un développement considérable des usines de reconstitution du lait dans de nombreux pays : Sud-Est asiatique, pays arabes, pays méditerranéens, Nigeria, Sénégal, Côte d'Ivoire, etc. Les usines consomment du beurre ou du lait et de la poudre de lait maigre et grasse. D'où et déjà, la Nouvelle-Zélande est incapable de fournir les produits, principalement la poudre, dont le prix sur le marché mondial est remonté en dix-huit mois de 400 à 700 dollars la tonne.

Ensuite, plusieurs pays accroissent leurs achats de fromages comme le Japon et d'autres marchés moins importants, mais solvables et possédant une classe de consommateurs prêts à payer les produits laitiers à leur prix de revient.

Devant une telle évolution, que faut-il faire ?

Le premier effort est de coopération technique.

Beaucoup de pays souhaitent installer des usines de reconstitution de lait et désirent ne pas s'adresser exclusivement à NESTLÉ ou ALFA-LAVALL. Or, en France, nous avons beaucoup de firmes laitières capables d'installer des usines de lait, de fromages, de beurre ou de poudre, mais les fabricants de matériels sont très souvent suédois, allemands ou néerlandais.

Il paraît souhaitable qu'un grand mécanicien français prenne le leadership dans ce domaine pour conduire à nos certains industriels laitiers, comme l'UNION LAITIÈRE NORMANDE, un ou des groupes « cash hoc », qui prendraient en main l'équipement des usines de tel ou tel pays.

L'approvisionnement de ces usines pourrait être double. Au départ, les importations de beurre et de poudre de lait de Nouvelle-Zélande ou de la C.E.E. assureraient la marche de l'entreprise. Mais, petit à petit, aux équipements climatiques d'origine, ce qui est plus exceptionnel qu'on ne le pense, une production laitière locale se développerait, comme on le voit en Algérie ou en Tunisie, ce qui est tout à fait rationnel théoriquement que l'usine assure le débouché stable et

suscite par son existence même des productions agricoles adaptées, qui seraient transformées, qui se lanceraient dans la production laitière tributaire d'un traitement conservatoire dans les vingt-quatre heures ?

De plus, et c'est également un élément ignoré, l'usine peut payer le producteur local au prix de revient, qui est supérieur au prix du marché international en raison de surplus.

Le deuxième effort est d'adaptation au marché. Dans plusieurs pays solvables, comme le Venezuela ou le Nigeria, une clientèle apparaît pour de la poudre grasse en petit boitage, qui permet, sans passer par une usine locale, la reconstitution directe du lait chez le ménage indigène dès qu'elle dispose d'eau potable.

Des marchés de collectivité très importants ouvrent dans plusieurs pays arabes qui comprennent des régions équilibrées de produits laitiers et d'autres produits. Également, la vente de spécialités fromagères pourrait progresser beaucoup plus rapidement par un effort systématique de recherche et de création de débouchés.

V. — INTÉRÊT CONVERGENT DES PRODUCTEURS D'EUROPE ET DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.

Il n'en demeure pas moins que si l'excédent actuel de la production laitière de la C.E.E. peut être exporté, l'important développement qui est possible et souhaitable se heurte à la concurrence des huiles végétales.

Sur ce point, la puissance du soja américain et de la multinationale UNILEVER sont de redoutables obstacles.

Pourquoi faillit-il les tenir pour invincibles, alors que les intérêts des producteurs de lait européens et des pays en voie de développement sont si évidemment convergents ?

Quand on importe en Europe 40 milliards de francs d'huiles et graisses, il est évident que l'on se peut vendre à l'extérieur la matière grasse butyrique de la C.E.E. qu'au prix international des huiles, c'est-à-dire selon les années, de 900 à 1 200 dollars la tonne de beurre.

(Les prix internationaux sont artificiels et instables : la livre de café est passée de 15 cents la livre en 1967 à 140 cents aujourd'hui ; le pétrole de 2 cents le baril à 23 cents.)

Ce qui tire le prix des huiles vers le bas et provoque ainsi l'abaissement des rendements d'exportation des pays en voie de développement, très nombreux et très peuplés, comme le Maghreb, les pays de la Côte d'Afrique, l'Indonésie, l'ensemble du Pacifique, etc., ce sont deux éléments : d'abord le soja, dont l'huile est un sous-produit, ensuite, la puissance mondiale d'UNILEVER.

Il suffirait que le prix mondial de l'huile double en trois ans pour que les ventes de beurre de la C.E.E. soient au prix intérieur européen.

Naturellement, une telle hausse ne peut se décrire, mais une première mesure qui aurait un grand effet serait de modifier le régime des corps gras végétaux dans la C.E.E.

Actuellement, ils sont régis par un règlement à l'anglaise. Les importations se font au prix mondial, et un déficience payant est versé à l'hectare d'oliviers, de lin ou de colza. Un tel système tire évidemment le prix vers le bas.

On pourrait refaire ce règlement sur le modèle des autres règlements de la politique agricole commune, avec des prix garantis et prélèvements aux frontières.

On accorderait, dans le cadre du Gatt, des contingents préférentiels aux pays en voie de développement fournisseurs à hauteur de leurs références. Que se passerait-il ? Exactement ce qui se passe pour le beurre néo-gélandais. Les pays en voie de développement bénéficieraient du prix intérieur européen et, par conséquent, de recettes supplémentaires.

La question est, aujourd'hui, de savoir si l'on veut conserver une agriculture européenne, en organisant les marchés en conséquence, et éviter une dépendance excessive de l'élevage européen à l'égard des huiles et protéines importées.

Nous affirmons que par un triple effort de coopération technique, de recherche de débouchés, et de stabilisation de matières premières, on peut — si on le veut — faire l'économie d'une crise mortelle de l'agriculture de l'Europe.

par M. A. GRANDIN  
Fondateur du Groupe UNION LAITIÈRE NORMANDE

M. A. VAN RUYMBEKE,  
Directeur Général de l'UNION LAITIÈRE NORMANDE

POUR  
LES FUTURES  
MAMANS  
BALLOON  
OUVRE  
UNE BOUTIQUE  
AUX GALERIES  
LAFAYETTE





## II. — Imbroglia des rémunérations et avantages sociaux

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

\_\_\_\_\_



[illegible]



